



Ressources humaines et  
Développement des compétences Canada

Human Resources and  
Skills Development Canada

Maintenant et demain  
L'excellence dans tout ce que nous entreprenons



Juin 2011

# Évaluation sommative du Programme canadien de prêts aux étudiants

*Rapport final*  
**Juin 2011**

Direction générale de la politique stratégique et de la recherche

SP-1014-09-11F

**Canada**



# *Évaluation sommative du Programme canadien de prêts aux étudiants*

**Rapport final**

*Direction de l'évaluation  
Direction générale de la politique stratégique et de la recherche  
Ressources humaines et Développement des compétences Canada*

*Juin 2011*

**SP-1014-09-11F  
(also available in English)**

NB : le numéro de catalogue ministériel est situé en bas de la page couverture sur le côté gauche.

Vous pouvez obtenir cette publication en communiquant avec :

Services des publications

Ressources humaines et Développement des compétences Canada

140, promenade du Portage

Phase IV, 12<sup>e</sup> étage

Gatineau (Québec)

K1A 0J9

Télécopieur : 819-953-7260

En ligne : <http://www12.rhdcc.gc.ca>

Ce document est offert en médias substituts sur demande (gros caractères, braille, audio sur cassette, audio sur DC, fichiers de texte sur disquette, fichiers de texte sur DC, ou DAISY) en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Les personnes malentendantes ou ayant des troubles de la parole qui utilisent un téléscripteur (ATS) doivent composer le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2011

**Papier**

ISBN : 978-1-100-98089-8

N° de cat. : HS28-44/1-2011F

**PDF**

ISBN : 978-1-100-98090-4

N° de cat. : HS28-44/1-2011F-PDF

Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.

On demande seulement :

- De faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit ;
- D'indiquer le titre complet du matériel reproduit et l'organisation qui en est l'auteur ;
- D'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.

La reproduction à des fins non commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur de la Couronne du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec TPSGC au 613-996-6886 ou à : [droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca).



# Table des matières

Liste des abréviations .....	i
Sommaire .....	iii
Réponse de la direction.....	v
<b>1. Introduction.....</b>	<b>1</b>
1.1 Méthodologie et limites.....	1
1.2 Structure du document.....	3
<b>2. Contexte .....</b>	<b>5</b>
2.1 Raison d'être du Programme.....	6
2.1.1 La nécessité d'une intervention gouvernementale en matière d'études postsecondaires .....	7
2.1.2 Pourquoi accorder des prêts aux étudiants? .....	7
2.1.3 Participation du gouvernement fédéral.....	8
2.2 Description du Programme.....	9
2.2.1 Prêts canadiens aux étudiants (PCE).....	10
2.2.2 Subventions canadiennes pour études (SCE) et Subventions canadiennes d'accès (SCA) .....	10
2.2.3 Aide au remboursement des prêts .....	11
<b>3. Atteinte des objectifs du Programme.....</b>	<b>13</b>
3.1 Inscription à temps plein à des études postsecondaires.....	13
3.1.1 Sexe .....	14
3.1.2 Provinces .....	15
3.1.3 Âge et état civil.....	15
3.1.4 Type d'établissement.....	16
3.1.5 Les étudiants ayant des besoins financiers .....	17
3.2 Inscription à temps partiel à des études postsecondaires et programmes à temps partiel .....	18
3.3 Approche relative à l'évaluation des besoins utilisée par le PCPE .....	20
3.3.1 Évaluer le coût des études postsecondaires .....	21
3.3.2 Disparités provinciales .....	23
3.3.3 Ressources et revenu parental .....	24
3.4 Accès aux études postsecondaires grâce au PCPE .....	25
3.4.1 Existence d'obstacles financiers.....	25
3.4.2 Autres moyens de payer les études postsecondaires .....	27
3.4.3 Incidence du PCPE sur l'inscription aux études postsecondaires .....	29
<b>4. Coût de l'atteinte des objectifs.....</b>	<b>33</b>
4.1 Coûts des composantes du PCPE .....	33
4.2 Autres coûts liés à l'octroi de prêts directs.....	35
4.3 Coûts des créances irrécouvrables.....	36
4.4 Rapport coût-efficacité et solutions de rechange au Programme .....	38

<b>5. Impacts et effets indirects du PCPE.....</b>	<b>39</b>
5.1 Productivité et inégalité (répartition du revenu).....	39
5.2 Interaction entre les programmes .....	40
5.3 Remboursement et dette .....	41
5.3.1 Endettement.....	42
5.3.2 Délai de grâce .....	45
5.4 Recours à l'allègement des intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement .....	46
5.4.1 Profil des utilisateurs de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement.....	47
5.4.2 Données témoignant des effets des programmes d'aide au remboursement .....	49
5.5 Défaut de remboursement .....	52
5.5.1 Facteurs expliquant le taux de défaut de remboursement .....	53
<b>6. Problèmes liés à l'exécution du Programme .....</b>	<b>57</b>
6.1 Sensibilisation et satisfaction de la clientèle .....	57
6.2 Complexité de l'exécution de l'évaluation des besoins .....	59
6.3 Rapports sur le rendement.....	60
6.3.1 Améliorations possibles .....	60
<b>7. Conclusions et recommandations .....</b>	<b>63</b>
7.1 Recommandations .....	63
<b>Bibliographie .....</b>	<b>65</b>
<b>Annexe 1 – Questions d'évaluation .....</b>	<b>71</b>
<b>Annexe 2 – Modèle logique (CGRR) .....</b>	<b>77</b>
<b>Annexe 3 – Méthodologie – Résumé des rapports techniques .....</b>	<b>77</b>
<b>Annexe 3 – Méthodologie – Résumé des rapports techniques .....</b>	<b>79</b>

## *Liste des tableaux*

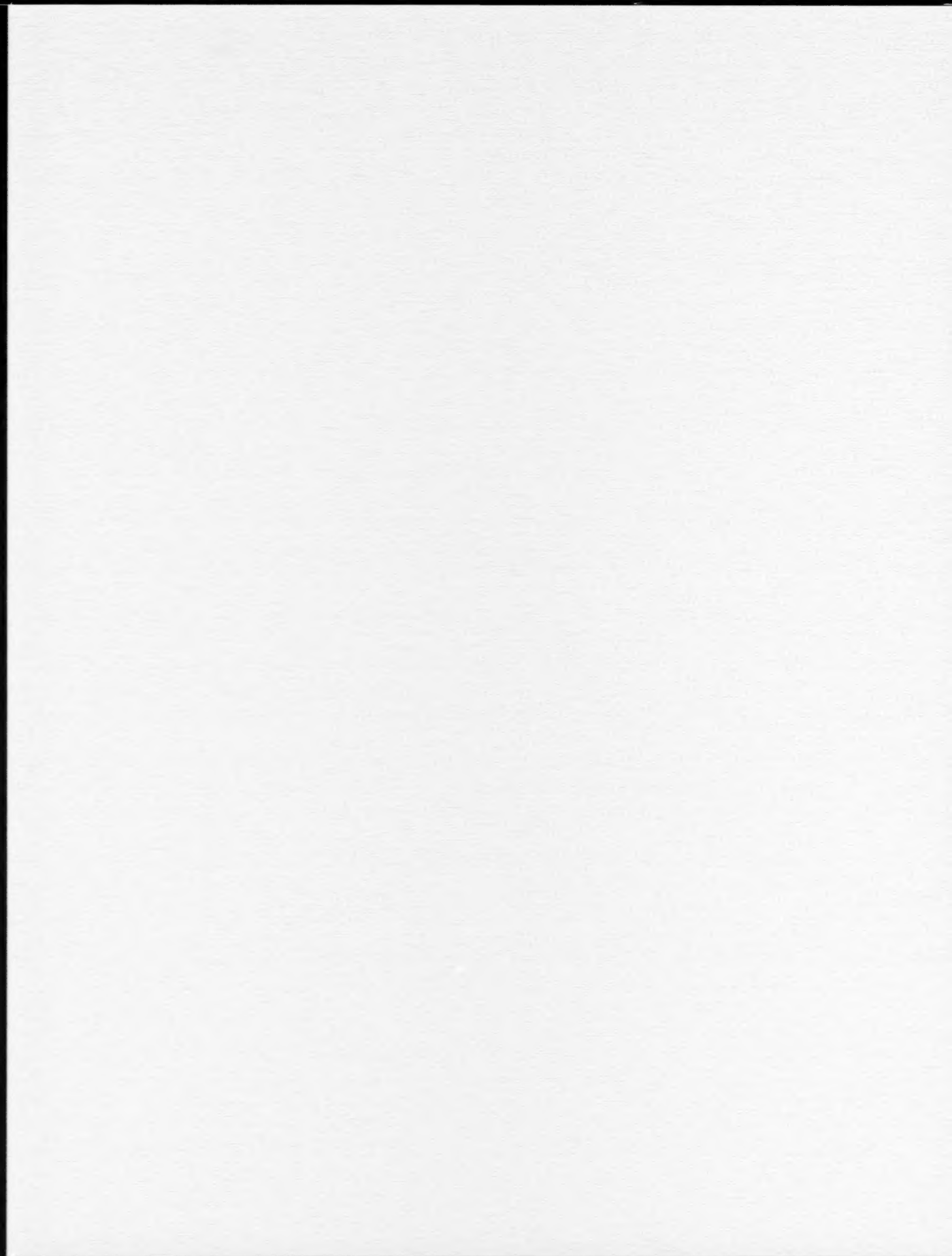
Tableau 1	Nombre d'étudiants à temps plein de niveau postsecondaire et nombre de participants au PCPE de 2000-2001 à 2007-2008 .....	14
Tableau 2	Nombre d'étudiants à temps partiel bénéficiaires du PCPE, de 2000-2001 à 2007-2008 .....	19
Tableau 3	Participation aux études postsecondaires des 18 à 21 ans, par quartile du revenu lorsque l'étudiant avait 16 ans (2001) .....	26
Tableau 4	Charges totales liées au PCPE (M\$) .....	33
Tableau 5	Total des frais d'administration du PCPE (M\$) .....	36
Tableau 6	Total des coûts nets du PCPE (M\$) .....	37
Tableau 7	Dettes moyennes auprès du PCPE au moment de la consolidation (en dollars de 2002) – de 2000-2001 à 2007-2008 .....	44
Tableau 8	Profil sociodémographique des participants au PCPE et des utilisateurs de l'exemption d'intérêts, de 2001-2002 à 2007-2008 .....	48
Tableau 9	Taux (en %) de défaut de remboursement sur une période de trois ans, par année et par province, de 2000-2001 à 2007-2008 .....	52



## *Liste des graphiques*

Graphique 1	PCE en voie d'être remboursés (en millions en dollars de 2002), de 1998-1999 à 2007-2008 .....	43
-------------	---	----





## *Liste des abréviations*

ARC	Agence du revenu de Canada
BDAL	Banque de données administratives longitudinales
BSIF	Bureau du surintendant des institutions financières
CCIAFE	Comité consultatif intergouvernemental sur l'aide financière aux étudiants
CGRR	Cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats
CSLP	Canada Student Loans Program
DRR	Debt Reduction in Repayment
EASEF	Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et à la formation
EDM	Enquête sur les dépenses des ménages
EPA	Enquête sur la population active
FCBEM	Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
LFAGE	<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>
LFPE	<i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PAR	Programme d'aide au remboursement
PAR-IP	Programme d'aide au remboursement pour les emprunteurs ayant une invalidité permanente
PCE	Prêts canadiens aux étudiants
PCP	Programme de counseling préconsolidation
PCPE	Programme canadien de prêts aux étudiants
PIB	Produit intérieur brut
RAFEO	Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario
REEE	Régime enregistré d'épargne-études
RHDCC	Ressources humaines et Développement des compétences Canada
RMR	Rapport ministériel sur le rendement

SCA	Subventions canadiennes d'accès
SCE	Subventions canadiennes pour études
SMCD	Système ministériel de comptes débiteurs
SREB	Système de rapport d'évaluation des besoins

# *Sommaire*

L'évaluation sommative du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE), qui s'est étalée de 2006 à 2010, repose sur 32 études exécutées au cours de la période d'évaluation dont les résultats sont résumés dans le présent rapport. Diverses méthodes ont été employées pour ces études : bilan documentaire, comparaisons internationales, sondages, groupes de discussion, entrevues auprès d'informateurs clés, analyses de données administratives et analyses économétriques. De plus, d'autres études externes se sont greffées aux 32 études menées expressément aux fins de la présente évaluation.

## **Constatations de l'évaluation**

### ***Raison d'être du Programme***

Le PCPE a toujours sa raison d'être étant donné que les avantages à tirer d'une population instruite dépassent les coûts économiques qui s'y rattachent et qu'en l'absence du Programme, beaucoup plus d'étudiants, en particulier ceux de familles à faible revenu, devraient surmonter des obstacles financiers. Il arrive souvent que les étudiants ne puissent pas emprunter auprès de sources du secteur privé pour payer leurs études postsecondaires parce qu'ils sont incapables de fournir des garanties et que les institutions financières sont incapables d'évaluer leur revenu futur. Le bilan documentaire et les comparaisons internationales montrent que les contraintes au chapitre du crédit suffisent à justifier l'intervention gouvernementale. En outre, les informateurs clés sont unanimes pour dire qu'un tel programme est nécessaire, sous une forme ou une autre.

L'égalité d'accès partout au pays et le précédent historique constituent les deux principaux arguments en faveur de l'intervention du gouvernement fédéral. Il convient toutefois de revoir la justification de certains volets du PCPE, notamment le système de prêts aux étudiants à temps partiel.

### ***Évaluation des besoins***

Malgré la complexité de l'évaluation des besoins utilisée à l'égard du PCPE, la plupart des informateurs clés et des participants des groupes de discussion conviennent que ceux qui ont besoin d'un prêt en obtiennent un. Il est ressorti de l'analyse menée dans le cadre de l'évaluation que les allocations actuelles au titre des dépenses des étudiants suffisent à défrayer les dépenses mensuelles moyennes totales de la plupart des étudiants (66 %). Cependant, de nombreux secteurs peuvent faire l'objet d'améliorations : 1) bien que des changements aient été apportés aux règles régissant la contribution parentale, d'autres rajustements semblent s'imposer; 2) il faut trouver des moyens de mieux faire comprendre aux étudiants le processus d'évaluation des besoins; 3) il faut améliorer la qualité des fichiers de données de l'évaluation des besoins.

## **Accès aux études postsecondaires**

Selon le rapport annuel de 2007-2008 du PCPE, le mandat du Programme consiste à « *promouvoir l'accès aux études postsecondaires en fournissant de l'aide financière sous forme de prêts ou de subventions aux étudiants admissibles, en fonction de leurs besoins financiers et sans égard à leur province ou territoire de résidence.* » Le Programme semble atteindre cet objectif. Le bilan documentaire, les informateurs clés et les études empiriques ont démontré que le Programme réduit les contraintes financières. Cinq études fournissent des estimations de l'incidence du PCPE sur l'accès aux études postsecondaires. Dans l'ensemble, ces estimations montrent que chaque hausse de 1 000 \$ du plafond des prêts étudiants se traduit par une augmentation de 0,4 à 1 point de pourcentage de l'inscription d'étudiants à faible revenu. Des obstacles non financiers continuent d'expliquer en grande partie les problèmes liés à l'accès aux études postsecondaires.

## **Remboursement des prêts**

Au moment de la consolidation, la dette d'études moyenne s'établissait à 9 348 \$ en 1998-1999; elle a augmenté légèrement pour atteindre 9 655 \$ en 2000-2001, puis elle est passée à 12 881 \$ en 2007-2008. En tenant compte de l'inflation (qui s'est établie en moyenne à 2,4 % au cours de cette période), cela représente une hausse d'environ 1 030 \$ de la dette d'études moyenne. Bien que la majorité des étudiants soient en mesure de rembourser leurs prêts, avec ou sans l'aide du gouvernement, près de 16 % d'entre eux ont manqué à leurs obligations en 2007-2008 (c.-à-d. qu'ils ont accusé un retard de trois mois ou plus pour le remboursement de leurs prêts après la date de consolidation). Il s'agit d'une diminution de plus de dix points de pourcentage par rapport à la première partie de la décennie. Le bilan documentaire et l'analyse des données administratives du PCPE ont montré que de nombreux facteurs influent sur le taux de défaut de remboursement, notamment les résultats scolaires, le taux d'obtention de diplôme, le revenu tiré d'un emploi, le taux de chômage, le niveau d'endettement, le sexe, l'âge et les caractéristiques de l'établissement.

En règle générale, les changements qui ont été apportés en 1997, en 1998 et en 2003 aux dispositions relatives à l'exemption d'intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement ont contribué à réduire le taux de défaut de remboursement. Bien que les entrevues auprès des informateurs clés et des groupes de discussion aient montré que ces deux dispositions (qui ont par la suite été remplacées par le Programme d'aide au remboursement en 2009) ont contribué à abaisser le taux de défaut de remboursement, il conviendrait que le Ministère étudie plus à fond la possibilité d'adopter une approche plus préventive fondée sur une consultation préalable à la consolidation afin d'aider les emprunteurs à comprendre les mesures de gestion de la dette et de réduire encore plus le taux de défaut de remboursement.



# Réponse de la direction

## Introduction

Les avantages associés à des taux élevés de scolarité au niveau postsecondaire sont bien connus. Les études postsecondaires améliorent les perspectives d'emploi et de développement personnel des Canadiens. Ces derniers comprennent que, dans le monde concurrentiel d'aujourd'hui, il importe de faire des études postsecondaires; en fait, le Canada est le pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ayant la plus grande concentration de diplômés collégiaux ou universitaires.

Cette impressionnante réalisation est imputable en partie au fait que le gouvernement du Canada s'est engagé à ce que les Canadiens soient en mesure d'accéder aux études postsecondaires en créant le Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE). Le PCPE offre des bourses et des prêts financés par le gouvernement aux Canadiens admissibles qui fréquentent un établissement d'enseignement postsecondaire agréé en vue d'obtenir un diplôme universitaire ou postsecondaire ou un certificat. Les principaux clients du Programme sont les Canadiens à revenu faible ou moyen, les étudiants handicapés et les étudiants ayant des personnes à charge. Le PCPE vient également en aide aux gens ayant de la difficulté à rembourser leurs prêts d'études.

Depuis le lancement du PCPE en 1964, le gouvernement du Canada a octroyé près de 32 milliards de dollars sous forme de prêts à plus de 4,3 millions d'étudiants. Selon le Bureau de l'actuaire en chef<sup>1</sup>, environ 36 % des étudiants faisant des études postsecondaires à temps plein dans les neuf provinces et le territoire qui participent au PCPE<sup>2</sup> ont obtenu un prêt canadien aux étudiants pour l'année de prêt 2008-2009.

De 2006 à 2011, on a procédé à une évaluation sommative du PCPE visant la période de prêt allant de 2000 à 2008. Depuis cette période d'évaluation, le gouvernement du Canada a annoncé plusieurs initiatives importantes ayant pour but d'améliorer l'aide financière accordée aux étudiants. Dans le budget de 2008, notamment, le gouvernement annonçait une série de mesures diverses qui ont été mises en œuvre par la suite :

- Le *Programme canadien de bourses aux étudiants* apporte aux étudiants à faible ou moyen revenu un financement immédiat et uniforme qui les aide à payer leurs études postsecondaires.
- Le *Programme d'aide au remboursement (PAR)* aide les emprunteurs qui ont du mal à rembourser leurs prêts à mieux gérer leur dette en leur permettant d'effectuer des versements raisonnables en fonction de leur situation financière. Il remplace les programmes d'exemption d'intérêts et de réduction de la dette en cours de remboursement et, grâce à lui, des milliers d'emprunteurs de plus auront droit de l'aide chaque année.

---

<sup>1</sup> Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants, en date du 31 juillet 2009.

<sup>2</sup> Le Québec, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest ne participent pas au PCPE, mais ils reçoivent des montants compensatoires du gouvernement du Canada afin de gérer leurs propres programmes d'aide financière aux étudiants.

- Le *Programme d'aide au remboursement pour les emprunteurs ayant une invalidité permanente* (PAR-IP) est destiné aux emprunteurs ayant une invalidité permanente qui ont de la difficulté à rembourser leurs prêts. À l'instar du PAR, le PAR-IP aide les emprunteurs admissibles à assumer le remboursement de leur dette d'études en leur permettant de faire des versements raisonnables en fonction de leur situation financière.

Outre ces initiatives, le gouvernement du Canada a également apporté des changements visant à améliorer l'aide accordée aux étudiants à temps plein dans certaines circonstances. Par le passé, les étudiants à temps plein bénéficiaient d'une subvention sur les intérêts tant qu'ils poursuivaient leurs études et pouvaient attendre jusqu'à six mois après la fin de leurs études pour commencer à rembourser leurs prêts. Cependant, lorsque les étudiants recevaient une aide financière pendant un nombre de semaines supérieur au maximum permis, ils étaient forcés de commencer à rembourser leurs prêts avant la fin de leurs études. Grâce au budget de 2008, les emprunteurs qui étudient à temps plein et qui ont atteint le nombre maximal de semaines d'aide peuvent maintenant terminer leurs études et attendre jusqu'à six mois avant de commencer à rembourser leurs prêts.

Dans son budget de 2008, le gouvernement a prévu d'importantes améliorations en ce qui concerne les étudiants à temps partiel. De fait, il a plus que doublé le montant de prêt maximal à vie accordé à ces étudiants et a amélioré les modalités de remboursement auxquelles ils doivent se plier. À l'instar des étudiants à temps plein, les étudiants à temps partiel peuvent dorénavant attendre jusqu'à six mois après la fin de leurs études pour commencer à rembourser le principal et l'intérêt couru de leurs prêts. (Avant que ce changement soit apporté, les étudiants à temps partiel étaient tenus d'effectuer des paiements d'intérêts sur leurs prêts pendant leurs études.)

Puisque ces importants changements à l'aide financière accordée aux étudiants sont survenus après la période visée par la présente évaluation sommative, soit après la période de 2000 à 2008, une évaluation supplémentaire est en cours d'élaboration afin de rendre compte de l'impact de ces nouvelles initiatives.

De plus, les responsables du PCPE continuent de collaborer avec leurs partenaires provinciaux et territoriaux afin de mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives visant à moderniser la prestation de l'aide financière aux étudiants. Parmi ces initiatives, on retrouve la négociation d'une entente-cadre sur l'aide financière aux étudiants, l'obtention par voie électronique des confirmations d'inscription et le recours à un formulaire en ligne unique pour les demandes de mesures d'aide au remboursement; toutes ces mesures visent à simplifier le processus que l'emprunteur doit suivre tout au long du cycle de vie de ses prêts d'études.

## Principales constatations

Dans l'ensemble, l'évaluation a révélé que le PCPE a sa raison d'être et que les étudiants ont manifestement toujours besoin de l'aide financière qu'il leur apporte. En outre, elle a permis de conclure que le Programme atteignait ses objectifs puisqu'il atténue les obstacles financiers, améliore l'accès aux études postsecondaires et répond aux besoins financiers des étudiants en haussant les montants maximaux de prêt et en élaborant des politiques conçues pour les aider à rembourser leurs prêts.

Nous sommes d'accord avec ces principales constatations, et nous sommes heureux de présenter notre réponse aux recommandations formulées dans le rapport. La Direction du PCPE, qui fait partie de la Direction générale de l'apprentissage de RHDCC, assume la responsabilité des mesures proposées. Les recommandations portent essentiellement, sur quatre grands thèmes :

- L'admissibilité à l'aide financière aux étudiants
- L'aide financière destinée aux étudiants à temps partiel
- Le remboursement suivant la fin des études postsecondaires
- La gestion des cas de défaut de remboursement

Pour faciliter la compréhension du lecteur, les réponses de RHDCC aux recommandations exposées dans le rapport sommatif ont été regroupées sous les quatre thèmes susmentionnés.

## **Recommandations**

### ***L'admissibilité à l'aide financière aux étudiants***

Pour avoir droit à un prêt d'études canadien, l'étudiant doit remplir les critères prévus par la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* et son *Règlement*, et démontrer qu'il a besoin d'une aide financière. Les responsables des programmes d'aide financière aux étudiants des provinces et des territoires participants procèdent à l'évaluation des besoins au nom du gouvernement du Canada. Au cours du processus d'évaluation des besoins, ils prennent entre autres en considération la catégorie de l'étudiant (célibataire ou marié, à charge ou indépendant), ses dépenses liées aux études postsecondaires (frais de scolarité, coût des livres et frais de subsistance) et ses ressources financières (revenus, économies, actifs et contribution des parents ou du conjoint). Ces critères servent à déterminer l'admissibilité de l'étudiant ainsi que le montant de l'aide financière octroyée.

Les recommandations 1, 5 et 6 du rapport d'évaluation portent sur l'évaluation des besoins.

#### ***Recommandation 1 : Trouver des moyens de simplifier le processus d'évaluation des besoins en vue d'aider les étudiants à mieux le comprendre.***

Nous sommes d'accord avec cette recommandation. Dans le cadre des séances du Comité consultatif intergouvernemental sur l'aide financière aux étudiants (CCIAFE), les responsables du PCPE et leurs partenaires provinciaux et territoriaux réexaminent périodiquement le processus d'évaluation des besoins afin de l'améliorer et de le simplifier le plus possible. Le CCIAFE est un organisme fédéral-provincial dont les membres se rencontrent régulièrement pour se pencher sur les éléments de politique et de programme liés à l'aide financière aux étudiants au Canada.

Une part de cette collaboration vise l'élaboration, à l'intention des étudiants, d'une série d'outils de communication qui les aideront à mieux comprendre le processus d'évaluation des besoins. Par exemple, on a créé des calculatrices en ligne pour aider les étudiants à estimer le montant d'aide financière qu'ils peuvent s'attendre à recevoir, de sorte qu'ils puissent planifier leurs études et les coûts qui s'y rattachent avant de présenter une demande



de prêt. Pour aider les étudiants à franchir les étapes du processus de demande, on a également mis à leur disposition des processus de demande en ligne. De plus, ils peuvent envoyer leurs questions sur l'évaluation des besoins aux bureaux d'aide financière installés dans les établissements d'enseignement postsecondaire et aux bureaux d'aide financière de leur province ou territoire.

Les activités de communication et de sensibilisation incitent les étudiants qui ont besoin d'aide financière à présenter une demande dans le cadre du PCPE. Comme il importe de comprendre quels obstacles peuvent empêcher les étudiants de présenter une demande d'aide, RHDCC fait actuellement des expériences dans 50 écoles secondaires de la Colombie-Britannique, où les taux de passage du niveau secondaire au niveau postsecondaire sont faibles. Le projet consiste à prodiguer aux étudiants des conseils pratiques concernant les choix offerts en matière d'études postsecondaires. Les conseillers aident entre autres les étudiants à remplir des demandes d'admission à des établissements d'enseignement postsecondaire et des demandes d'aide financière. Le rapport final sur les résultats de cette initiative, qui devrait être publié en 2012, permettra aux responsables du PCPE d'examiner le processus de demande et de s'assurer qu'il répond aux besoins des demandeurs.

***Recommandation 5 : Même si le système d'évaluation des besoins semble bien fonctionner, il reste qu'il faudrait repenser les allocations de subsistance provinciales uniformes compte tenu du fait que certaines dépenses (en particulier le logement) sont beaucoup plus élevées dans les grands centres urbains que ce qui est prévu dans les dépenses provinciales moyennes.***

Nous convenons que le système d'évaluation des besoins fonctionne bien. En collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux dans le domaine de l'aide financière aux étudiants, le gouvernement du Canada revoit régulièrement les critères utilisés aux fins de l'évaluation des besoins afin qu'au fil du temps, des rajustements puissent être envisagés pour tenir compte de l'accroissement des coûts que les étudiants doivent assumer.

À l'heure actuelle, le PCPE utilise les coûts en vigueur dans le plus grand et le plus onéreux centre urbain de chaque province pour calculer les allocations de subsistance pour cette province. Comme nous le mentionnons dans le rapport d'évaluation, cette approche peut faire en sorte que les étudiants vivant dans les régions où les coûts sont faibles reçoivent des allocations de subsistance supérieures à leurs véritables besoins. Cependant, à notre avis, il serait beaucoup trop complexe et trop coûteux d'instaurer des allocations de subsistance aux montants variables dans chaque province pour les avantages à retirer d'une telle mesure.

***Recommandation 6 : La contribution des parents a déjà été désignée comme une question problématique dans les évaluations menées en 1997 et en 2004. Même si RHDCC a modifié certaines règles relatives à la contribution des parents, les données factuelles recueillies dans le cadre de l'évaluation courante indiquent que quelques autres ajustements devraient être apportés aux règles régissant cette contribution.***

Nous sommes d'accord avec cette recommandation. Comme la contribution des parents est une donnée cruciale dans l'établissement de l'admissibilité des étudiants à une aide

financière, le CCIAFE est constamment à la recherche de solutions pour améliorer les façons de faire actuelles.

La contribution des parents a été modifiée à plusieurs reprises au cours des dernières années. En 2004 et en 2006, la contribution parentale attendue a été réduite en fonction du revenu familial et de la province de résidence, ce qui a permis à des milliers d'étudiants supplémentaires issus de familles à revenu moyen admissibles de se prévaloir de prêts d'études canadiens.

Pour les demandeurs qui contestent l'évaluation de leur situation financière, y compris la contribution attendue de leurs parents, nous avons mis sur pied un processus d'appel qui leur permet de faire réexaminer leur évaluation par des instances chargées d'administrer l'aide aux étudiants dans les provinces ou les territoires. Ce mécanisme d'appel vise à concilier la nécessité de veiller à ce que les fonds du Programme soient affectés en fonction des besoins financiers et celle de ne pas refuser l'aide aux étudiants ayant démontré leurs besoins financiers afin qu'ils obtiennent le soutien requis pour poursuivre leurs études postsecondaires.

### ***L'aide financière destinée aux étudiants à temps partiel***

Bien que les étudiants à temps plein soient les principaux bénéficiaires du PCPE, ce dernier offre un soutien à ceux qui doivent faire leurs études postsecondaires à temps partiel en raison de leur situation personnelle.

La recommandation 4 porte sur la proportion des étudiants à temps partiel qui bénéficient du PCPE.

***Recommandation 4 : Il faut rendre le programme de prêts pour les études à temps partiel plus facile à comprendre et, éventuellement, apporter des changements, compte tenu de la participation très limitée (le nombre de participants a chuté de 50 % depuis 2000). La raison d'être du programme, par exemple, n'est pas très claire et ne semble pas adaptée à la situation des étudiants qui font leurs études à temps partiel.***

Nous sommes d'accord avec cette recommandation. Dans le budget de 2008, le gouvernement du Canada a annoncé un certain nombre de mesures visant à améliorer l'aide financière offerte aux étudiants à temps partiel, dont celles qui suivent :

- une augmentation du montant de prêt maximal à vie accordé pour les études à temps partiel, lequel est passé de 4 000 \$ à 10 000 \$;
- l'élimination de la nécessité de commencer le remboursement du prêt pendant les études à temps partiel;
- le report du début du remboursement des prêts pour l'établir à six mois après la fin des études.

Mises en œuvre en 2009, ces mesures améliorent considérablement le soutien offert aux étudiants à temps partiel. Depuis qu'elles ont été instaurées, le nombre d'étudiants à temps partiel qui ont bénéficié du programme a augmenté de 94 % pour ce qui est des prêts et de 22 % pour ce qui est des bourses. Les responsables du PCPE continueront de surveiller



l'impact de ces changements. Ils analyseront également les données et les résultats de l'Enquête sur l'accès et le soutien à l'éducation et la formation (EASEF), menée par Statistique Canada, afin d'évaluer dans quelle mesure le soutien offert par le programme de prêts d'études à temps partiel répond aux besoins des étudiants à temps partiel.

### ***Le remboursement suivant la fin des études postsecondaires***

Le gouvernement du Canada est déterminé à aider les étudiants pendant tout le cycle de vie de leurs prêts d'études. Après la fin de leur programme d'études, les personnes qui ont contracté des prêts d'études canadiens doivent signer un contrat de consolidation en vue de rembourser leurs prêts. Dans la plupart des cas, ces emprunteurs n'ont jamais eu à gérer de prêts auparavant. C'est pourquoi le gouvernement du Canada s'efforce de communiquer avec eux avant qu'ils consolident leurs prêts afin de s'assurer qu'ils comprennent parfaitement leurs responsabilités et les options de remboursement qui s'offrent à eux, y compris les programmes d'aide au remboursement.

Pour mieux aider les emprunteurs qui ont de la difficulté à rembourser leurs prêts, le gouvernement du Canada a remplacé, en 2009, les programmes d'exemption d'intérêts et de réduction de la dette en cours de remboursement par le nouveau Programme d'aide au remboursement (PAR). Le PAR s'appuie sur les principes de base suivants : les emprunteurs ne devraient pas être obligés d'effectuer des paiements plus élevés que leur situation financière ne leur permet, et leur période de remboursement ne devrait pas dépasser 15 ans. Après que leur paiement a été calculé, en tenant compte de leur revenu familial, de la taille de leur famille et du solde de leurs prêts, les emprunteurs peuvent recevoir une aide dans le cadre du PAR si leur situation financière ne leur permet pas d'effectuer leur paiement mensuel sur leurs prêts d'études. Si les emprunteurs remplissent les conditions requises, le gouvernement du Canada prend en charge une partie de leurs intérêts et/ou de leur principal, et leurs paiements sont réduits ou interrompus pendant des périodes approuvées.

Durant l'année de prêt 2009-2010, plus de 155 000 emprunteurs ont bénéficié du PAR, dont 90 % n'ont pas eu à rembourser leur prêt. À titre comparatif, au cours de l'année de prêt 2008-2009, environ 130 000 emprunteurs avaient obtenu une exemption d'intérêts, et environ 2 500 emprunteurs avaient bénéficié d'une réduction de la dette en cours de remboursement.

Outre le PAR, le gouvernement du Canada a également mis en œuvre le Programme d'aide au remboursement pour les emprunteurs ayant une invalidité permanente (PAR-IP). À l'instar du PAR, le PAR-IP aide les emprunteurs admissibles à assumer le remboursement de leur dette en leur permettant de faire des versements raisonnables en fonction de leur situation financière. Dans le cadre du PAR-IP, les emprunteurs admissibles effectuent des remboursements qui sont calculés en fonction de leur revenu et de leur capacité de payer, compte tenu entre autres des coûts d'aménagement occasionnés par leur invalidité.

Pour diffuser les renseignements concernant les options de remboursement offertes aux étudiants, notamment l'aide disponible dans le cadre du PAR et du PAR-IP, nous avons recours à diverses voies de communication clés, dont les bureaux d'aide financière aux étudiants installés dans les établissements d'enseignement postsecondaire. En 2008-2009,

la restructuration du site Web *Cibleétudes.ca* nous a permis d'afficher des messages clairs à propos des options de remboursement et des mesures d'aide au remboursement.

Les recommandations 2 et 3 insistent sur l'importance d'informer les bénéficiaires du PCPE lorsqu'ils passent à l'étape du remboursement.

***Recommandation 2 : Informer davantage les étudiants du soutien qui leur est offert à l'étape de la consolidation de leurs prêts.***

Nous sommes d'accord avec cette recommandation. Étant donné que, pour de nombreux étudiants, la gestion de leur prêt étudiant représente leur première expérience à titre d'emprunteur, le gouvernement du Canada s'efforce constamment d'améliorer la communication avec les emprunteurs au moment de la consolidation.

En collaboration avec leurs partenaires dans le domaine de l'aide financière aux étudiants, les responsables du PCPE participent régulièrement à des activités d'information qui visent à faire connaître les options de remboursement et les mesures d'aide au remboursement. Ces activités comprennent des expositions, des campagnes, des ressources en ligne, des trousseaux d'outils, des publications ainsi que des ateliers sur le remboursement offerts dans les établissements d'enseignement.

Chaque année, des responsables du PCPE communiquent proactivement par l'entremise du fournisseur de services<sup>3</sup> avec plus de 180 000 emprunteurs qui doivent commencer à rembourser leurs prêts afin de discuter des options et du soutien à leur disposition à cet égard. De plus, ils organisent des séances de consultation à l'intention des emprunteurs qui, selon les statistiques, courent de grands risques d'avoir des difficultés à rembourser leurs prêts, notamment ceux qui quittent prématurément leur programme d'études et qui ne poursuivent pas leurs études postsecondaires. Les responsables du PCPE ont également mis au point deux modules en ligne afin de renseigner les emprunteurs sur le remboursement des prêts d'études. Ces modules informent les étudiants qui s'apprêtent à contracter leur premier prêt d'études canadien et les emprunteurs qui sont sur le point de commencer à rembourser leurs prêts d'études canadiens.

Ces initiatives ont notamment eu des effets bénéfiques sur le degré d'information des emprunteurs. Selon le plus récent sondage sur la satisfaction de la clientèle, que les responsables du PCPE ont mené en 2009-2010, 83 % des emprunteurs estimaient qu'ils comprenaient clairement leurs options de remboursement.

***Recommandation 3 : Envisager la possibilité de changer l'appellation « délai de grâce », parce qu'elle porte à confusion et que les étudiants ne savent pas si l'intérêt court pendant cette période de six mois.***

Nous convenons que le terme « délai de grâce » peut induire en erreur certains emprunteurs, et nous continuerons de collaborer avec nos partenaires provinciaux ou territoriaux afin de trouver un moyen plus efficace d'expliquer comment fonctionne le programme de prêts d'études. Le « délai de grâce » fait allusion au fait que les emprunteurs ont le droit

---

<sup>3</sup> Le fournisseur de services est un tiers qui administre les prêts d'études pour le compte du Programme canadien de prêts aux étudiants.

d'attendre six mois après la fin de leurs études postsecondaires pour commencer à rembourser leurs prêts, mais que les intérêts sur les prêts d'études canadiens continuent de courir pendant cette période. Toutefois, il se peut que la confusion qu'éprouvent certains emprunteurs découle du fait que certaines provinces n'exigent pas que les intérêts sur les prêts d'études provinciaux s'accumulent pendant cette période. Pour atténuer cette confusion, les responsables du PCPE tâchent d'expliquer correctement ce terme dans toutes les communications destinées aux emprunteurs, y compris les documents liés aux prêts d'études, l'information affichée dans le site Web Ciblétudes et les renseignements communiqués par le centre d'appels du fournisseur de services.

### **La gestion des cas de défaut de remboursement**

Étant donné les conséquences négatives qu'un défaut de remboursement peut entraîner pour les étudiants et le gouvernement, les responsables du PCPE cherchent à accroître les taux de remboursement dans le cadre d'une approche globale en matière de gestion efficace du portefeuille des prêts d'études canadiens.

La stratégie du PCPE en ce qui concerne la prévention du défaut de remboursement comprend les mesures suivantes : attribuer des bourses non remboursables qui réduisent les soldes débiteurs; communiquer avec les emprunteurs de façon efficace et ciblée avant la fin de leurs études postsecondaires; offrir une aide au remboursement aux emprunteurs qui ont du mal à rembourser leurs prêts; négocier avec le fournisseur de services un contrat fondé sur le rendement qui l'incite à accroître les taux de remboursement des prêts d'études.

Pour recevoir des prêts d'études canadiens, les étudiants doivent être inscrits dans des établissements d'enseignement postsecondaire agréés par les gouvernements provinciaux ou territoriaux. Les critères d'agrément sont d'importants outils qui nous permettent de poursuivre nos objectifs en matière de réduction des taux de défaut de remboursement et de protection des investissements dans l'enseignement postsecondaire.

La recommandation 7 porte sur l'importance de continuer d'étudier et d'analyser les taux de défaut de remboursement des prêts d'études, y compris les répercussions des mesures d'aide au remboursement.

***Recommandation 7 : Il conviendrait de mener une étude sur les politiques concernant le taux de défaut optimal qui prendrait en considération les coûts des programmes d'aide au remboursement. Par exemple, la recherche pourrait déterminer s'il est toujours avantageux pour le gouvernement d'accroître l'aide par le truchement du programme d'aide au remboursement en vue de réduire le taux de défaut de remboursement des étudiants. Dans le même ordre d'idées, le Ministère pourrait envisager d'adopter une approche de consultation préalable à la consolidation plus proactive en vue d'aider les emprunteurs à comprendre les mesures de gestion de leur dette et de réduire le taux de défaut de remboursement.***

Nous sommes d'accord avec cette recommandation et continuons de recourir aux plus récentes recherches et analyses afin de mieux comprendre les programmes d'aide au remboursement et leur lien avec le taux de défaut.



Les responsables du PCPE surveillent constamment le portefeuille de remboursement des prêts d'études afin de s'assurer que les prêts sont en voie d'être remboursés et que les emprunteurs ne manquent pas à leurs obligations. La grande majorité des emprunteurs remboursent leurs prêts en entier et à temps. Dans son rapport le plus récent, daté du 31 juillet 2009, le Bureau de l'actuaire en chef signalait que plus de 87 % des prêts accordés avaient été remboursés.

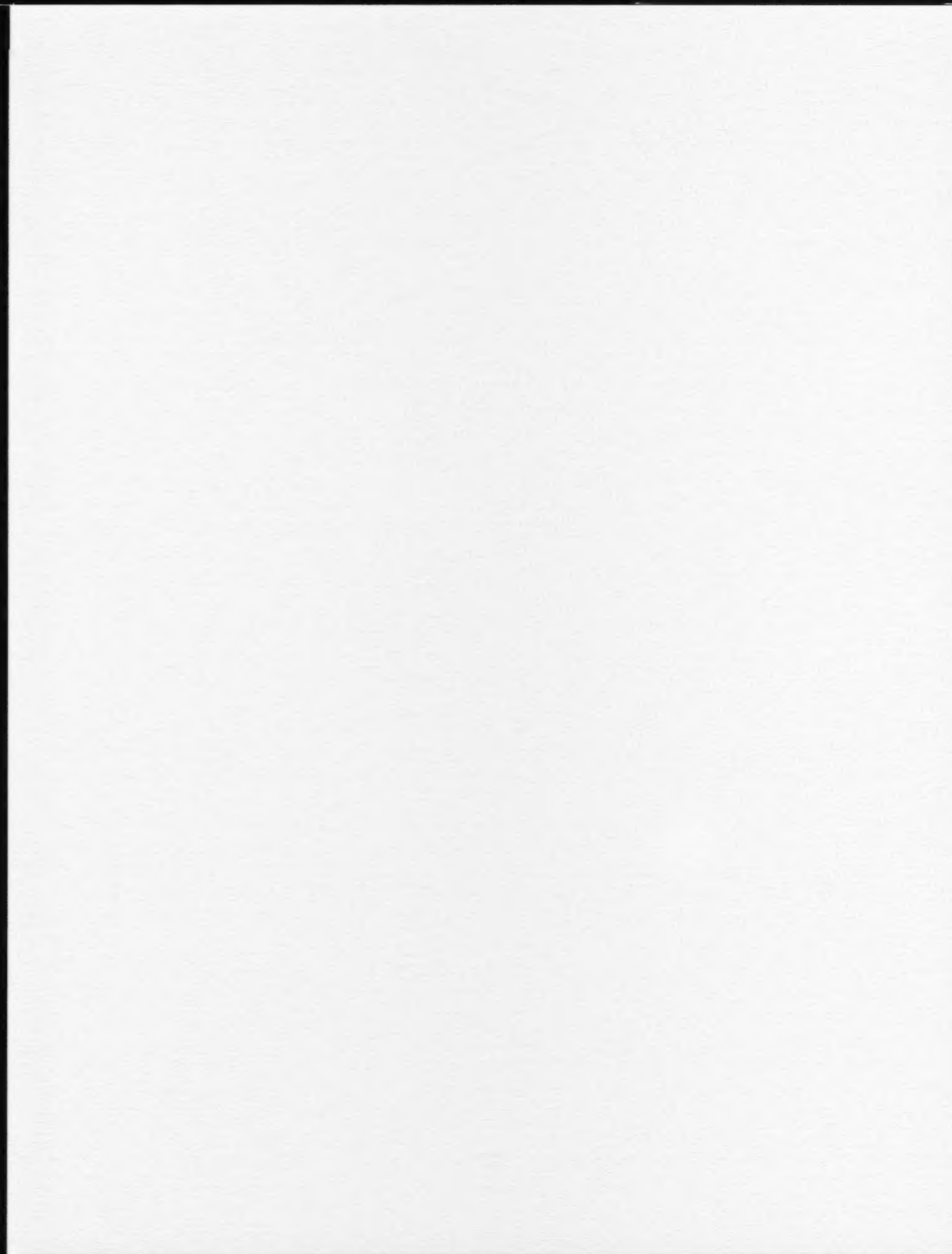
Les responsables du PCPE utilisent le taux de défaut de remboursement d'une cohorte sur trois ans comme principal indicateur du rendement du portefeuille. Depuis que le gouvernement du Canada a pris en charge l'octroi des prêts d'études en 2000, le taux de défaut de remboursement a considérablement diminué de 2001-2002 à 2008-2009, passant de 38 % à 14 %. Ce recul a été observé pour tous les types d'établissements, mais il a été particulièrement marqué chez les emprunteurs qui avaient étudié dans des établissements privés (soit une diminution de 28 %).

Les responsables du PCPE ont élaboré une *stratégie globale de gestion du portefeuille* qui vise à améliorer la gestion du portefeuille des prêts d'études canadiens dans son ensemble. La *stratégie* est conçue pour augmenter les taux de remboursement, accroître le recouvrement des prêts en souffrance et réduire les coûts généraux du Programme. De plus, nous avons mis en œuvre des initiatives ciblant chacune des quatre étapes du cycle de vie des prêts : le processus de demande et d'octroi, la gestion des comptes pendant les études, le remboursement et la gestion de la dette, et le recouvrement. Plusieurs de ces initiatives visent à réduire le risque lié au portefeuille de prêts directs. Par exemple, les responsables du PCPE confient au fournisseur de services la tâche de communiquer avec les emprunteurs qui, selon les statistiques, risquent le plus de manquer à leurs obligations pour leur offrir une consultation en matière de prêts avant l'échéance de leur premier paiement.

D'autres mesures d'amélioration de l'intégrité et du rendement pourraient être prises, notamment celles qui suivent : outil de surveillance, comme des vérifications et des évaluations du risque, enquêtes sur les cas de fraude ou d'utilisation abusive qui cibleraient les situations désignées comme devant faire l'objet d'un examen supplémentaire ainsi qu'un cadre pancanadien de politique de désignation qui soutient les efforts que les gouvernements déploient de concert avec les établissements d'enseignement pour améliorer le rendement du portefeuille des prêts aux étudiants.

## Conclusion

Ressources humaines et Développement des compétences Canada est résolu à veiller à ce que le Programme canadien de prêts aux étudiants satisfasse pleinement aux besoins des étudiants canadiens du niveau postsecondaire et continuera de chercher des moyens d'améliorer la conception et l'exécution du Programme en collaboration avec ses partenaires et les intervenants. Les constatations et les recommandations de la présente évaluation éclaireront et appuieront ces travaux tout en contribuant à accroître l'efficacité et l'efficacité futures du Programme.





# 1. Introduction

Le présent rapport résume les constatations et les conclusions de l'évaluation sommative du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE). Le PCPE vise à promouvoir l'accès aux études postsecondaires pour les étudiants qui font la démonstration de leurs besoins financiers.

La dernière évaluation sommative du PCPE remonte à 1997. Depuis, le PCPE a subi d'importants changements, notamment le remplacement du régime de prêts à risques partagés par un régime de prêts directs en 2000. Une évaluation formative du régime de prêts directs a été menée en 2004; elle portait sur l'examen de la pertinence, de la conception et de l'exécution du Programme, mais n'a pas évalué l'incidence du PCPE sur l'accès aux études postsecondaires.

## 1.1 Méthodologie et limites

Vu la taille et la complexité du PCPE, le cadre d'évaluation élaboré pour l'évaluation sommative comportait la tenue d'une série d'études sur une période de cinq ans plutôt qu'une seule grande évaluation plus standard sur deux ans. En outre, comme le prévoyait le cadre d'évaluation, chaque année ciblait un thème particulier<sup>4</sup>. On cherchait ainsi à obtenir un corpus de connaissances et à favoriser les échanges d'année en année avec le secteur de programme. De plus, la tenue de l'évaluation sur une période de cinq ans accordait une plus grande marge de manœuvre pour rajuster l'évaluation<sup>5</sup>.

Les activités d'évaluation se sont articulées autour d'une série de questions concernant notamment la raison d'être du Programme, ses objectifs et leur atteinte, les impacts et les effets, le rapport coût-efficacité ainsi que les problèmes liés à l'exécution du Programme et aux communications. La liste complète des questions d'évaluation est reproduite à l'annexe 1 (qui indique également dans quelle section du présent rapport chaque question est abordée et la provenance des données à l'appui).

Au total, 32 études ont été menées pour répondre aux questions d'évaluation. Outre le bilan documentaire et les comparaisons internationales, plusieurs autres méthodes ont été utilisées, notamment :

- Des sondages – un sondage auprès de 1 582 personnes ayant refusé le prêt étudiant offert et un examen des sondages existants (le sondage de 2007 sur la satisfaction de la clientèle du PCPE et l'enquête omnibus de 2007).
- Des groupes de discussion – en tout, on a rencontré, pendant deux heures, 16 groupes de discussion dans quatre villes (Halifax, Toronto, Calgary et Vancouver). Les personnes

<sup>4</sup> Au cours de la première année, l'évaluation portait sur la raison d'être du programme et sur la qualité des données; pour les années ultérieures, elle ciblait le processus d'évaluation des besoins, l'accès aux études postsecondaires et la dette des étudiants et le remboursement de celle-ci.

<sup>5</sup> Cependant, un délai de cette durée suppose qu'une partie des données à l'appui des constatations et des conclusions peut maintenant dater.

rencontrées étaient (i) des emprunteurs en cours d'étude ou ayant obtenu récemment leur diplôme; (ii) des emprunteurs ayant consolidé leurs prêts et n'ayant jamais recouru à des mesures de gestion de l'endettement ou n'ayant jamais été en défaut de remboursement; (iii) des emprunteurs bénéficiant ou ayant bénéficié d'une exemption d'intérêts; (iv) des emprunteurs ne s'étant pas acquittés de leurs obligations de rembourser leurs prêts. Les principaux points abordés au cours des discussions étaient de savoir si l'évaluation des besoins avait correctement tenu compte des besoins financiers de l'étudiant et si les structures de remboursement et les limites du revenu visant les exemptions d'intérêts prolongées étaient raisonnables, de connaître la mesure dans laquelle les étudiants recouraient à d'autres sources de financement ainsi que de déceler la présence de problèmes liés à l'exécution du Programme et aux communications.

- Des entrevues auprès d'informateurs clés – en tout, on a réalisé 45 entrevues auprès d'informateurs clés, c'est-à-dire des représentants d'établissements d'enseignement, d'organismes non gouvernementaux, d'associations d'étudiants, des gouvernements provinciaux et territoriaux et du gouvernement fédéral. Ces entrevues cherchaient à savoir si le PCPE était toujours pertinent, à connaître la perception par rapport à l'efficacité du Programme à atteindre ses objectifs, à connaître les impacts et effets de courte et moyenne portée du Programme, à recenser les secteurs de réussite du Programme ainsi que les secteurs d'amélioration éventuelle.
- Des analyses de données administratives et des analyses économétriques d'une base de données liée contenant des données administratives du PCPE et la Banque de données administratives longitudinales (BDAL) de Statistique Canada.

L'annexe 4 contient un résumé des 32 études<sup>6</sup>. D'autres études universitaires se sont greffées aux travaux menés dans le cadre de la présente évaluation.

L'évaluation sommative a porté sur la période de prêts directs qui s'est étalée entre 2000 et 2008 (période contenant des données administratives plus exactes), bien que des renvois aux années antérieures du régime à risques partagés (1998 et 1999) aient été inclus à des fins comparatives. De plus, l'évaluation s'est concentrée sur les neuf provinces et sur le territoire qui participent au PCPE<sup>7</sup>. Les lecteurs sont également priés de noter que, sauf indication contraire, tous les montants contenus dans le présent rapport sont exprimés en termes nominaux et ne représentent que la part du fédéral.

La présente évaluation sommative comporte quelques limites :

1. L'évaluation a ciblé davantage le volet des prêts aux étudiants du PCPE et a accordé moins d'attention à l'examen des bourses aux étudiants, étant donné que les prêts représentent le gros des dépenses annuelles associées au PCPE. De même, elle s'attarde davantage sur la situation des étudiants de niveau postsecondaire à temps plein que sur celle des étudiants à temps partiel.

---

<sup>6</sup> Les différents rapports techniques fournissent de plus amples précisions; ils sont disponibles sur demande.

<sup>7</sup> Le Québec, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne participent pas au PCPE, mais offrent leurs propres programmes d'aide aux étudiants et reçoivent un montant compensatoire de la part du gouvernement du Canada pour les aider à financer leurs programmes.

2. La prudence est de mise lors de l'interprétation des constatations se rapportant à l'impact des mesures d'aide au remboursement des prêts sur les taux de défaut de remboursement des prêts étudiants en raison du nombre restreint des sources d'information fiables.
3. Vu le manque de données probantes fiables à l'égard de certaines des questions d'évaluation, 8 des 71 questions ont été laissées sans réponse (l'annexe I contient de plus amples précisions).

## **1.2 Structure du document**

La section 2 du présent rapport se penche sur la raison d'être, les objectifs et les diverses activités du Programme. La section 3 aborde la mesure dans laquelle le Programme atteint ses objectifs qui consistent à réduire les obstacles financiers et à améliorer l'accès aux études postsecondaires. La section 4 traite des coûts du Programme et, entre autres, du rapport coût-efficacité. La section 5 examine les incidences indirectes du PCPE, notamment ses impacts macroéconomiques, ses interactions avec d'autres programmes et les problèmes liés au remboursement. La section 6 cible certains problèmes liés à l'exécution du Programme. La dernière section résume les conclusions globales et présente les recommandations issues de l'évaluation.





## 2. Contexte

La présente section commence par présenter un bref historique du PCPE, puis se penche sur la raison d'être, les objectifs et les diverses activités du Programme (notamment l'octroi de prêts et de bourses aux étudiants et l'aide au remboursement des prêts).

L'historique du PCPE se divise en trois grandes périodes :

- le régime de prêts garantis;
- le régime de prêts à risques partagés;
- le régime de prêts directs.

La première période du PCPE est souvent appelée le *régime de prêts garantis*. Le PCPE a été créé en 1964 en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants* (LFPE) dans le but de promouvoir l'accès à l'enseignement postsecondaire. Aux termes de cette loi, le PCPE pouvait consentir des prêts entièrement garantis par l'État par l'intermédiaire de banques et de caisses populaires à des étudiants ayant démontré leurs besoins financiers. Les gouvernements provinciaux et territoriaux participants<sup>8</sup> assuraient l'administration générale du Programme.

Durant la période comprise entre 1995 et 2000, on parle souvent du *régime de prêts à risque partagé*. Adoptée en 1994, la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants* (LFAFE) a remplacé le régime de prêts garantis par un régime de prêts à risques partagés à compter de 1995-1996. Aux termes du nouveau régime, les institutions financières participantes recevaient chaque année une prime de risque pour des prêts dont le remboursement commençait. La LFAFE a également instauré les Subventions canadiennes pour études (SCE), qui procuraient une aide financière non remboursable aux étudiants du niveau postsecondaire ayant des besoins particulièrement élevés et aux femmes inscrites à des programmes de doctorat.

Le PCPE est actuellement appelé *régime de prêts directs*. Le 1<sup>er</sup> août 2000, la plupart des institutions financières ayant alors choisi de ne pas participer à la nouvelle entente proposée pour l'exécution du PCPE, le gouvernement du Canada a fait savoir qu'il assumerait l'entière responsabilité du financement et de l'administration du Programme. Cette responsabilité a été transférée au gouvernement du Canada par voie d'une modification corrélative de la LFAFE. Depuis, les prêts aux étudiants ont été octroyés directement par le gouvernement fédéral dans le cadre d'une entente en vertu de laquelle les coûts sont assumés conjointement par le gouvernement fédéral (60 %) et les provinces (40 %) participantes<sup>9</sup>. Il convient de signaler que Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC)

---

<sup>8</sup> Toutes les provinces et tous les territoires participaient, sauf le Québec et le Yukon.

<sup>9</sup> Toutes les administrations participent à l'entente de partage des coûts, sauf le Québec, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.



continue d'assurer la gestion des dossiers des emprunteurs des anciens régimes, et ce, jusqu'en 2028<sup>10</sup>.

## 2.1 Raison d'être du Programme

Le PCPE a pour mandat de « *favoriser l'accès à l'éducation postsecondaire des étudiants ayant des besoins reconnus grâce à l'octroi de prêts et de bourses qui réduisent les obstacles d'ordre financier auxquels ils font face et de veiller à ce que les Canadiens aient la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour jouer un rôle actif dans l'économie et la société.* »<sup>11</sup>

Le PCPE tente de promouvoir l'accès aux études postsecondaires pour les étudiants ayant démontré leurs besoins financiers en :

- octroyant des prêts et des bourses aux personnes admissibles;
- élaborant et instaurant des politiques qui arrivent à un équilibre entre les exigences en matière de reddition de comptes, d'intégrité et de satisfaction des besoins changeants des étudiants et de la société;
- fournissant de l'information pour aider les étudiants et leurs familles à prendre des décisions éclairées;
- améliorant la prestation des services, ce qui se traduit par une plus grande satisfaction de la clientèle;
- veillant au perfectionnement et au renouvellement d'un effectif valorisé, compétent et motivé pour le PCPE;
- prenant appui sur les partenariats de collaboration avec les partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, les intervenants et les organisations d'étudiants et en améliorant ces partenariats.

Le gouvernement du Canada a également fait valoir l'importance de l'enseignement postsecondaire, comme en fait foi l'extrait suivant du discours du Trône de 2008 : « *Notre gouvernement investira dans la main-d'œuvre canadienne en continuant d'offrir une aide financière aux étudiants et en prenant des mesures pour encourager l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise.* »<sup>12</sup>

L'analyse qui suit se penche sur la raison d'être du PCPE en examinant :

- la nécessité pour les gouvernements de faciliter l'accès à l'enseignement postsecondaire;
- la nécessité d'un programme de prêts aux étudiants;
- les motifs de la participation du gouvernement fédéral aux prêts étudiants.

---

<sup>10</sup> Pour un complément d'information, veuillez consulter le Rapport actuariel de 2009 sur le PCPE, Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

<sup>11</sup> Pour un complément d'information, veuillez consulter le Rapport annuel 2000-2001 du PCPE.

<sup>12</sup> Gouvernement du Canada, Discours du Trône 2008.

### **2.1.1 La nécessité d'une intervention gouvernementale en matière d'études postsecondaires**

Un accès accru aux études postsecondaires, des retombées sociales positives allant au-delà des avantages économiques pour la personne visée et la promotion d'une société plus équitable sont au nombre des principaux arguments invoqués en faveur d'une aide gouvernementale en matière d'enseignement postsecondaire. La valeur de cet enseignement ne se dément pas, notamment parce que les personnes instruites gagnent en général plus en raison de leurs études.

La justification économique fondamentale de l'intervention gouvernementale visant à faciliter l'accès aux études postsecondaires s'articule autour du fait que les avantages que la société tire d'une population instruite vont au-delà de la bonification de la situation économique de la personne visée. À titre d'exemple, Riddell (2006) décrit certains des éventuels avantages sociaux découlant d'une main-d'œuvre instruite, à savoir un niveau global de connaissances plus élevé, une meilleure création des connaissances (p. ex., production de plus d'idées), de meilleurs choix de vie (meilleure santé), la réduction de l'activité criminelle et l'accroissement de la participation civique, pour ne nommer que ceux-là.

L'intervention gouvernementale pour faciliter l'accès aux études postsecondaires dans le cas d'étudiants ayant démontré leurs besoins financiers peut également promouvoir une société plus équitable et veiller à ce que les personnes soient en mesure de choisir leur niveau optimal de scolarité. Certains étudiants sont plus susceptibles que d'autres à faire face à des obstacles financiers, surtout ceux issus de familles à faible revenu. Les programmes d'aide financière aux étudiants peuvent être conçus de manière à réduire le fardeau financier de ceux qui sont contraints d'emprunter (frais de scolarité et de subsistance) et qui craignent l'endettement.

### **2.1.2 Pourquoi accorder des prêts aux étudiants?**

L'argument invoqué en faveur d'un programme de prêts aux étudiants pour faciliter l'accès aux études postsecondaires est qu'il arrive souvent que des étudiants ne puissent pas se tourner vers le secteur privé pour obtenir des prêts pour payer leurs études parce qu'ils ne peuvent pas offrir de garantie et que les institutions financières ne sont pas en mesure d'évaluer leur revenu futur<sup>13</sup>. Les informateurs clés s'entendent sur la nécessité de fournir une forme quelconque de programme gouvernemental. Ils sont convaincus qu'un nombre important d'étudiants ne pourraient faire d'études postsecondaires en l'absence du PCPE. De plus, le bilan documentaire montre que tous les pays visés par l'étude offrent au moins un genre quelconque de régime de prêts ou de bourses aux étudiants. Ainsi, on s'entend en général sur le fait que l'existence de contraintes d'emprunt suffit à justifier l'intervention gouvernementale.

---

<sup>13</sup> Il convient de signaler que, dans certains cas, les institutions privées sont disposées à consentir des prêts (p. ex., aux étudiants en médecine et en médecine dentaire ou aux étudiants dont les parents sont cosignataires).

Un consensus semble également se dégager du bilan documentaire voulant que des formes multiples d'aide aux étudiants fassent augmenter le niveau d'inscription à des études postsecondaires. Par exemple, Singell (2001) a constaté que les bourses axées sur les besoins, les prêts subventionnés et les programmes d'alternance travail-études favorisaient l'inscription aux grandes universités publiques. Néanmoins, on trouve moins de sources témoignant de l'impact positif que les prêts peuvent avoir sur l'inscription globale aux études postsecondaires (exception faite, peut-être, de l'étude de Dynarski [2003]). Ainsi, le bilan documentaire laisse croire que, si l'actuel programme d'aide aux étudiants devait cesser d'octroyer principalement des prêts pour octroyer principalement des bourses ou une combinaison de prêts et de bourses, l'effet sur l'inscription ne serait pas important sur le plan statistique, sauf dans le cas des étudiants à faible revenu.

Il convient également de signaler que les études ont démontré que les programmes fédéraux de bourses aux États-Unis avaient des effets positifs ou inexistantes sur l'inscription. (La section 3.4.3 aborde plus en profondeur les efforts de mesure de l'incidence des prêts et bourses aux étudiants sur l'accès aux études postsecondaires.)

### **2.1.3 Participation du gouvernement fédéral**

Dans la plupart des provinces et des territoires, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux partagent la responsabilité du régime de prêts aux étudiants. Lorsqu'une province ou un territoire ne participe pas au Programme, le gouvernement fédéral lui transfère des fonds, ce qui lui permet d'exploiter son propre programme<sup>14</sup>. Comme nous le verrons ci-après, l'égalité d'accès partout au pays et le précédent historique figurent parmi les principaux arguments en faveur de la participation du gouvernement fédéral aux prêts aux étudiants.

Les informateurs clés sont unanimes sur le besoin d'un programme fédéral visant à aider différents groupes à avoir accès aux études postsecondaires. En général, un solide consensus s'est dégagé concernant la nécessité pour le gouvernement fédéral d'intervenir d'une quelconque façon en matière de prêts aux étudiants, et ce, malgré les divergences d'opinions sur le partage optimal de la responsabilité. Selon certains informateurs clés, l'actuelle répartition, en vertu de laquelle le gouvernement fédéral assume 60 % des coûts et les provinces participantes en assument 40 %, devrait être rajustée en fonction des besoins respectifs de chaque administration. Or, cette répartition ne pose pas problème aux groupes d'étudiants ni aux établissements.

D'un point de vue historique, le bilan documentaire montre comment le gouvernement fédéral est intervenu dans l'octroi de prêts aux étudiants depuis la fin des années 1930, période à laquelle les prêts aux étudiants étaient considérés comme un moyen d'aider les étudiants à composer avec les difficultés financières liées à la Grande Dépression. On apprend entre autres qu'en 1944, toutes les provinces avaient adhéré au Programme fédéral-provincial d'aide aux étudiants qui, de concert avec la *Loi sur la réadaptation des anciens combattants* (1945), a été un précurseur du PCPE (mis sur pied en 1964).

---

<sup>14</sup> À l'heure actuelle, le Québec, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne participent pas au programme.

Il est ressorti des comparaisons internationales que le gouvernement central de plusieurs autres pays consent des prêts, notamment les Federal Stafford Loans aux États-Unis et le programme de prêts aux étudiants en Allemagne.

## **2.2 Description du Programme**

Les activités du PCPE ont beaucoup évolué depuis 1964. À titre d'exemple, le gouvernement a annoncé de nombreux changements du PCPE dans le cadre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances de 1998, qui comportait la création de nouvelles subventions (SCE) à l'intention des étudiants à temps plein ayant des personnes à charge, la création de la disposition de réduction de la dette en cours de remboursement et des améliorations de la disposition d'exemption d'intérêts.

Depuis le passage au régime de prêts directs (en 2000), d'autres changements ont été intégrés au PCPE, comme la nouvelle SCE à l'intention d'étudiants dans le besoin ayant une invalidité permanente (2002), les changements apportés aux exemptions en cours d'études (2003) et de nouvelles modifications des dispositions d'exemption d'intérêts et de réduction de la dette en cours de remboursement (2003).

Quelques autres changements ont été annoncés dans le budget de 2004 (et sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2005) dont l'augmentation du plafond des prêts et des allocations au titre des coûts liés à l'informatique, la réduction de la contribution parentale attendue, l'augmentation du seuil du revenu aux fins de l'admissibilité à l'exemption d'intérêts, la majoration du montant de réduction de la dette en cours de remboursement et l'instauration de nouvelles subventions (Subventions canadiennes d'accès).

Dans son budget de 2005, le gouvernement a fait savoir que l'admissibilité à la radiation des prêts directs s'appliquerait en cas de décès ou d'invalidité permanente. Il a annoncé dans son budget de 2006 une réduction supplémentaire des contributions parentales à compter du 1<sup>er</sup> août 2007 ainsi que d'autres changements dans son budget de 2008; ces derniers ne sont toutefois pas visés par la présente évaluation.

La présente évaluation porte sur l'examen des activités du PCPE selon la structure suivante :

- Prêts canadiens aux étudiants (PCE);
- Subventions canadiennes pour études (SCE) et Subventions canadiennes d'accès (SCA);
- Aide au remboursement des prêts.



## **2.2.1 Prêts canadiens aux étudiants (PCE)**

Aux termes des lois actuelles, le PCPE procure une aide financière prenant la forme de prêts directs aux étudiants ayant démontré leurs besoins financiers<sup>15</sup>. Ces prêts sont offerts aux étudiants inscrits à temps plein ou à temps partiel dans un établissement d'enseignement postsecondaire agréé<sup>16</sup>.

Pour recevoir de l'aide financière sous forme de PCE, les étudiants doivent remplir des critères initiaux d'admissibilité<sup>17</sup>. Une fois l'admissibilité établie, une évaluation des besoins est menée pour établir le montant des besoins financiers de chaque étudiant. Le processus d'évaluation des besoins vise à tenir compte des différences provinciales et des besoins supplémentaires de certains groupes (p. ex., les étudiants ayant des personnes à charge, les étudiants vivant ailleurs qu'à la maison, les étudiants ayant déménagé pour faire des études postsecondaires).

Les gouvernements provinciaux et territoriaux partenaires se servent des critères fédéraux pour établir à la fois l'admissibilité et le niveau des besoins. De 1995 à 2004, le montant maximal hebdomadaire de prêts fédéraux que pouvait recevoir un étudiant s'établissait à 165 \$; ce plafond a été porté à 210 \$ par semaine au début de l'année de prêt 2005-2006.

Tant qu'un étudiant emprunteur poursuit des études à temps plein, le gouvernement fédéral (par l'intermédiaire du PCPE) subventionne l'intérêt qui courrait autrement sur le principal de son emprunt. L'emprunteur est tenu de commencer à rembourser son prêt dans les six mois suivant la fin de ses études à temps plein. Toutefois, la subvention au titre de l'intérêt ne s'applique pas à la période de six mois après la fin des études, qui est appelée le « délai de grâce ». Les étudiants à temps partiel peuvent avoir droit au programme de prêts aux étudiants à temps partiel, dont les conditions diffèrent de celles du programme de prêts aux étudiants à temps plein.

## **2.2.2 Subventions canadiennes pour études (SCE) et Subventions canadiennes d'accès (SCA)**

Jusqu'en 2008, le PCPE a fourni une aide financière non remboursable sous forme de SCE et de SCA aux étudiants de niveau postsecondaire dans le besoin qui étaient admissibles à des prêts (ces deux programmes de subventions ont été abrogés et remplacés par le Programme canadien de bourses aux étudiants en 2009).

- Les SCE ont aidé les étudiants ayant une invalidité permanente, les étudiants dans le besoin et ayant une invalidité permanente, les étudiants à temps partiel dans le besoin,

<sup>15</sup> Le modèle logique du programme extrait du CGRR est reproduit à l'annexe 2.

<sup>16</sup> Le PCPE et les provinces participantes établissent (à partir de certains critères) la liste des établissements privés et publics pouvant participer au Programme.

<sup>17</sup> En général, pour avoir droit à l'aide financière, l'étudiant doit remplir les critères suivants : 1) être citoyen canadien ou résident permanent du Canada ou personne protégée; 2) être inscrit à au moins 60 % d'une pleine charge de cours (40 % dans le cas des étudiants ayant une invalidité permanente); 3) être inscrit à un programme de formation et d'études d'une durée d'au moins 12 semaines dans une période de 15 semaines consécutives menant à l'obtention d'un diplôme universitaire ou postsecondaire ou d'un certificat offert dans un établissement d'enseignement agréé. Une évaluation des besoins est menée dans le cas des étudiants à temps partiel.



les étudiants ayant des personnes à charge, les étudiants issus de familles à faible revenu et les étudiantes inscrites à des programmes de doctorat dans lesquels les femmes sont habituellement sous-représentées.

- Les SCA ont aidé des étudiants de première année issus de familles à faible revenu et des étudiants ayant une invalidité permanente.

Les partenaires provinciaux et territoriaux se servent des critères fédéraux pour déterminer l'admissibilité aux subventions.

En général, les informateurs clés conviennent que la plupart des groupes devraient recevoir des subventions étant donné que leurs besoins sont élevés (en raison d'une foule de circonstances). Toutefois, certains ont prétendu qu'il est difficile de trouver une justification explicite pour la subvention à l'égard d'étudiantes inscrites à des programmes de doctorat dans des domaines non traditionnels. Ils estiment que, puisque le pourcentage de femmes qui font des études universitaires est maintenant supérieur à celui des hommes, il est probable que toute disparité dans le nombre d'étudiants au doctorat se règlera d'elle-même. Les données disponibles appuient ces impressions; en effet, en 2005-2006, le taux de participation à temps plein d'étudiants de 17 à 29 ans atteignait 15,3 % dans le cas des femmes contre 11,4 % dans le cas des hommes<sup>18</sup>. De plus, une étude du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation montre que le pourcentage d'hommes titulaires de doctorat s'établissait à 1,1 % en 1994 et en 2005, tandis que le pourcentage de femmes titulaires de doctorat était passé de 0,5 % à 0,9 % au cours de la même période<sup>19</sup>. D'autres renseignements extraits de l'Enquête auprès des titulaires d'un doctorat de Statistique Canada semble indiquer que la proportion de femmes obtenant un diplôme d'un programme canadien de doctorat dépassait légèrement 50 % en 2004-2005. De plus, puisque nombre d'universités canadiennes offrent maintenant un financement garanti aux étudiants au doctorat, il semble peu probable que ce groupe ait des besoins financiers particulièrement élevés.

### **2.2.3 Aide au remboursement des prêts**

En plus de l'aide offerte sous forme de prêts et de bourses au titre de l'accès aux études postsecondaires, le PCPE procure une gamme d'aides aux emprunteurs qui éprouvent de la difficulté à respecter leurs obligations de remboursement. Même si l'exemption d'intérêts et l'annulation des prêts existaient avant 1998, certaines mesures d'aide au remboursement des prêts ont été instaurées dans le budget de 1998, et la plupart d'entre elles ont été reconduites dans les budgets de 2003 et de 2004 (le Programme d'aide au remboursement annoncé en 2009 a remplacé les dispositions d'aide au remboursement des prêts en vigueur).

- Les emprunteurs pour qui le remboursement d'un prêt d'études canadien engendrait des difficultés financières avaient droit à une exemption d'intérêts pendant une période pouvant aller jusqu'à 30 mois au cours du cycle de vie de leur prêt. Dans ce

<sup>18</sup> Pour en savoir davantage, veuillez consulter *Tendances des effectifs étudiants au postsecondaire jusqu'en 2031*, Statistique Canada, n° 81-595-MIF au catalogue, novembre 2007.

<sup>19</sup> Pour un complément d'information, consultez le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation, *Indicateurs de l'éducation au Canada*, Statistique Canada, n° 81-582 au catalogue, 2007.

cas, le gouvernement se charge de payer les intérêts sur le prêt, et l'emprunteur n'était tenu d'effectuer aucun versement à l'égard du principal du prêt ou des intérêts.

- Après avoir bénéficié de l'exemption d'intérêts pendant 30 mois, les emprunteurs qui connaissaient toujours des difficultés financières dans les cinq premières années après avoir terminé leurs études pouvaient présenter une demande afin de se voir accorder une période supplémentaire d'exemption d'intérêts d'une durée de 24 mois. Cela portait à 54 le nombre de mois au cours desquels l'emprunteur n'était tenu d'effectuer aucun versement à l'égard du principal du prêt ou des intérêts.
- Les emprunteurs qui éprouvaient des difficultés financières au moment du remboursement de leurs prêts pouvaient demander une révision de leurs modalités de remboursement.
- Enfin, les emprunteurs qui étaient toujours aux prises avec des difficultés financières après avoir épuisé leur droit à l'exemption d'intérêts initiale et à celle d'une durée de 24 mois supplémentaire et cinq ans après avoir terminé leurs études à temps plein ou à temps partiel pouvaient présenter une demande de réduction du principal en vertu de la réduction de la dette en cours de remboursement. À l'heure actuelle, les étudiants pourraient recevoir jusqu'à trois réductions à vie du principal de leur prêt, totalisant au plus 26 000 \$ (selon leurs circonstances financières).
- Les emprunteurs ayant une incapacité permanente peuvent demander la radiation de leurs prêts s'ils ne peuvent les rembourser sans éprouver de difficultés financières exceptionnelles en raison de cette invalidité. Les prêts peuvent également être radiés en cas de décès.
- Les informateurs clés voyaient d'un bon œil les mesures de gestion de la dette comme l'exemption d'intérêts et la réduction de la dette en cours de remboursement. Ils étaient d'avis qu'elles réduisent la probabilité que l'emprunteur manque complètement à ses obligations de remboursement. Ils estimaient également que les emprunteurs présentent un risque élevé à court terme, alors qu'ils sont à la recherche d'un emploi après leurs études postsecondaires, mais que le risque à long terme qu'ils présentent est passablement moins élevé. Par conséquent, les mesures qui aident l'emprunteur à surmonter ce premier obstacle entraîneront au bout du compte un taux global de remboursement supérieur. De fait, la plupart des études confirment que le défaut de remboursement survient dans les trois années de la consolidation des prêts.

### 3. Atteinte des objectifs du Programme

Comme il est indiqué à la section 2.1, le PCPE a pour objet de « *favoriser l'accès à l'éducation postsecondaire des étudiants ayant des besoins reconnus grâce à l'octroi de prêts et de bourses qui réduisent les obstacles d'ordre financier auxquels ils font face et de veiller à ce que les Canadiens aient la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour jouer un rôle actif dans l'économie et la société.* »

Pour l'année scolaire 2005-2006, sur la base de l'Enquête sur la population active (EPA) d'octobre 2005, on estimait la population potentielle d'étudiants de niveau postsecondaire des universités, collèges communautaires, cégeps et autres établissements postsecondaires au Canada à environ 2 229 600, soit environ 7 % de la population du Canada (ce qui comprend celle du Québec). Toutefois, le PCPE n'est pas un programme universel, mais plutôt un programme ciblant les étudiants ayant démontré des besoins financiers. En outre, les règles du PCPE qui s'appliquent aux étudiants à temps plein de niveau postsecondaire diffèrent de celles qui s'appliquent aux étudiants de niveau postsecondaire à temps partiel (comme il est indiqué à la section 2.2.1). Par conséquent, pour déterminer si le PCPE a atteint ses objectifs, la présente section aborde :

- la portée du Programme et les caractéristiques des participants au Programme en ce qui a trait à l'inscription à temps plein et à l'inscription à temps partiel aux études postsecondaires<sup>20</sup>;
- la méthode d'évaluation des besoins utilisée par le PCPE;
- l'accès aux études postsecondaires grâce au PCPE.

#### 3.1 Inscription à temps plein à des études postsecondaires

Les rapports actuariels du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) présentent une estimation de la population des étudiants inscrits à temps plein à des études postsecondaires chaque année, estimation qui est également utilisée dans les rapports annuels du PCPE. Ces rapports indiquent que la population des étudiants inscrits à temps plein à des études postsecondaires s'établissait à environ un million en 2007-2008, soit 24,6 % de plus qu'en 2000-2001<sup>21</sup>.

Le tableau 1 indique le nombre d'étudiants de niveau postsecondaire inscrits à temps plein (à partir à la fois des rapports actuariels du BSIF et de l'Enquête sur la population active) et le nombre d'étudiants à temps plein à qui le PCPE a consenti des prêts depuis

<sup>20</sup> L'examen approfondi du profil des participants a entraîné une évaluation des règles du système d'évaluation des besoins en vigueur, comme il est indiqué aux sections 3.1.2 et 3.3.2.

<sup>21</sup> Les hausses appréciables signalées en 2006-2007 et en 2007-2008 sont attribuables aux grandes cohortes de naissances entre 1987 et 1990, devenues cohortes d'étudiants postsecondaires en 2006. Le nombre de naissances a atteint un sommet en 1990, atteignant un peu plus de 400 000 naissances. À titre comparatif, le nombre de naissances en 2000 avoisinait 328 000.



l'année de prêt 2000-2001. Selon cette information, le nombre d'emprunteurs a été relativement stable au cours de la période (affichant une hausse globale de 2,7 % entre 2000-2001 et 2007-2008), tandis que le nombre d'étudiants à temps plein de niveau postsecondaire visés par le PCPE a chuté entre 2000-2001 et 2007-2008 (passant de 41,8 % à 34,4 %). L'étude du Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation montre que 50 % des diplômés universitaires (40 % des diplômés de collèges publics) ont souscrit un prêt auprès d'un programme gouvernemental de prêts aux étudiants en 2005, proportion qui est demeurée relativement stable depuis 2000<sup>22</sup>.

Le tableau 1 présente aussi la taille moyenne du prêt depuis l'année de prêt 2000-2001. Il convient de signaler que cette dernière a augmenté d'environ 800 \$ en 2005-2006, par suite de la hausse du plafond des prêts (mentionnée à la section 2.2.1). Quoi qu'il en soit, une étude menée par le Brondesbury Group indique que le montant de l'aide fédérale a affiché une baisse en dollars constants (c.-à-d. ajustés en fonction de l'inflation) au cours de la même période.

<b>Tableau 1</b> <b>Nombre d'étudiants à temps plein de niveau postsecondaire et</b> <b>nombre de participants au PCPE de 2000-2001 à 2007-2008</b>					
<b>Année du prêt</b>	<b>Nombre d'étudiants de niveau postsecondaire inscrits à temps plein (BSIF)</b>	<b>Nombre d'étudiants de niveau postsecondaire inscrits à temps plein (EPA)**</b>	<b>Nombre d'emprunteurs du PCPE</b>	<b>% de participants au PCPE (% du BSIF)</b>	<b>Taille moyenne du prêt</b>
2000-2001	822 040	914 068	343 588	41,80 %	4 554 \$
2001-2002	865 452	945 137	328 674	37,98 %	4 586 \$
2002-2003	904 763	996 768	328 991	36,36 %	4 695 \$
2003-2004	981 425	1 053 795	340 203	34,66 %	4 830 \$
2004-2005	998 611	1 087 688	337 256	33,77 %	4 829 \$
2005-2006	1 003 841	1 103 925	343 638	34,23 %	5 631 \$
2006-2007	1 001 676	1 112 731	343 261	33,93 %	5 614 \$
2007-2008	1 024 182	1 108 300	352 708	34,44 %	5 706 \$
Sources : Rapports actuariels du BSIF, Rapports annuels du PCPE, Enquête sur la population active de Statistique Canada.					
Remarque : ** Les données de l'EPA pour l'année de prêt 2000-2001 tiennent compte du nombre moyen de mois en classe en 2001 (de janvier à avril et de septembre à décembre); celles pour l'année de prêt 2001-2002 tiennent compte du nombre moyen de mois en classe en 2002, et ainsi de suite.					

### 3.1.1 Sexe

Une analyse des tendances menée aux fins de la présente évaluation sommative a fait état d'une légère hausse de l'inscription aux études postsecondaires pour les deux sexes, bien que le taux d'inscription des femmes ait été supérieur<sup>23</sup>. Une autre étude a montré que,

<sup>22</sup> Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (2007).

<sup>23</sup> Pour en savoir davantage, consultez RHDCC (2007), « *Trends in Post-Secondary Education and Canada Student Loans Use* ».



comparativement aux hommes, les jeunes femmes avaient enregistré un taux de participation à temps plein à des études postsecondaires supérieur (de 8 points de pourcentage) et un taux de participation au PCPE supérieur (de 5 points de pourcentage) en 2000<sup>24</sup>. Cette tendance s'est maintenue en 2007-2008, les femmes comptant pour 54,6 % des étudiants de niveau postsecondaire et pour près de 60 % des bénéficiaires du PCPE.

Les données annuelles du PCPE montrent que l'augmentation du nombre de participants au PCPE enregistrée entre 1998-1999 et 2007-2008 est entièrement attribuable à une augmentation du nombre de femmes (12 %) et à une baisse du nombre d'hommes (5,3 %). L'étude menée par le Brondesbury Group a corroboré cette constatation et montré que, depuis 1993, le nombre de femmes participant au PCPE est légèrement supérieur à celui des hommes.

### **3.1.2 Provinces**

Kapsalis (2006) signale qu'en 2000, le taux moyen d'inscription aux études postsecondaires (environ 30 %) était semblable dans presque toutes les régions canadiennes, à l'exception de l'Ontario (36 %). L'étude a indiqué que la région de l'Atlantique avait enregistré un taux de participation au PCPE (45 %) plus élevé que toutes les autres régions (qui se situait entre 28 % et 31 %). Depuis 1998-1999, le nombre de participants au PCPE est demeuré à peu près le même dans la plupart des provinces, exception faite d'une baisse marquée (-51 %) à Terre-Neuve et de baisses en Saskatchewan (-20,7 %) et au Manitoba (-17,5 %)<sup>25</sup>. Le nombre de participants au PCPE en Ontario a augmenté de plus de 60 000 depuis 2001-2002.

L'analyse des tendances explique en partie ces variations provinciales du taux de participation au PCPE, surtout à Terre-Neuve et en Ontario. Elle montre que le nombre d'étudiants à temps plein de niveau postsecondaire a diminué de 18 % entre 1998 et 2006 à Terre-Neuve (selon l'Enquête sur la population active), tandis qu'en Ontario, il a augmenté de 17 % au cours de la même période. D'autres facteurs peuvent également expliquer la baisse marquée du nombre de participants au PCPE à Terre-Neuve, à savoir une diminution des frais de scolarité de 1 174 \$ de 1998-1999 à 2006-2007 et une hausse de 30 % du revenu médian (de 12 points de pourcentage supérieur à celui de l'ensemble du Canada). Ce point est abordé de manière plus approfondie à la section 3.3.2.

### **3.1.3 Âge et état civil**

Selon des données extraites de l'Enquête sur la population active de 2005, la majorité (86 %) de la population d'étudiants à temps plein de niveau postsecondaire au Canada a moins de 30 ans. De fait, il est ressorti d'un examen des rapports annuels du PCPE que la plupart des participants (environ 80 %) ont moins de 25 ans. En outre, la proportion de participants âgés de 30 ans ou plus a beaucoup diminué entre 1998-1999 et 2007-2008 (passant de 15 % à 10 %). L'analyse des tendances menée aux fins de la présente évaluation

---

<sup>24</sup> Pour en savoir davantage, consultez Kapsalis (2006).

<sup>25</sup> Les constatations sont fondées sur des chiffres publiés dans les rapports annuels du PCPE.

a corroboré cette constatation, précisant que « l'âge des emprunteurs semble avoir diminué légèrement entre 1998 et 2005. »

L'étude du Brondesbury Group indique que le groupe moins âgé (les 18 à 22 ans) avait moins tendance à contracter des prêts étudiants que le groupe plus âgé (les 23 à 26 ans). On peut supposer que les étudiants plus jeunes comptent plus souvent sur leurs parents comme source de financement, tandis que les étudiants plus âgés ont acquis de l'expérience en milieu de travail et qu'ils ont davantage tendance à prendre leurs décisions financières de manière indépendante. Les données présentées dans l'étude montrent que les personnes qui ont touché des prestations d'assurance-emploi au cours de l'année précédente étaient plus portées à demander des prêts étudiants. Puisque les prestations d'assurance-emploi ne sont offertes qu'aux personnes ayant travaillé, ce point peut appuyer l'explication fournie ci-dessus.

En 2005, la proportion d'étudiants de niveau postsecondaire célibataires était de 71 %, celle des couples mariés ou en union de fait de 26 % et celle de tous les autres de 3 % (selon l'Enquête sur la population active). Il ressort de l'examen des rapports annuels du PCPE que, depuis 2002-2003, le nombre de participants célibataires a augmenté de 13,3 %, tandis que celui des étudiants mariés et celui des autres types d'étudiants ont tous deux diminué de plus de 20 %. En outre, la proportion des groupes d'étudiants qui ne sont pas célibataires est en baisse par rapport à l'ensemble des participants au PCPE. Entre 2002-2003 et 2007-2008, la proportion du PCPE qu'ils représentent est passée respectivement de 10 % à 7,3 % et de 6,7 % à 4,7 %, tandis que celle des étudiants célibataires a été portée de 83,3 % à 87,9 %. L'évaluation des besoins des couples (mariés ou en union de fait) peut expliquer l'écart entre leur proportion de la population d'étudiants de niveau postsecondaire et leur proportion de l'ensemble des participants au PCPE.

### 3.1.4 Type d'établissement

L'analyse des tendances fait état d'un léger recul des inscriptions au collège entre 1998 et 2006 alors que les inscriptions à temps plein à l'université ont augmenté au cours de la même période<sup>26</sup>. La population de participants au PCPE a également changé en ce qui a trait au type d'établissement. Au cours de la décennie, le nombre de participants universitaires a progressé de 18,2 % (la part des participants au PCPE inscrits à l'université affichant une hausse de 6,7 points de pourcentage), tandis que la proportion de participants collégiaux est demeurée constante. Le nombre d'étudiants inscrits à des établissements privés a chuté de 27,6 %. En 2007-2008, 59,3 % de l'ensemble des étudiants universitaires étaient des bénéficiaires du PCPE, contre 53 % de l'ensemble des étudiants de niveau postsecondaire.

Les revenus escomptés pourraient bien expliquer l'augmentation des inscriptions universitaires par rapport aux inscriptions collégiales. Comme le faisait remarquer Drewes (2006), « Les études antérieures [...] indiquent que la rémunération réelle des diplômés du collège [...] entre les cohortes de 1985 et 1995 [...] s'élève à 78 % à 82 % de la rémunération des diplômés universitaires. » Des résultats semblables ont été constatés dans l'analyse des

---

<sup>26</sup> Le reclassement de plusieurs anciens collèges au Canada à titre d'universités au cours de cette période peut expliquer en partie cet état de fait.

tendances selon laquelle les revenus supérieurs des diplômés universitaires par rapport à ceux des diplômés collégiaux sont passés de 19 % à 26 % dans le cas des hommes et de 27,6 % à 34,9 % dans le cas des femmes entre 1992 et 2002. Puisque l'écart au chapitre des revenus s'est creusé au cours de la même période, il se peut que les étudiants aient changé et opté pour les universités.

Des changements ont également été constatés au chapitre de la proportion de bénéficiaires du PCPE par niveau d'études. À titre d'exemple, le nombre d'étudiants du premier cycle et de maîtrise a progressé respectivement de 21,4 % et de 19,9 % au cours de la période comprise entre 2000-2001 et 2007-2008, tandis que le nombre des étudiants inscrits à des programmes ne menant pas à un diplôme (c.-à-d. qui suivent des cours d'un programme menant à un diplôme par intérêt professionnel ou personnel) a reculé de 18 %. Le nombre d'étudiants au doctorat a diminué légèrement au cours de la période.

### **3.1.5 Les étudiants ayant des besoins financiers**

L'objectif premier du PCPE est d'atténuer les obstacles financiers aux études postsecondaires que connaissent les étudiants ayant démontré des besoins financiers. Des renseignements probants extraits de l'analyse des tendances et d'autres études, ainsi que ceux fournis par des informateurs clés ont confirmé que le PCPE semble, de fait, atténuer les obstacles financiers des étudiants issus de familles à faible revenu.

Certaines des études antérieures ont montré que le taux d'inscription à temps plein à des études postsecondaires était proportionnel au revenu et au niveau de scolarité des parents (Drolet 2005; Lambert et coll. 2004). De même, l'Enquête sur la population active montre qu'en général, le taux d'inscription à des études postsecondaires augmente en fonction du revenu des parents, surtout dans le cas de l'inscription aux universités.

Comme il fallait s'y attendre, il existe un lien négatif entre le revenu des parents et la participation au PCPE et le prêt moyen obtenu. Par exemple, 60 % des étudiants dont le revenu des parents est inférieur à 40 000 \$ ont été bénéficiaires du PCPE en 2000. Les pourcentages diminuent considérablement à mesure que le revenu des parents augmente, passant de 51 % dans le cas des étudiants issus de familles dont le revenu des parents se situe entre 40 000 \$ et 60 000 \$ à 5,5 % dans le cas des étudiants dont le revenu des parents est supérieur à 100 000 \$. Le prêt moyen consenti aux participants au PCPE dont le revenu des parents est inférieur à 60 000 \$ a été relativement constant, s'établissant à environ 4 000 \$ par année. Dans l'ensemble, l'analyse des tendances conclut ceci : *« On a constaté que, si la participation aux études postsecondaires augmente de pair avec le revenu des parents, l'admissibilité aux PCE, quant à elle, diminue de pair avec ce revenu. Le PCPE semble donc atteindre avec cohérence son objectif d'accroître l'équité en matière d'accès aux études postsecondaires. »*



Dans le cas des étudiants indépendants<sup>27</sup>, les prêts aux étudiants ne dépendent pas du revenu des parents. Le prêt moyen qu'ils reçoivent est donc le même quel que soit le revenu parental<sup>28</sup>. C'est également le cas de l'incidence d'obtention de prêts chez les étudiants indépendants à faible ou moyen revenu (près de 40 % de ceux dont le revenu parental est inférieur à 60 000 \$). Toutefois, à partir du revenu parental de 60 000 \$, le recours au PCPE par les étudiants indépendants commence à chuter, ce qui pourrait témoigner de la corrélation entre les ressources de l'étudiant et celles de ses parents.

Kapsalis (2006) a fourni des données qui confirment que le PCPE réussit à atténuer les obstacles financiers des étudiants issus de familles à faible revenu, surtout dans le cas des étudiants à charge. La participation au Programme diminue grandement à mesure que le revenu familial augmente. Nombre d'informateurs clés ont également corroboré cette constatation et attesté de l'efficacité du Programme dans le cas des étudiants à faible revenu. Quoi qu'il en soit, certains informateurs clés estiment que les étudiants à charge issus de familles à revenu moyen sont mal servis par le Programme. À leur avis, les contributions attendues de parents à revenu moyen sont trop élevées, ce qui laisse supposer que certains étudiants issus de familles à revenu moyen, que les parents n'aident pas financièrement, se voient refuser le prêt aux étudiants dont ils ont besoin (la question des contributions parentales est abordée plus en profondeur à la section 3.3.3).

### 3.2 Inscription à temps partiel à des études postsecondaires et programmes à temps partiel

Bien que les rapports actuariels ne fournissent aucune estimation de la population d'étudiants de niveau postsecondaire à temps partiel, un rapport mis au point dans le cadre de la présente évaluation à partir des données de l'Enquête sur la population active évalue à 460 000 le nombre de ces étudiants en 2005<sup>29</sup>, estimation qui est relativement constante depuis 2000. De même, la quatrième édition du rapport intitulé *Le prix du savoir* évalue à 410 000 le nombre d'étudiants de niveau postsecondaire à temps partiel en 2005, sans tenir compte des étudiants inscrits à des collèges privés d'enseignement professionnel<sup>30</sup>.

Les étudiants à temps partiel qui sont bénéficiaires de prêts du PCPE représentent un faible pourcentage de la population totale estimée des étudiants de niveau postsecondaire à temps partiel (moins de 0,5 %), comme le montre le tableau 2. Cela signifie que le groupe des étudiants à temps partiel compte également pour un faible pourcentage de l'ensemble des bénéficiaires de prêts du PCPE de même que pour une faible proportion

<sup>27</sup> L'étudiant indépendant est réputé ne pas être à la charge financière d'un parent, d'un tuteur ou d'un mandant parce que (i) aucun parent, tuteur, mandant ou autre membre de la famille ne subvient aux besoins de l'étudiant (en raison d'un décès ou d'une disparition), (ii) l'étudiant a quitté l'école secondaire pendant quatre ans, (iii) l'étudiant fait partie de la population active à temps plein depuis deux ans ou (iv) l'étudiant a déjà été identifié à titre d'étudiant marié ou en union de fait ou d'étudiant chef de famille monoparentale, mais ne remplit plus les critères de cette identification (p. ex., l'étudiant est veuf, divorcé ou séparé).

<sup>28</sup> Pour en savoir davantage, consultez « *Trends in Post-Secondary Education and Canada Student Loan Use* », RHDCC, mai 2007.

<sup>29</sup> Pour en savoir davantage, consultez « *Trends in Post-Secondary Education and Canada Student Loan Use* », RHDCC, mai 2007.

<sup>30</sup> Pour en savoir davantage, consultez Berger, Motte et Parkin, 2009, « *Le prix du savoir : L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada* », quatrième édition, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.



des prêts totaux octroyés dans le cadre du Programme. Lorsque l'on examine le groupe des étudiants à temps partiel avec le temps, on constate que le nombre d'étudiants à temps partiel qui sont bénéficiaires du PCPE a diminué de plus de 50 % (passant de 2 980 à 1 436) entre 2000-2001 et 2007-2008, tandis que la taille du prêt moyen est demeurée relativement stable, en dépit de la hausse des plafonds de prêts en 2005-2006.

**Tableau 2**  
**Nombre d'étudiants à temps partiel bénéficiaires du PCPE, de 2000-2001 à 2007-2008**

Année du prêt	Nombre d'emprunteurs	Taille moyenne du prêt
2000-2001	2 980	1 812 \$
2001-2002	2 867	1 717 \$
2002-2003	2 772	1 649 \$
2003-2004	2 779	1 680 \$
2004-2005	2 572	1 798 \$
2005-2006	2 127	1 795 \$
2006-2007	1 863	1 880 \$
2007-2008	1 436	1 948 \$

Source : Rapports annuels du PCPE.

En raison du faible niveau de participation au PCPE des étudiants de niveau postsecondaire à temps partiel, on peut s'interroger sur la raison d'être du PCPE et sur l'atteinte des objectifs du Programme à l'égard de ces étudiants. Certains pourraient prétendre qu'il est moins justifié d'octroyer des prêts et des bourses aux étudiants à temps partiel qu'aux étudiants à temps plein parce qu'ils pourraient disposer de plus de ressources. Or, il se peut que ces étudiants n'aient pas assez de garantie à fournir afin d'obtenir un prêt auprès de sources privées pour leurs études.

De nombreux informateurs clés ont remis en question la raison d'être de l'application de politiques distinctes dans le cas des étudiants à temps partiel et des étudiants à temps plein. Ils font remarquer que le programme ne sert pas aussi bien les étudiants à temps partiel que les étudiants à temps plein et qu'il n'atteint pas l'objectif de « *favoriser l'accès à l'éducation postsecondaire des étudiants ayant des besoins reconnus.* » De plus, nombre d'informateurs clés appellent à une évaluation approfondie du volet temps partiel du programme puisque le profil des étudiants à temps partiel a changé de façon marquée depuis le lancement du programme. Ils prétendent que, dans l'environnement actuel, d'autres obligations, comme la famille et le travail, contraignent de nombreux étudiants à faire des études à temps partiel. Ils affirment également que ces étudiants devraient être encouragés à faire des études postsecondaires, tant pour leur bien que pour le bien de la société, et qu'il conviendrait de se pencher sur d'éventuelles démarches stratégiques favorisant l'inscription à temps partiel à des études postsecondaires.

Les informateurs clés estiment également que l'intérêt sur les prêts des étudiants à temps partiel ne devrait pas courir pendant leurs études. En règle générale, ils s'opposent aussi à l'idée de modifier le Programme de sorte qu'il récompense les étudiants dont le rendement scolaire est plus élevé. À leur avis, le système comporte déjà assez de mesures qui encouragent les étudiants à avoir un rendement scolaire élevé et que le PCPE n'est

pas le mécanisme approprié à cette fin. Toutefois, une vaste majorité des informateurs clés sont d'accord avec le principe de fournir des incitatifs financiers aux étudiants pour qu'ils terminent leurs études.

Il convient de signaler que le budget de 2008 a instauré quelques changements afin d'augmenter l'attrait des prêts pour les étudiants à temps partiel; or, ces changements débordent du cadre de la présente évaluation. Dans l'ensemble, les renseignements présentés ci-dessus semblent montrer que d'autres travaux s'imposent pour évaluer plus en profondeur la raison d'être et l'efficacité du programme de prêts d'études à temps partiel.

### **3.3 Approche relative à l'évaluation des besoins utilisée par le PCPE**

Le fonctionnement du PCPE repose sur le principe fondamental suivant : les étudiants, les parents ou les conjoints et le gouvernement partagent la responsabilité des coûts de l'enseignement postsecondaire. On s'attend à ce que les étudiants et leurs familles contribuent en fonction de leur capacité de payer, alors que l'aide gouvernementale sert de complément et est fonction des besoins des étudiants. L'octroi des prêts pour études à temps plein est donc fondé sur une évaluation des besoins qui tient compte à la fois des ressources dont dispose l'étudiant et des coûts de la participation à des études postsecondaires. Ce sont les administrations provinciales et territoriales qui exécutent cette évaluation des besoins en appliquant les critères du PCPE et ses variantes. De nombreux pays accordant des prêts non universels recourent à un système semblable d'évaluation fondée sur les besoins.

Les évaluations des besoins sont très fortement individualisées en raison du grand nombre de facteurs intervenant dans la détermination des besoins (p. ex., le niveau des frais de scolarité, le coût de la vie, l'état civil, les conditions de logement, le revenu de l'étudiant, les ressources des parents et du conjoint, et la taille de la famille). Une telle complexité assure une plus grande équité de la détermination, mais certains des fonctionnaires provinciaux interviewés dans le cadre de l'évaluation formative de 2004 ont jugé le processus d'évaluation des besoins compliqué, surtout du point de vue des étudiants.

Une évaluation des besoins est menée dans le cas de chaque étudiant de niveau postsecondaire à temps plein admissible qui présente une demande dans le cadre du PCPE dans une administration donnée. Le processus d'évaluation des besoins comporte quatre étapes principales :

- Identification de la catégorie de l'étudiant : célibataire à charge, célibataire indépendant, marié ou en union de fait, chef de famille monoparentale et ayant une incapacité permanente
- Évaluation des coûts des études postsecondaires pour l'étudiant
- Détermination des ressources à la disposition de l'étudiant
- Calcul des besoins de l'étudiant

L'analyse des groupes de discussion montre que les membres de ces groupes jugent que, dans l'ensemble, le processus d'évaluation des besoins dans le cas des prêts est raisonnable.

blement clair. Ainsi, il est reconnu que les besoins financiers déterminent l'admissibilité au programme et que le programme applique de nombreux critères pour déterminer le montant du prêt étudiant qui sera octroyé. Les membres des groupes de discussion ont toutefois différentes impressions en ce qui a trait à l'équité du processus d'évaluation des besoins. Ils estiment que les catégories globales de dépenses et de ressources prises en compte par le processus d'évaluation des besoins sont en général acceptables, mais ils sont moins disposés à accepter l'hypothèse des contributions parentales.

Les informateurs clés ont en général l'impression que la plupart des étudiants qui ont besoin d'un prêt en obtiennent un étant donné que le Programme repose sur une évaluation fondée sur les besoins. Ils ajoutent qu'il existera toujours un écart entre les bénéficiaires visés et les bénéficiaires réels, et que le système ne pourra jamais être parfait. Ils font savoir que le programme fonctionne généralement bien et que, dans l'ensemble, le financement est bien ciblé.

Le montant maximal des prêts pose problème à certains informateurs clés et groupes de discussion. Certains des informateurs clés ont affirmé que les besoins de nombreux étudiants n'étaient pas comblés étant donné le plafonnement de nombreux prêts. En raison de ce plafonnement, nombre d'étudiants n'obtenaient pas l'aide additionnelle nécessaire même s'il avait été établi qu'une aide supplémentaire devait leur être consentie. De même, certains membres des groupes de discussion estimaient qu'il faudrait relever la limite des emprunts pour que les étudiants puissent atteindre un meilleur équilibre entre leurs engagements professionnels et scolaires. Toutefois, de nombreux membres des groupes de discussion ne pouvaient affirmer avec certitude qu'ils auraient emprunté davantage s'ils en avaient eu la possibilité, en raison de l'expérience qu'ils ont acquise à l'égard des responsabilités de remboursement et des coûts des emprunts.

Comme il a déjà été indiqué (à la section 2.2.1), le montant maximal des prêts est passé de 165 \$ par semaine à 210 \$ par semaine à compter de l'année de prêt 2005-2006. Les rapports actuariels montrent que le pourcentage d'étudiants ayant obtenu le prêt maximal s'élevait à 42,6 % en 2000-2001, puis qu'il a été porté à 52,9 % en 2004-2005, pour enfin s'établir aux alentours de 35 % après la majoration des montants maximums. Il ressort de ces résultats que la révision du montant maximal est survenue à temps et qu'elle a sans doute réglé le problème soulevé par les informateurs clés et les membres des groupes de discussion. À preuve, un rapport préparé dans le cadre de la présente évaluation fait état d'une diminution du pourcentage d'emprunteurs dont les besoins n'ont pas été comblés après la majoration du montant maximal des prêts<sup>31</sup>.

### **3.3.1 Évaluer le coût des études postsecondaires**

Les coûts pour l'étudiant sont évalués pour l'année scolaire complète au cours de laquelle il est inscrit (nombre de semaines évaluées). Ils englobent les frais de scolarité, le coût des livres et des fournitures, les frais de subsistance (logement, aliments, transports et dépenses diverses), le transport aller-retour et les frais de garde des enfants. Des allocations

---

<sup>31</sup> Pour en savoir davantage, consultez RHDCC (2008B), « *An Assessment of the Data in the CLSP Needs Assessment Reports* ».



discrétionnaires peuvent également être offertes aux étudiants dans des circonstances particulières.

Dans le cadre de l'étude sur les dépenses des étudiants, menée lors de la présente évaluation, on a comparé les allocations consenties aux étudiants avec les dépenses engagées par ces derniers, pour voir si les premières sont proportionnelles aux secondes. Dans l'ensemble, l'étude montre que les allocations aux étudiants sont essentiellement conformes à leurs dépenses. Après un examen des différentes dépenses, les auteurs du rapport sont arrivés aux conclusions suivantes :

- **Logement :** Les allocations semblent convenir aux besoins de la plupart des étudiants. Toutefois, les étudiants célibataires en Alberta dépassent la limite de dépenses permises d'environ 61 \$ par mois – les étudiants de la Nouvelle-Écosse sont également les seuls dont les dépenses dépassent l'allocation mensuelle (de moins de 5 \$). De plus, certains étudiants versent un loyer à leurs parents, bien que cette somme ne soit pas prise en compte dans le calcul du prêt.
- **Alimentation :** En moyenne, tous les types d'étudiant de toutes les provinces dépensent moins que ce qui leur est alloué.
- **Transports :** Compte tenu du fait que l'allocation vise à couvrir uniquement les frais du transport en commun et que 36 % des étudiants (jusqu'à 50 % en fait, en Alberta et en Saskatchewan) sont propriétaires ou locataires d'une voiture, les dépenses de bon nombre d'étudiants sont nettement supérieures à l'allocation. Il convient de signaler cependant que les dépenses des étudiants qui n'ont pas de voiture sont inférieures à l'allocation. Les transports en commun pourraient ne pas être une option pour les étudiants inscrits à des établissements dans des collectivités rurales. Toutefois, les frais d'automobile peuvent être compris dans le calcul d'autres allocations dans le cas d'étudiants vivant à la maison qui n'ont pas accès au transport en commun et qui doivent se rendre à l'école en voiture (procédure de la politique du PCPE).
- **Dépenses diverses<sup>32</sup> :** Lors de la comparaison avec l'allocation du PCPE, on a constaté que les dépenses des bénéficiaires de prêts et de tous les étudiants étaient en moyenne respectivement de 15 \$ et de 33 \$ inférieures à l'allocation, aucune différence marquée n'ayant été signalée selon la province ou le type d'étudiant.
- **Frais de garde d'enfants :** Il n'existe pas de différence marquée entre l'allocation et la moyenne des frais de garde d'enfants.
- **Livres et fournitures :** Les dépenses de la plupart des étudiants sont conformes à l'allocation maximale. De fait, seulement 6,7 % des étudiants ont signalé des dépenses supérieures à cette allocation.

L'étude sur les dépenses des étudiants s'est également penchée sur les dépenses qui ne sont pas reconnues par le PCPE, mais qui pourraient être perçues comme des dépenses courantes des étudiants. Il s'agit notamment des dépenses liées aux repas dans les restaurants,

---

<sup>32</sup> Les dépenses diverses englobent les vêtements, les soins personnels, les soins de santé, les dépenses de ménage, les communications et d'autres dépenses.



des frais de divertissement et d'autres frais de subsistance non visés par d'autres catégories. La catégorie des dépenses « non reconnues » est relativement uniforme à l'échelle des provinces et des types d'étudiants et représente environ 170 \$ par mois. De nombreux informateurs clés et membres des groupes de discussion sont d'avis que certains des frais des étudiants ne sont pas dûment couverts, comme les ordinateurs, l'accès à Internet, les livres et d'autres fournitures (dont le prix est souvent supérieur aux estimations initiales).

Bien que les étudiants membres des groupes de discussion n'aient en général pas l'impression que les prêts aux étudiants sont suffisants compte tenu des coûts réels associés aux études postsecondaires, l'étude sur les frais des étudiants a indiqué que les allocations actuelles étaient suffisantes et permettaient de combler les dépenses mensuelles moyennes totales de la plupart des étudiants (66 %). En moyenne, les allocations étaient d'environ 85 \$ par mois supérieures aux dépenses totales moyennes.

Il est ressorti de l'analyse par catégorie d'étudiants que les allocations aux étudiants célibataires étaient légèrement inférieures à leurs dépenses mensuelles, et ce, dans une fourchette de 13 \$ à 40 \$ par mois. Les niveaux de dépenses des étudiants mariés (avec ou sans enfant) et des chefs de familles monoparentales étaient nettement inférieurs à leurs allocations de subsistance.

### **3.3.2 Disparités provinciales**

#### ***Entre les provinces***

L'allocation de subsistance fournie dans le cadre du PCPE est rajustée en fonction du coût moyen provincial ou territorial associé au logement, au transport local, aux aliments et à diverses dépenses personnelles. Par conséquent, le coût de la vie et les allocations correspondantes varient considérablement d'une province à l'autre.

L'étude sur le coût de la vie menée dans le cadre de la présente évaluation confirme l'existence de différences entre les provinces. En outre, l'étude sur les dépenses des étudiants montre que les allocations de subsistance sont, en moyenne, légèrement supérieures aux dépenses des étudiants dans presque toutes les provinces, sauf l'Alberta, où elles y sont légèrement supérieures. Comme il fallait s'y attendre, l'Alberta compte la plus grande proportion d'étudiants (40 %) dont les dépenses sont supérieures aux allocations.

#### ***À l'intérieur des provinces***

Même si l'allocation de subsistance offerte grâce au PCPE est rajustée entre les provinces, l'allocation ne varie pas à l'intérieur d'une province. Cela signifie que l'on présume que des coûts sont identiques dans une province donnée, quel que soit l'emplacement (régions rurales, centres urbains et grands centres urbains). L'évaluation formative de 2004 signale que certains des informateurs clés provinciaux avaient proposé un examen régional plutôt que provincial des différences du coût de la vie. Certains informateurs clés de la présente évaluation sommative ont repris le point de vue que les calculs des coûts de la vie devaient être revus dans bien des provinces et territoires. Ils proposent d'intégrer la disparité régionale aux calculs. Les membres des groupes de discussion ont fait savoir

qu'ils approuveraient en général un système de plafond du coût de la vie qui serait sensible aux différences entre les provinces tout autant qu'aux différences à l'intérieur d'une même province.

L'étude sur le coût de la vie a confirmé l'existence de différences au niveau des coûts dans chaque province. Il en ressort que, dans chaque province, les allocations de subsistance moyennes ne tenaient pas dûment compte du coût de la vie moyen de la plupart des types d'étudiants. En général, les estimations du coût de la vie des résidents des grands centres urbains dépassaient de 11 % les moyennes provinciales en raison principalement des différences au plan du coût du logement. Il convient de signaler que l'étude n'a pas pris en compte le fait que, souvent, le transport en commun n'existe pas dans les régions rurales et que les étudiants n'ayant pas accès au transport en commun ont souvent besoin de se servir d'une voiture. Dans l'ensemble, cependant, ces constatations supposent que les écarts du coût de la vie à l'intérieur d'une même province devraient être évalués afin d'établir comment mieux tenir compte des différences dans les dépenses actuelles des étudiants d'une même province. Il ne faut pas confondre ces constatations avec celles présentées à la section 3.1, qui comprennent les coûts liés aux études, comme les frais de scolarité, les livres, les fournitures et le matériel informatique.

### **3.3.3 Ressources et revenu parental**

Comme il est indiqué au début de la section 3.3, il est essentiel de savoir quelles ressources sont à la disposition de l'étudiant pour déterminer ses besoins. Or, même si le ciblage est bon, il n'est pas sans présenter de risques. Cette étape, en particulier la détermination de la contribution parentale, a soulevé des inquiétudes dans l'évaluation formative de 2004 du PCPE et dans l'évaluation sommative de 1997 du PCPE. De même, au cours de la présente évaluation, de nombreux informateurs clés et membres des groupes de discussion s'interrogent sur la manière de déterminer les contributions parentales.

Les informateurs clés ont réitéré l'impression que les étudiants à charge étaient mal servis par le PCPE et qu'ils n'avaient souvent aucun contrôle sur la capacité de contribuer de leurs parents. À titre d'exemple, certains étudiants à charge ne sont pas admissibles aux prêts, compte tenu du revenu de leurs parents, mais ces derniers ne contribuent pas nécessairement aux frais liés à leurs études. Toutefois, de nombreux informateurs clés fédéraux et provinciaux ont fait en même temps fait remarquer qu'un processus d'appel a été établi. La plupart des informateurs clés laissent entendre que les contributions parentales attendues des étudiants à charge étaient trop élevées étant donné que certains facteurs financiers n'étaient pas pris en compte, comme l'endettement de la famille et les rapports entre les parents et l'étudiant.

Dans le cadre des groupes de discussion, des étudiants de toutes les régions ont exprimé des préoccupations concernant les contributions parentales. Nombre d'entre eux ont signalé des situations où la contribution parentale attendue soit ne concordait pas avec la capacité de contribuer des parents, soit ne tenait pas compte du fait que ces derniers pouvaient simplement ne pas avoir la volonté de contribuer. Ils ont invoqué des motifs semblables à ceux fournis par les informateurs clés pour expliquer le fait que les contributions parentales attendues étaient moins élevées, notamment les autres obligations financières familiales

et la nature des rapports entre les parents et l'étudiant, de même que la philosophie et les valeurs des parents par rapport aux études postsecondaires ou à l'école ou au programme que leur enfant avait choisi. Plusieurs membres des groupes de discussion ont proposé d'ajouter une certaine marge de manœuvre aux règles relatives aux contributions parentales afin de tenir compte de ces situations.

Bien que RHDCC ait modifié certaines des règles concernant la contribution parentale<sup>33</sup>, les arguments énoncés ci-dessus laissent supposer qu'il convient de poursuivre l'examen de cette question.

### **3.4 Accès aux études postsecondaires grâce au PCPE**

Comme il est indiqué à la section 2, le principal but du PCPE est de promouvoir l'accès aux études postsecondaires pour les étudiants ayant démontré des besoins financiers. En outre, comme il en a été question à la section 2.1.2, la croyance en la nécessité de ce type de programme semble essentiellement universelle. Du point de vue théorique, le bilan documentaire a montré que l'on s'entend généralement sur le fait que le régime de prêts aux étudiants devrait contribuer à abolir certaines contraintes d'emprunt. Ce faisant, il atténuerait les obstacles à la participation aux études postsecondaires et augmenterait l'accès. Les informateurs clés s'entendent à l'unanimité pour dire que le PCPE est vital et qu'un grand nombre de participants au PCPE n'auraient pu poursuivre des études postsecondaires s'ils n'avaient pas obtenu de prêt aux étudiants. De même, la littérature internationale montre que chacun des pays examinés (même ceux n'appliquant pas de frais de scolarité) était doté soit d'un programme de prêts soit d'un programme de bourses.

L'analyse qui suit se penche sur les facteurs ci-dessous pour déterminer si le PCPE réussit à promouvoir l'accès aux études postsecondaires :

- L'existence d'obstacles financiers aux études postsecondaires;
- Les autres moyens à la disposition des étudiants pour payer les études postsecondaires;
- Les données témoignant de l'incidence du PCPE sur l'inscription aux études postsecondaires.

#### **3.4.1 Existence d'obstacles financiers**

Le tableau 3 montre le taux de participation aux études postsecondaires d'étudiants dans les collèges ou les universités en fonction du revenu de leurs parents. Il illustre clairement que la participation aux études universitaires augmente de pair avec le revenu parental. En revanche, le rapport entre le revenu parental et la participation aux études postsecondaires est moins évident dans le cas de l'inscription au collège.

---

<sup>33</sup> Dans son budget de 2004, le gouvernement fédéral a réduit les contributions parentales attendues de familles à revenu moyen (de 60 000 \$ à 100 000 \$) pour que les étudiants issus de ces familles puissent obtenir de l'aide financière additionnelle pouvant atteindre 2 250 \$ par famille. Dans son budget de 2006, il a réduit encore plus les contributions parentales attendues des familles dont le revenu se situe dans la fourchette de 65 000 \$ à 140 000 \$ pour aider les étudiants à avoir accès à de l'aide financière aux étudiants.



<b>Tableau 3</b> <b>Participation aux études postsecondaires des 18 à 21 ans,</b> <b>par quartile du revenu lorsque l'étudiant avait 16 ans (2001)</b>		
<b>Quartile du revenu familial</b> <b>après impôt</b>	<b>Taux de participation aux études postsecondaires</b>	
	<b>Études universitaires</b>	<b>Études collégiales</b>
Inférieur	21 %	30 %
Intermédiaire inférieur	25 %	32 %
Intermédiaire supérieur	30 %	37 %
Supérieur	38 %	30 %
Dans l'ensemble	29 %	32 %
Source : Rapport ministériel sur le rendement 2005-2006.		

L'analyse des tendances menée dans le cadre de la présente évaluation a donné des résultats semblables. Elle a surtout montré qu'il n'existe aucun rapport entre l'inscription à temps plein dans un collège et le revenu parental, mais qu'il existe un rapport très étroit entre l'inscription dans une université et le revenu parental. Environ 27 % des jeunes dont le revenu familial est inférieur à 60 000 \$ étaient inscrits à l'université, et cette proportion augmente au rythme du revenu familial (pour atteindre 39 % lorsque le revenu familial est de 100 000 \$ et plus). Cela signifie qu'il existe un écart de 12 points de pourcentage au chapitre de l'inscription à l'université entre les étudiants de la catégorie des revenus les plus faibles et ceux de la catégorie des revenus les plus élevés. Afin de mieux comprendre l'incidence du PCPE sur les études postsecondaires et l'inscription à une université, il conviendrait de se poser la question clé suivante : Quel aurait été cet écart en l'absence du PCPE? À cette question se greffe celle de savoir ce que les étudiants auraient fait sans l'aide du PCPE. Ces questions sont abordées en partie aux sections 3.4.2 et 3.4.3.

Il ressort du bilan documentaire que de nombreuses études ont fourni des données probantes sur l'existence et les effets des contraintes d'emprunt pour les étudiants dans le contexte canadien.

- Ainsi, selon le bilan, Coelli (2004), Frenette (2005) et Neill (2006) ont indiqué que les jeunes de familles à faible revenu sont davantage touchés par les changements aux frais de scolarité que les jeunes de familles à revenu élevé.
- Frenette (2006) s'est servi de l'Enquête auprès des jeunes en transition pour mesurer le nombre de jeunes de 15 ans qui préoyaient s'inscrire à l'université mais qui, à l'âge de 19 ans, ne l'avaient pas fait et avaient invoqué comme motif un manque de ressources financières. Il a constaté que 12 % de l'écart sur le plan de l'inscription à l'université entre les quartiles inférieur et supérieur de revenus était attribuable à des contraintes d'emprunt, et que le reste de cet écart s'expliquait par d'autres facteurs, comme les résultats de tests uniformisés en lecture, les résultats scolaires, l'influence des parents et la qualité de l'enseignement secondaire. Les constatations de Frenette ont été obtenues dans le système actuel, qui englobe le PCPE.
- Les résultats de Frenette (2006) sont semblables à ceux de Carmichael et Finnie (2007), qui ont remarqué que le revenu familial n'était que relativement peu lié à la « non-participation attribuable à des obstacles financiers ». Cela a amené les auteurs à



conclure que le système d'aide financière réussit à atténuer les obstacles financiers. En l'absence d'un tel système, les contraintes d'emprunt pourraient être beaucoup plus difficiles à surmonter pour les étudiants.

L'étude menée dans le cadre de la présente évaluation et visant à examiner les impacts de se voir refuser un prêt aux étudiants a fourni d'autres données attestant du fait que le système en vigueur atténue les obstacles financiers et qu'il est bien ciblé<sup>34</sup>. Elle a révélé que 48 % des étudiants dont la demande de prêt a été refusée étaient issus de familles dont le revenu s'élevait à 75 000 \$ ou plus, tandis que 54 % des étudiants dont la demande a été approuvée provenaient de familles dont le revenu s'élevait à moins de 50 000 \$. La probabilité de faire des études postsecondaires était évaluée à 94 % dans le cas d'étudiants dont la demande avait été approuvée et à 84 % dans le cas de ceux dont la demande avait été refusée. Ces résultats laissent supposer que le refus d'un prêt réduit la probabilité de faire des études postsecondaires d'environ dix points de pourcentage.

### **3.4.2 Autres moyens de payer les études postsecondaires**

De nombreux étudiants de niveau postsecondaire travaillent pendant leurs études. Au cours de l'année scolaire 2008-2009, 48 % des étudiants à temps plein de niveau postsecondaire âgés de 20 à 24 ans ont travaillé à un moment donné<sup>35</sup>.

- Les étudiants de niveau postsecondaire à temps partiel avaient plus tendance à travailler, 91 % de ceux âgés de 20 à 29 ans l'ayant fait pendant leur programme menant à un diplôme. Ce résultat est conforme à l'impression selon laquelle la plupart des étudiants à temps partiel travaillent pendant leurs études et confirme qu'un examen plus poussé du programme de prêts d'études à temps partiel en vertu du PCPE pourrait s'imposer.
- Les étudiants de niveau postsecondaire à temps plein qui travaillent font en moyenne 15 heures par semaine, tandis que les étudiants à temps partiel font plus de 30 heures par semaine.
- Les étudiantes signalent travailler plus que les étudiants. En 2008, les étudiantes étaient 25 % plus susceptibles d'occuper un emploi pendant l'année scolaire<sup>36</sup>.

Les sondages du PCPE<sup>37</sup> ont montré que, parmi les étudiants ayant dit qu'ils auraient fait des études même s'ils n'avaient pas eu accès à un prêt étudiant, le travail (83 %) et l'obtention d'argent de parents ou d'amis (69 %) figuraient parmi les éventuels moyens les plus usuels de financer les études postsecondaires. Les prêts bancaires et les marges de crédit (57 %) ont également été mentionnés, de même que l'utilisation d'une carte de crédit (41 %) et les études dans un établissement situé plus près du domicile (41 %). Certains étudiants ont fait savoir qu'ils auraient changé leur programme d'études. En

<sup>34</sup> Pour en savoir davantage, consultez RHDCC (2010), *The Impact of Student Loan Denial*.

<sup>35</sup> Pour en savoir davantage, consultez l'*Almanach de l'enseignement postsecondaire de 2009*, Association canadienne des professeurs et professeurs d'université.

<sup>36</sup> Pour en savoir davantage, consultez *2009 Master Report* du Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires.

<sup>37</sup> Pour en savoir davantage, consultez le Sondage sur la satisfaction de la clientèle de 2007 et l'enquête omnibus de 2007.

l'absence du PCPE, 39 % des étudiants auraient réduit leur charge de cours et 27 % auraient fait des études à temps partiel plutôt qu'à temps plein. Certains emprunteurs faisant partie des groupes de discussion ont mentionné que, sans le prêt aux étudiants, ils auraient reporté leurs études, réduit leur charge de cours, contracté un prêt auprès de sources privées ou augmenté leurs heures de travail.

D'autres éléments probants de l'enquête omnibus montrent que, de ceux qui n'ont pas obtenu de prêt étudiant mais qui se sont quand même inscrits à un établissement d'enseignement postsecondaire, 59 % avaient obtenu de l'argent de parents, de tuteurs et (ou) d'amis, 55 % avaient trouvé un emploi, 37 % s'étaient inscrits dans un établissement plus près de leur domicile, 34 % s'étaient servis de cartes de crédit, 22 % avaient utilisé une marge de crédit, 17 % avaient emprunté de l'argent de la banque, 12 % avaient réduit leur charge de cours et étaient demeurés des étudiants à temps plein, 10 % avaient fait des études à temps partiel plutôt qu'à temps plein, 6 % avaient fait des études dans un programme différent et 4 % avaient fait des études dans un autre établissement.

L'enquête omnibus a également confirmé que les étudiants qui n'avaient pas contracté d'emprunt avaient davantage tendance à avoir travaillé à temps plein (19 %) que les emprunteurs en vertu du PCPE (4 %). Dans l'ensemble, ceux qui n'avaient pas contracté d'emprunt (68 %) avaient davantage tendance à avoir travaillé à temps plein ou à temps partiel que les emprunteurs (59 %). De même, il ressort de l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires de 2002 que 64,3 % des étudiants de niveau postsecondaire ont affirmé qu'en raison de leurs prêts étudiants, ils avaient pu travailler moins ou pas du tout pendant l'année scolaire.

Selon les renseignements disponibles, les étudiants cumulent des dettes de sources multiples, mais le gouvernement est souvent la seule source de prêts ou est utilisé en combinaison avec d'autres sources.

- L'Enquête auprès des étudiantes et étudiants du Canada a montré que les étudiants de niveau postsecondaire accumulent des dettes de sources gouvernementales, familiales et privées. Environ 40 % de la dette est contractée exclusivement auprès de sources gouvernementales, 30 % auprès de sources familiales ou privées, 24 % auprès de sources gouvernementales et familiales ou privées et 5 % auprès de ces trois sources.
- Une étude de Bayard et Greenlee (2009) a corroboré cette conclusion et indiqué que près de la moitié des diplômés de 2005 qui n'avaient pas poursuivi leurs études avaient une forme quelconque de dette d'études à l'obtention du diplôme<sup>38</sup>. Le pourcentage de diplômés ayant une dette auprès du gouvernement variait de 74 % chez les titulaires de maîtrise à 80 % chez les titulaires d'un baccalauréat. Environ 11 % avaient contracté des emprunts uniquement auprès de sources non gouvernementales.

Les renseignements qui précèdent laissent supposer que le PCPE atténue les obstacles financiers aux études postsecondaires et réduit la nécessité de travailler pendant les études.

---

<sup>38</sup> *L'obtention d'un diplôme au Canada : profil, situation sur le marché du travail et endettement des diplômés de la promotion de 2005.*

### 3.4.3 Incidence du PCPE sur l'inscription aux études postsecondaires

Puisque l'on s'entend généralement pour dire que les étudiants de niveau postsecondaire peuvent avoir des contraintes d'emprunt, il faut se poser la question fondamentale de savoir quelles données empiriques montrent que les programmes de prêts augmentent l'accès aux études postsecondaires. Lorsque l'on se penche sur cette question, il importe de se rappeler que l'incidence d'un programme de prêts étudiants peut prendre la forme d'un changement de la composition des étudiants plutôt que de l'augmentation du nombre total d'étudiants. À titre d'exemple, certains ont prétendu que le nombre de places dans les universités et les collèges devrait être considéré comme étant fixe. Par conséquent, une augmentation du nombre de prêts aux étudiants ne ferait qu'augmenter le nombre d'étudiants issus de familles à faible revenu et déplacerait les étudiants moins capables de familles à revenu élevé<sup>39</sup>. De même, Swail et Heller (2004) ont fait remarquer que les rajustements de l'offre et de la demande, dans le cas des études supérieures, diffèrent de ceux visant d'autres biens et services parce que le prix est moins souple, que l'offre est plus fixe et que la demande peut être déterminée par de nombreux facteurs. Par exemple, l'offre d'études postsecondaires au Canada est essentiellement dirigée par le financement gouvernemental et, dans une moindre mesure, par les frais de scolarité. Mueller et Rockerbie (2005) ont corroboré cette compréhension de l'offre et de la demande en ce qui concerne les études postsecondaires, mentionnant que l'inscription obéit habituellement aux normes d'admission et non par aux frais de scolarité puisque les « *frais de scolarité sont trop bas pour équilibrer l'offre et la demande.* »

Le bilan documentaire montre que de nombreuses études ont été menées pour tenter de quantifier la mesure dans laquelle les programmes d'aide aux étudiants augmentent l'accès aux études postsecondaires. Toutefois, la plupart des études proviennent des États-Unis, et peu d'études canadiennes ont été menées. Quoi qu'il en soit, ces études jettent de la lumière sur l'état du débat. Il arrive souvent que les auteurs des études se penchent sur les augmentations globales des inscriptions alors que, comme il est indiqué ci-dessus, il se peut que seuls des changements de la composition du corps étudiant surviennent. Nombre des études portant expressément sur les jeunes à faible revenu ont révélé que les programmes ciblés de prêts et de bourses exerçaient une incidence positive sur l'inscription à des études postsecondaires. Toutefois, la fourchette des estimations quantitatives est assez large.

Des études économétriques menées dans le cadre de la présente évaluation ont fourni des estimations de l'incidence du PCPE sur le nombre d'étudiants de niveau postsecondaire (inscriptions). Une étude agrégée sur l'aide financière aux étudiants a montré que chaque tranche supplémentaire de 1 000 \$ d'aide financière aux étudiants augmente le taux d'inscription du tiers inférieur de la répartition des revenus de près de 0,5 point de pourcentage (soit environ 1 650 étudiants)<sup>40</sup>. D'autres scénarios n'ont pas modifié les résultats de base. Une autre étude recourant à des techniques économétriques plus perfectionnées a

<sup>39</sup> Finnie (2005) prétend que la meilleure manière de décrire le nombre de places dans les universités et les collèges est de dire qu'il est fixe. Il présente en outre une analyse approfondie de la composition en évolution du corps étudiant plutôt que de l'augmentation du nombre d'étudiants.

<sup>40</sup> Pour en savoir davantage, consultez Data Probe (2009), *Impact of Students Loans and Grants on University Enrolment: Evidence from Aggregate Data*.



corroboré ces résultats<sup>41</sup>. Cette dernière a montré que les prêts exerçaient une incidence positive importante sur le niveau d'inscription à l'université des étudiants dont le revenu parental est faible. Plus particulièrement, une hausse de 1 % des prêts se traduit par une hausse du taux d'inscription se situant entre 0,096 % et 0,207 % chez le groupe à faible revenu.

Trois autres études recourant à des microdonnées nous fournissent également des estimations de l'incidence du PCPE.

- Selon une étude, une hausse de 1 000 \$ du plafond des prêts pourrait se traduire par une hausse des taux d'inscription d'environ 0,4 point de pourcentage dans le cas des étudiants dont le revenu parental est faible et de 0,8 point de pourcentage dans le cas des étudiantes de la même catégorie<sup>42</sup>. En outre, l'étude a confirmé les résultats antérieurs, c'est-à-dire qu'il existe peu de données probantes attestant que l'augmentation de la « générosité » d'un programme de prêts aura un effet substantiel sur les taux d'inscription d'étudiants dont le revenu parental est élevé.
- Dans une deuxième étude, Neill (2009) signale que l'effet d'une hausse de 1 000 \$ des bourses fournies dans le cadre du programme de prêts aux étudiants se traduit par une hausse des taux d'inscription se situant entre 0,9 et 1,0 point de pourcentage<sup>43</sup>. Dans le cas des étudiants qui ne vivent pas chez leurs parents, une hausse de 1 000 \$ des bourses se traduit par une hausse des taux d'inscription se situant entre 1,1 et 1,4 point de pourcentage.
- Il est ressorti d'une troisième étude que chaque tranche supplémentaire de 1 000 \$ d'aide aux étudiants se traduit par une hausse d'environ 1 point de pourcentage du taux de participation aux études postsecondaires dans le quartile inférieur du revenu parental<sup>44</sup>.

Dans l'ensemble, les estimations établies dans le cadre de la présente évaluation montrent que toute hausse de 1 000 \$ de prêts se traduit par une hausse de l'inscription des étudiants issus de familles à faible revenu se situant dans une fourchette de 0,4 à 1 point de pourcentage.

Certains étudiants ayant obtenu des prêts auraient peut-être fait des études postsecondaires même sans les prêts. Dans l'étude intitulée *Do Increases in Student Loan Limits Increase Access to PSE?*, Finnie signale que 27,8 % des répondants ont dit qu'ils n'avaient pas besoin de leurs prêts aux étudiants pour avoir accès aux études postsecondaires, selon les constatations de l'Enquête sur la participation aux études postsecondaires de 2002.

Comme il a été mentionné précédemment, les informateurs clés interviewés dans le cadre de la présente évaluation sommative ont fait valoir que de nombreux étudiants obtenant des prêts grâce au PCPE n'auraient pas pu faire d'études postsecondaires sans le prêt.

<sup>41</sup> Pour en savoir davantage, consultez RHDCC (2010), *Additional Statistical Analysis for the Impact of Students Loans and Grants on University Enrolment: Evidence from Aggregate Data*.

<sup>42</sup> Pour en savoir davantage, consultez Data Probe (2010), *The Generosity of Student Financial Aid Programs in Canada and their University Enrolment Effects*.

<sup>43</sup> Pour en savoir davantage, consultez Neill, C. (2009), « Tuition Fees and the Demand for University Places », *Economics of Education Review*, 28(5), p. 561-570.

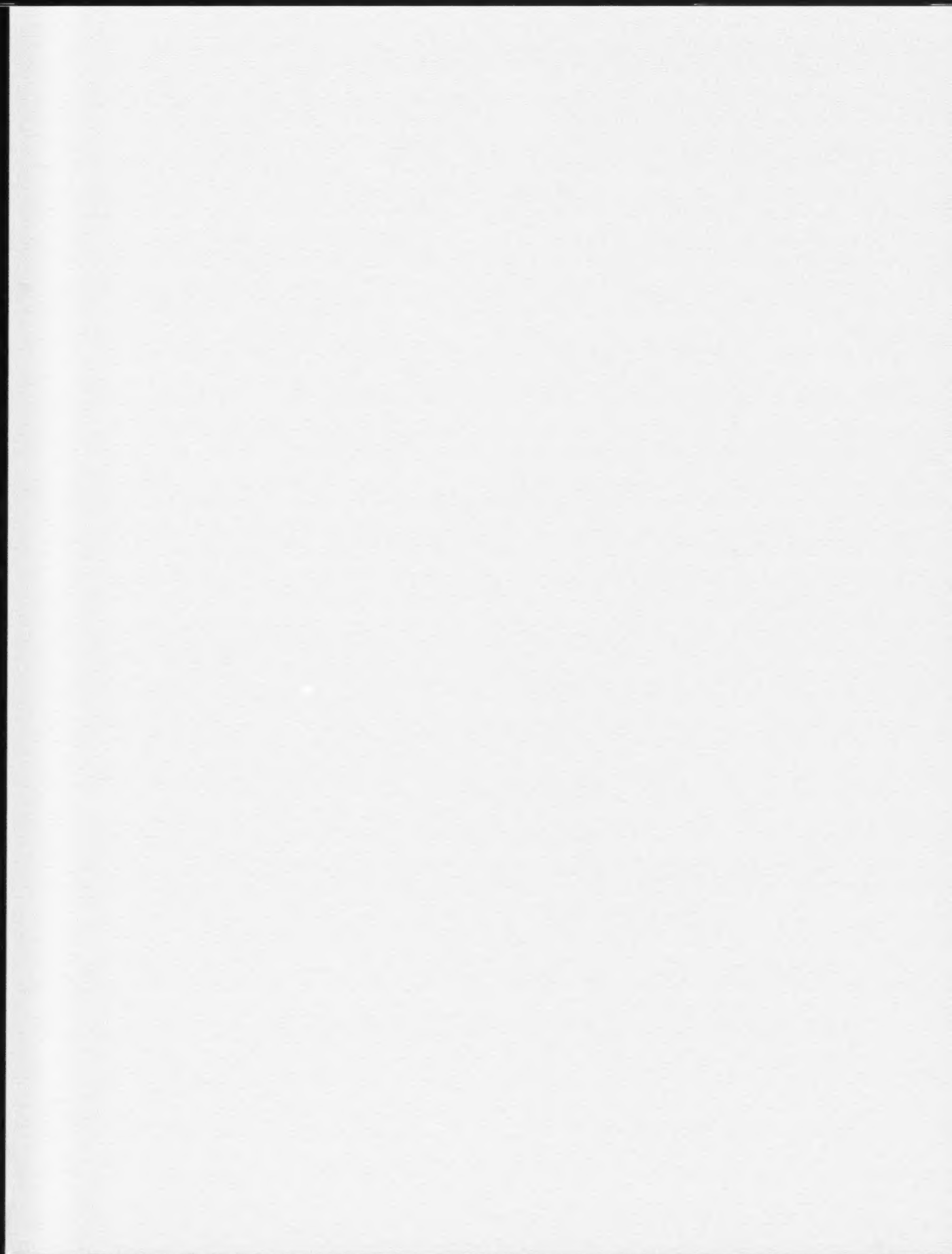
<sup>44</sup> Pour en savoir davantage, consultez RHDCC, *Estimation of the Impact of CSLP Generosity on PSE participation*, 2010.



Ils estiment que le système est essentiel à l'augmentation de l'accès à l'enseignement postsecondaire. Les résultats de l'étude menée aux fins de la présente évaluation visant à examiner l'incidence du refus d'un prêt semblent corroborer les impressions des informateurs clés. Cette étude a montré que le fait, pour un étudiant présentant une demande au PCPE, de se voir refuser le prêt (21 % des demandeurs entre janvier 2002 et décembre 2003) réduisait la probabilité qu'il s'inscrive à l'université de 4,1 points de pourcentage (en baisse de 28,5 % à 24,4 %) et celle qu'il s'inscrive à un autre genre d'établissement d'enseignement postsecondaire de 5,5 points de pourcentage (en baisse de 65,1 % à 59,6 %).

L'enquête auprès des étudiants qui ont refusé un prêt du PCPE montre que ce refus pourrait aussi réduire légèrement la probabilité de s'inscrire à un établissement d'enseignement postsecondaire. Bien que cela ne soit pas fréquent (2,9 % des prêts offerts ont été refusés en 2007-2008), la plupart (69,4 %) des étudiants ayant présenté une demande au PCPE et ayant refusé le prêt offert ont décidé de poursuivre leurs études postsecondaires, soit immédiatement, soit après un certain temps. De plus, 13,4 % prévoyaient encore le faire à un moment donné. Dans l'ensemble, 85 % des demandeurs ayant refusé le prêt offert parce qu'ils le jugeaient insuffisant ont fait des études postsecondaires ou prévoyaient en faire. En revanche, environ 16 % des demandeurs ayant refusé le prêt n'ont pas fait d'études postsecondaires et ont dit qu'ils n'avaient nullement l'intention de le faire plus tard.

Les données issues des études empiriques, des entrevues auprès d'informateurs clés et de l'enquête auprès des étudiants ayant refusé le prêt offert par le PCPE montrent que le PCPE a une incidence sur l'inscription aux études postsecondaires et que cette incidence est plus importante pour les étudiants issus de familles à faible revenu qu'elle ne l'est pour les étudiants des autres groupes de revenu.



## 4. Coût de l'atteinte des objectifs

À l'instauration du régime de prêts directs, le Bureau du surintendant des institutions financières s'est vu confier le mandat de mener un examen actuariel dans le but de fournir une évaluation précise des coûts actuels du PCPE, une prévision à long terme (25 ans) de ces coûts, une projection du portefeuille et un exposé sur toutes les hypothèses sous-tendant les résultats de l'examen. Ces résultats sont présentés annuellement dans les rapports actuariels sur le PCPE. L'analyse réalisée dans la présente section n'a pas pour objet de remplacer le travail effectué par le Bureau du surintendant des institutions financières; il s'agit plutôt de regrouper l'information recueillie au cours des dix dernières années afin de fournir une évaluation globale du coût du PCPE et de ses différentes composantes.

### 4.1 Coûts des composantes du PCPE

En 2007-2008, le PCPE a remis 2 milliards de dollars sous forme de prêts à 352 708 étudiants à temps plein et 2,8 millions de dollars sous forme de prêts à 1 436 étudiants à temps partiel. Au 31 mars 2008, la valeur totale du portefeuille du PCPE pour l'ensemble des prêts détenus par les emprunteurs qui étaient inscrits à des établissements d'enseignement ou qui remboursaient leurs prêts s'établissait à 12 milliards de dollars, ce qui représentait une hausse de 409 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Comme le montre le tableau 4, le coût de l'aide fournie aux étudiants pendant les périodes d'études et de remboursement comprennent les subventions sur les intérêts (362,8 millions de dollars), les exemptions du paiement d'intérêts (93,2 millions de dollars), les réductions de la dette en cours de remboursement (14,3 millions de dollars), les radiations de prêts (17 millions de dollars), ainsi que les SCE et les SCA (161,5 millions de dollars), soit des charges totales de 648,8 millions de dollars en 2007-2008.

**Tableau 4**  
Charges totales liées au PCPE (M\$)

Exercice	Prêts	Charges liées au PCPE					
		Bourses	Subventions sur les intérêts	Exemptions du paiement d'intérêts	Réductions de la dette en cours de remboursement	Remboursements et radiation de dettes	Total
2000-2001	1 570	56,6	180,7	107,4	2,0	72,2	418,9
2001-2002	1 512	69,7	196,2	85,6	4,2	76,0	431,7
2002-2003	1 549	54,5	219,7	74,6	7,4	40,7	396,9
2003-2004	1 648	66,8	244,1	73,8	10,7	34,8	430,2
2004-2005	1 634	64,5	276,5	63,2	27,1	27,7	459,0
2005-2006	1 939	129,7	282,8	67,2	31,4	24,8	535,9
2006-2007	1 931	146,4	342,2	84,2	20,1	24,2	617,1
2007-2008	2 015	161,5	362,8	93,2	14,3	17,0	648,8

Source : Rapports annuels du PCPE, de 2000-2001 à 2007-2008.

Le tableau 4 présente également un aperçu des coûts des composantes du PCPE de 2000-2001 (avant l'instauration du régime de prêts directs) à 2007-2008.

- Au cours de la période, le gouvernement a remis des prêts s'élevant à 1,57 milliard de dollars en 2000-2001, montant qui a augmenté légèrement en 2004-2005 pour atteindre 1,63 milliard de dollars, puis 2,02 milliards de dollars en 2007-2008. Ces charges montrent que la valeur des prêts consentis est demeurée relativement stable jusqu'à ce que le plafond des prêts soit majoré et passe de 165 \$ à 210 \$ par semaine en 2005-2006, ce qui s'est traduit par une hausse de plus de 300 millions de dollars par année.
- Selon l'exercice, les dépenses au titre des bourses ont fluctué considérablement au cours de la période; elles ont notamment doublé, passant de 64,5 millions de dollars en 2004-2005 à 129,7 millions de dollars en 2005-2006, après la mise en œuvre de la Subvention canadienne d'accès (SCA) à l'intention des familles à faible revenu et des étudiants ayant une incapacité permanente.
- Les subventions sur les intérêts désignent le coût que subit le gouvernement du Canada lorsqu'il paie l'intérêt sur les prêts pendant que les emprunteurs sont aux études. Puisque la dépense est calculée en fonction du nombre de participants au PCPE, des montants des prêts et des taux d'intérêt, elle varie considérablement d'une année à l'autre. Au cours de la période visée, le montant que le gouvernement a consacré aux subventions sur les intérêts se situait entre 180,7 millions de dollars en 2000-2001 et 362,8 millions de dollars en 2007-2008.
- Le gouvernement fédéral a consacré 107,4 millions de dollars en 2000-2001 au titre de l'exemption du paiement d'intérêts. Le coût de cette composante est passé à 63,2 millions de dollars en 2004-2005 et, depuis, il a augmenté en raison principalement du seuil de revenu supérieur aux fins de l'admissibilité à l'exemption d'intérêts, qui rend cette dernière accessible à plus d'emprunteurs. Bien que les dépenses au titre de la réduction de la dette en cours de remboursement aient été portées à 31,4 millions de dollars en 2005-2006, elles ont depuis diminué pour s'établir à 14,3 millions de dollars en 2007-2008, et ce, même si le montant maximal de l'aide sous forme de réduction de la dette en cours de remboursement a été majoré pour atteindre 26 000 \$. Il importe de signaler l'existence d'un rapport inversé entre les dépenses au titre de l'exemption d'intérêts et celles au titre de la réduction de la dette en cours de remboursement, en ce sens que, lorsque les unes augmentent, les autres diminuent, et vice versa.
- Le montant des remboursements et des prêts radiés a nettement diminué au cours de la période, passant de 72,2 millions de dollars en 2000-2001 à 17 millions de dollars en 2007-2008 par suite de l'élimination graduelle des prêts garantis.

Dans l'ensemble, les charges totales liées au Programme sont passées de 418,9 millions de dollars en 2000-2001 à 396,9 millions de dollars en 2002-2003 (ce qui équivaut à 25,6 % des prêts consentis pour cet exercice). Comme il est expliqué ci-dessus, ce recul est principalement attribuable à la diminution des remboursements et des prêts radiés ainsi qu'à la baisse des coûts liés à l'exemption d'intérêts. Depuis 2002-2003, les charges totales liées au Programme ont augmenté et atteignent 648,8 millions de dollars (soit 32,2 % des prêts consentis). Cette variation découle surtout de l'augmentation de la subvention sur les intérêts et des bourses versées.



## 4.2 Autres coûts liés à l'octroi de prêts directs

Après le passage du régime à risques partagés au régime de prêts directs (en 2000), les responsabilités et les coûts connexes comme les frais de recouvrement et d'autres frais administratifs ont été transférés. La mise en œuvre du régime de prêts directs a également entraîné la prise en charge du fardeau intégral des coûts de défaut de remboursement. En 2004, l'évaluation formative du PCPE signalait : « *L'évaluation formative est survenue trop peu de temps après l'adoption du régime de prêts directs pour établir l'envergure des véritables changements sur le plan des frais d'administration [...] Ainsi, par exemple, les coûts inhérents à la transition du programme de prêts à risques partagés au programme de prêts directs ont, au cours de cette période, entraîné une majoration des frais d'administration. En outre, l'analyse réalisée par le Programme lui-même montre que l'on ne s'attend pas à ce que les frais d'administration se stabilisent avant 2004-2005.* » C'est pourquoi la présente évaluation sommative comporte un examen de ces coûts.

Les frais de recouvrement des deux régimes diffèrent.

- Le régime à risques partagés ne comportait aucuns frais de recouvrement directs pour le gouvernement étant donné qu'il versait une prime de risque aux institutions prêteuses qui participaient au régime (et qui assumaient les frais de recouvrement). Cette prime de risque représentait 5 % de la valeur des prêts consolidés (c.-à-d. la valeur des prêts consentis aux étudiants). En échange, les prêteurs assumaient le risque associé au non-remboursement de ces prêts.
- Dans le cadre du régime de prêts directs, les frais de recouvrement représentent le coût du recours aux agences de recouvrement privées pour recouvrer les PCE en défaut de remboursement (comme c'était le cas dans le régime de prêts garantis). Depuis le 1<sup>er</sup> août 2005, l'Agence du revenu de Canada (ARC) assume la responsabilité d'administrer les activités de recouvrement liées aux prêts aux étudiants selon le régime des prêts garantis, le régime des prêts à risques partagés et le régime des prêts directs<sup>45</sup>.

Comme le montre le tableau 5, les frais de recouvrement sont demeurés stables depuis 2000-2001, tandis que la prime de risque a diminué nettement par suite de l'instauration des prêts directs. Aujourd'hui, ces frais ont presque disparu.

---

<sup>45</sup> Le gouvernement ayant racheté du prêteur privé certains prêts du régime de prêts à risques partagés et du régime de prêts garantis qui étaient en défaut de remboursement, il assume également la responsabilité du recouvrement de ces prêts.

**Tableau 5**  
**Total des frais d'administration du PCPE (M\$)**

Exercice	Prêts	Total des charges liées au Programme	Frais d'administration				
			Recouvrement	Prime de risque	Bureau de services	Autres frais administratifs	Total
2000-2001	1 570	418,9	16,8	88,1	1,3	79,1	185,2
2001-2002	1 512	431,7	14,3	51,0	27,9	25,7	118,9
2002-2003	1 549	396,9	12,8	23,0	41,2	14,2	91,3
2003-2004	1 648	430,2	13,4	11,7	41,0	13,1	79,2
2004-2005	1 634	459,0	14,8	5,5	46,0	13,6	79,9
2005-2006	1 939	535,9	13,6	2,7	50,2	18,2	84,7
2006-2007	1 931	617,1	12,4	1,8	65,6	19,4	99,2
2007-2008	2 015	648,8	14,4	1,3	70,8	17,5	104,0

Source : Rapports annuels du PCPE, de 2000-2001 à 2007-2008.

Remarque : Des paiements au titre de la transition depuis le régime de prêts à risques partagés vers le régime de prêts directs ont été versés en 2000-2001 et en 2001-2002.

Le régime de prêts directs comportait de nouveaux frais, notamment ceux relatifs au bureau de services (le fournisseur). Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001, les dirigeants du PCPE confient à un tiers fournisseur l'administration du versement des prêts directs, la gestion des prêts pendant les études, les activités de remboursement après les études et la gestion de la dette. Depuis la mise en œuvre du régime de prêts directs, les frais annuels au titre du bureau de services sont passés de 1,3 million de dollars en 2000-2001 à 70,8 millions de dollars en 2007-2008.

Les honoraires versés par les provinces et les territoires participants au titre du financement de l'administration du PCPE font également partie des autres coûts liés aux régimes. Cette charge a été relativement stable au fil des ans, sauf en 2000-2001 et en 2001-2002, lorsque des paiements de transition ont été versés.

Dans l'ensemble, comme le montre le tableau 5, les frais administratifs totaux sont demeurés stables au cours de la période visée, ceux enregistrés en 2007-2008 (104 millions de dollars) étant semblables à ceux enregistrés en 2000-2001 (91,3 millions de dollars). Ainsi qu'il a été indiqué précédemment, les provinces ayant choisi de ne pas participer au PCPE ont droit à des montants compensatoires qui les aident à fournir des programmes semblables d'aide financière aux étudiants. Des paiements de ce genre ont été versés au Québec, aux Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.

### 4.3 Coûts des créances irrécouvrables

Comme il a été mentionné ci-dessus, le régime de prêts directs comporte un changement d'envergure en ce sens que le gouvernement fédéral est maintenant propriétaire des prêts et des risques connexes. Il doit donc les consigner à titre d'éléments d'actif, et c'est pourquoi il doit créer, conformément aux principes comptables généralement reconnus, une provision au titre des éventuelles pertes futures associées à ces prêts. Cette provision est créée l'année de l'octroi des prêts, et ce, même si les pertes peuvent ne survenir que plusieurs années plus tard. En conséquence, une charge annuelle au titre des provisions

pour créances irrécouvrables et de la réduction de la dette en cours de remboursement est engagée depuis 2000-2001 en fonction d'un pourcentage de la valeur des prêts consentis pendant l'année et de renseignements historiques. En 2000-2001, cette provision a été de 169,9 millions de dollars<sup>46</sup> et elle s'est accrue presque chaque année (sauf en 2004-2005), de sorte qu'elle a atteint 318,1 millions de dollars en 2007-2008 (voir le tableau 6)<sup>47</sup>.

Si le régime de prêts directs est à l'origine de plusieurs coûts nouveaux, il a également produit davantage de revenus issus des prêts. Depuis l'instauration des prêts directs, les revenus que le gouvernement fédéral a tirés du PCPE ont presque quintuplé, passant de 126 millions de dollars en 2000-2001 à 612,6 millions de dollars en 2007-2008. Cette augmentation est attribuable à un portefeuille arrivant à échéance qui compte un plus fort pourcentage d'étudiants effectuant des remboursements chaque année et qui versent au gouvernement des intérêts à un taux préférentiel variable plus 2,5 % ou à un taux préférentiel fixe plus 5,0 % sur leurs prêts à la fin des études à temps plein. De plus, le gouvernement tire un revenu du recouvrement des prêts consentis par les régimes antérieurs.

**Tableau 6**  
**Total des coûts nets du PCPE (M\$)**

Exercice (A)	Prêts (B)	Charges totales du Programme pour les étudiants (C1)	Frais administratifs totaux (C2)	Paiement compensatoire (C3)	Provisions pour créances irrécouvrables et au titre de la réduction de la dette en cours de rembour- sement (C4)	Revenus totaux (D)	Résultats des activités nets finaux (C-D)
2000-2001	1 570	418,9	185,2	138,9	169,9	126,0	786,9
2001-2002	1 512	431,7	118,9	144,9	182,0	172,1	705,4
2002-2003	1 549	396,9	91,3	76,0	186,6	222,8	528,0
2003-2004	1 648	430,2	79,2	244,8	204,8	275,2	683,8
2004-2005	1 634	459,0	79,9	175,8	467,7	313,8	868,6
2005-2006	1 939	535,9	84,7	158,2	310,5	395,6	693,7
2006-2007	1 931	617,1	99,2	91,3	270,0	523,1	554,5
2007-2008	2 015	648,8	104,0	113,9	318,1	612,6	572,2

Source : Rapports annuels du PCPE, de 2000-2001 à 2007-2008.

Selon les données administratives, après avoir pris en compte les avantages fournis aux étudiants (p. ex., les subventions pendant les études, l'aide au remboursement, etc.), les frais administratifs (p. ex., les coûts au titre du fournisseur de services, les frais d'administration, etc.) et les créances irrécouvrables, chaque dollar de prêts aux étudiants octroyés par le gouvernement aux nouveaux emprunteurs coûte environ 0,30 \$<sup>48</sup>. Il convient de signaler cependant que toute nouvelle initiative qui n'augmenterait pas le niveau des tâches administratives (autrement dit, qui n'impliquent pas l'ajout de nouveaux emprunteurs

<sup>46</sup> Les montants annuels pour 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003 ont été révisés par suite d'une modification des méthodes de comptabilisation de l'évaluation à l'égard du calcul de l'exemption d'intérêts indiquée par le BSIF.

<sup>47</sup> La charge au titre des créances irrécouvrables indiquée pour 2004-2005 comprend un redressement de 257,1 millions de dollars par suite de la révision du taux de la provision pour mauvaises créances publiée par le BSIF.

<sup>48</sup> Ces chiffres ont été fournis par la Direction du PCPE.

ni de changements systémiques) réduisent les coûts associés à chaque tranche de 1 \$ de prêts aux étudiants consentis. Par exemple, une initiative portant uniquement sur la hausse du montant de fonds accordés aux étudiants, comme la majoration du plafond des prêts, n'aurait aucune incidence sur les frais administratifs puisqu'aucun nouvel étudiant ni aucuns frais systémiques ne seraient ajoutés au portefeuille.

#### **4.4 Rapport coût-efficacité et solutions de rechange au Programme**

Les comparaisons internationales menées dans le cadre de la présente évaluation font état du recours à certaines solutions de rechange. Ainsi, nombre de pays comme le Danemark, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande octroient des prêts aux étudiants non assujettis à des critères de revenu. En Australie, le système prévoit le report du paiement des frais de scolarité jusqu'à l'obtention du diplôme. Même si les programmes de bourses universels sont moins communs que les programmes de prêts universels, quelques pays accordent aussi une aide non remboursable qui ne tient pas compte du revenu parental.

Si l'on compare la contribution gouvernementale totale de chaque pays en tant que pourcentage des coûts totaux (frais d'études et de scolarité, frais de subsistance) par participant aux études postsecondaires, on constate que le Canada figure au milieu du classement, avec l'Australie et le Royaume-Uni, ce qui pourrait nous permettre de prétendre qu'en règle générale, la contribution totale au Canada procure une aide financière satisfaisante aux étudiants.

Au moment de la présente évaluation, rien n'indiquait que les programmes des autres pays étaient offerts de manière plus ou moins efficace sur le plan du coût que le PCPE. Quoi qu'il en soit, en termes d'augmentation de l'égalité et de la productivité de la main-d'œuvre, il est plus rentable de consentir davantage de prêts que de réduire les frais de scolarité (voir la section 5.1).



## 5. Impacts et effets indirects du PCPE

L'objectif final du PCPE décrit à la section 2.1 et à la section 2.2 est de « *favoriser l'accès à l'éducation postsecondaire des étudiants ayant des besoins reconnus grâce à l'octroi de prêts et de bourses qui réduisent les obstacles d'ordre financier auxquels ils font face et à veiller à ce que les Canadiens aient la possibilité d'acquérir les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour jouer un rôle actif dans l'économie et la société.* »

La présente section évalue les impacts et effets indirects du PCPE en examinant :

- les résultats au chapitre de la productivité et de la répartition du revenu;
- les interactions entre les programmes;
- le remboursement des prêts étudiants et l'endettement;
- le recours à l'exemption d'intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement;
- le défaut de remboursement.

### 5.1 Productivité et inégalité (répartition du revenu)

Un modèle de simulation économique a servi à évaluer les impacts éventuels du PCPE sur l'économie dans son ensemble. Même si l'approche retenue peut être l'objet d'un éventuel biais en raison de la nature du modèle, elle est reconnue comme méthode valide pour établir des liens entre un programme particulier et l'économie en général<sup>49</sup>. Pour minimiser l'éventuel biais, cinq scénarios distincts ont été examinés. Les cinq scénarios présumaient que le gouvernement avait adopté une politique ayant entraîné une hausse de 5 % des dépenses gouvernementales totales au titre de l'enseignement postsecondaire. La même hausse a été appliquée aux cinq scénarios pour rendre les politiques comparables<sup>50</sup>.

- Le premier scénario prévoyait une hausse du montant maximal de prêt possible, le portant de 14 000 \$ à 17 405 \$. Selon le modèle, la part de la population générale que les diplômés d'études postsecondaires représentent augmenterait de quelques points de pourcentage. De plus, le produit intérieur brut (PIB) augmenterait légèrement, tandis que la mesure de l'inégalité (la répartition du revenu) diminuerait. L'hypothèse d'équilibre du budget du gouvernement retenue par le modèle constitue l'un des facteurs contribuant à la taille limitée de ces effets. Plus précisément, une hausse des dépenses gouvernementales au titre de l'enseignement postsecondaire se traduit par une augmentation des impôts, ce qui réduit les gains à tirer des investissements dans l'enseignement postsecondaire.

<sup>49</sup> Pour en savoir davantage sur les modèles de simulation, consultez Secrétariat du Conseil du Trésor, *Méthodes d'évaluation des programmes : Mesure et attribution des résultats des programmes*, troisième édition, pages 102 et 103.

<sup>50</sup> Pour en savoir davantage, consultez Caponi (2007), « *The General Equilibrium Long-Term Effects of the Canadian Education Policies* », RHDCC.

- Le deuxième scénario a évalué l'impact de la réduction des frais de scolarité, les faisant passer de 8 220 \$ à 7 606 \$ (même coût total qu'au premier scénario). Le modèle fait état d'impacts plus limités, d'une plus petite augmentation de la part de la population générale que les diplômés d'études postsecondaires représentent ainsi que d'une plus faible hausse du PIB et d'une moins grande réduction de l'inégalité. Lorsque l'on compare ces résultats à ceux du premier scénario, on constate qu'une augmentation des plafonds des prêts constituerait un meilleur choix stratégique que la réduction des frais de scolarité en ce qui concerne les effets agrégés sur la part des diplômés d'études postsecondaires, et qu'elle augmenterait la productivité et réduirait l'inégalité.
- Deux autres scénarios reposaient sur différentes politiques relatives à l'octroi d'escomptes sur le montant du prêt à payer : (i) un escompte qui est accordé uniformément à tous les étudiants et (ii) un escompte qui est accordé en fonction des résultats scolaires de l'étudiant, les étudiants ayant obtenu les notes les plus élevées recevant un escompte plus élevé. Le rendement des deux programmes d'escomptes a été meilleur que celui des autres scénarios en ce qui concerne les effets agrégés sur les diplômés d'études postsecondaires et en ce qui a trait à l'augmentation de la productivité et de la réduction de l'inégalité.
- Le dernier scénario, une politique d'octroi de bourses axée exclusivement sur les capacités, a donné les effets les plus limités sur les variables agrégées étant donné que les subventions n'étaient pas versées aux étudiants ayant des besoins financiers, mais plutôt à ceux ayant un bon rendement scolaire.

Par conséquent, selon les résultats de l'étude sur les modèles d'équilibre général, le PCPE emploie l'approche appropriée en ce qui a trait aux effets généraux lorsqu'il augmente les plafonds des prêts et qu'il élabore des politiques visant à aider les emprunteurs à la fin des études postsecondaires. De plus, ces deux politiques semblent avoir un meilleur rapport coût-efficacité les scénarios ayant été élaborés sur la base d'un même coût global pour le gouvernement.

## 5.2 Interaction entre les programmes

Un des secteurs d'intérêt en matière d'évaluation des programmes est la mesure dans laquelle le Programme évalué interagit avec d'autres programmes gouvernementaux. Nombre de programmes poursuivent des buts semblables à ceux du PCPE, comme le Régime enregistré d'épargne-études (REEE), la Subvention canadienne pour l'épargne-études, le Bon d'études canadien, la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (qui a pris fin en 2010), les crédits d'impôt liés aux études (frais de scolarité, montant pour études, montant pour les manuels), et la déduction d'impôt pour intérêts sur les prêts aux étudiants. La présente section se penche sur les interactions entre le PCPE et certains de ces programmes<sup>51</sup>.

La Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (FCBEM) visait à augmenter l'accès aux études postsecondaires ainsi qu'à réduire l'endettement des étudiants. Des bourses du millénaire ont été remises à des étudiants ayant de grands besoins, en fonction

<sup>51</sup> L'analyse de l'incidence des crédits d'impôt aux étudiants dépasse de la portée de la présente évaluation.

de l'évaluation des besoins menée par la province et par le PCPE. Dans la plupart des cas, la bourse du millénaire n'a servi qu'à réduire l'endettement de l'étudiant. Ainsi, l'étudiant ayant obtenu des prêts étudiants de 10 000 \$ et une bourse du millénaire de 3 000 \$ aurait 7 000 \$ à rembourser au titre de ses prêts étudiants. Donc, même si la bourse du millénaire a manifestement contribué à réduire l'endettement, il n'est pas certain qu'elle ait eu un quelconque effet sur l'accès aux études postsecondaires puisqu'elle n'accordait pas plus d'aide financière à l'étudiant au moment de s'inscrire à un établissement d'enseignement postsecondaire. Cela pourrait expliquer les résultats de deux études menées pour le compte de la Fondation selon lesquels les bourses du millénaire n'ont probablement pas eu d'impact sur la participation aux études postsecondaires<sup>52</sup>.

Le REEE est un compte d'épargne-études à l'abri de l'impôt pour les études postsecondaires. Bien que les cotisations ne soient pas déductibles d'impôt (comme c'est le cas de celles à un régime enregistré d'épargne-retraite), l'intérêt couru n'est pas assujéti à l'impôt. Lorsque l'étudiant (le bénéficiaire) est inscrit à temps plein ou à temps partiel à un établissement d'enseignement postsecondaire admissible, il peut retirer des sommes du REEE à certaines conditions. De plus, le gouvernement a annoncé dans le budget de 1998 la création de la Subvention canadienne pour l'épargne-études (la contribution gouvernementale équivalant à 20 % des cotisations annuelles d'un particulier à un REEE) pour inciter les parents (ou les membres de la famille) à épargner en vue des études postsecondaires des enfants. Dans son budget de 2004, le gouvernement a étendu la Subvention canadienne pour l'épargne-études aux familles à faible revenu (augmentant du coup la contribution gouvernementale) et instauré le Bon d'études canadien (un paiement forfaitaire au titre de la contribution du gouvernement au REEE). Les deux contributions gouvernementales sont déposées directement dans les REEE pour encourager les familles à faible revenu à épargner en vue des études postsecondaires de leurs enfants.

Les sommes que l'étudiant retire d'un REEE (sous forme de paiement d'aide aux études) sont assujétiées à l'impôt et sont considérées comme un revenu pendant les études dans la demande de prêt étudiant. Par conséquent, l'interaction principale avec le PCPE survient au stade de l'évaluation des besoins, lorsque l'argent épargné et accumulé dans un REEE est réputé faire partie de la contribution au revenu et, partant, réduit le montant du prêt consenti à l'étudiant de 80 % du revenu net pendant la période d'études. Il en résulte que la plupart des cotisations des parents aux REEE et des contributions gouvernementales par le truchement de la Subvention canadienne pour l'épargne-études et du Bon d'études canadien se traduisent par une réduction du montant du prêt aux étudiants. Il convient cependant de signaler que ces contributions réduisent également le montant cumulatif de prêts que les étudiants de niveau postsecondaire sont tenus de rembourser.

### 5.3 Remboursement et dette

La période de remboursement des prêts aux étudiants est une période critique pour les étudiants. Bien que certains étudiants empruntent de sources non gouvernementales (voir la section 3.4.2), la présente section ne porte que sur le remboursement des prêts

---

<sup>52</sup> Pour en savoir davantage, consultez Lavalle et Backus (2007) et Neill (2008).

canadiens aux étudiants. En moyenne, la dette d'études de source gouvernementale (tant provinciale que fédérale) des diplômés compte pour 60 % de leur dette d'études totale, comme en fait foi le rapport du Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires<sup>53</sup>.

Les étudiants à temps plein de niveau postsecondaire ayant obtenu des PCE doivent commencer à rembourser leurs prêts six mois après avoir terminé leurs études. Habituellement, le remboursement s'effectue sous forme de mensualités étalées sur dix ans (ce qui comprend un délai de grâce de six mois), mais les emprunteurs optent souvent pour rembourser plus rapidement, surtout lorsque le montant est peu élevé. Dans certains cas, la période de remboursement du prêt peut s'étaler sur au plus 15 ans.

Les comparaisons internationales ont montré que le mode et le moment du remboursement des prêts aux étudiants varient selon les pays. Il semble toutefois exister deux types de régimes, soit un régime de remboursement sur une période déterminée et un régime de remboursement en fonction du revenu. La plupart des pays (y compris le Canada) recourent au régime sur une période déterminée, qui se compare à la méthode appliquée pour les prêts hypothécaires. Quelques autres pays, dont la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Royaume-Uni, appliquent une méthode fondée sur le revenu. Dans ces pays, des paiements doivent être effectués à partir du moment où le revenu de l'emprunteur atteint un certain seuil.

### **5.3.1 Endettement**

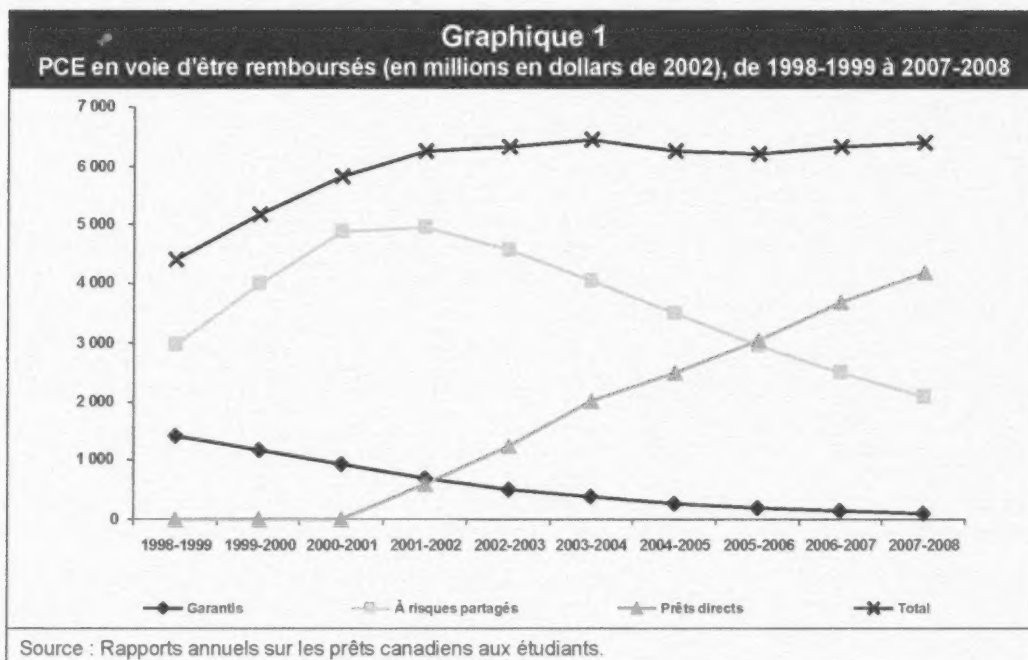
Le montant total des prêts en voie d'être remboursés en 2007-2008 avoisinait les 7 milliards de dollars, en hausse par rapport aux 5,5 milliards en 2000-2001 (l'année de mise en œuvre du régime de prêts directs)<sup>54</sup>. Pour donner une idée plus exacte de l'évolution du niveau global d'endettement au fil des ans, le graphique 1 présente le montant des prêts en voie d'être remboursés en dollars constants (2002 = 100).

---

<sup>53</sup> Pour en savoir davantage, consultez le rapport du Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires (2009), sondage auprès des diplômés, juin 2009.

<sup>54</sup> Il faut remarquer que ce montant ne comprend pas les prêts des emprunteurs qui n'ont pas terminé leurs études. Ainsi, le chiffre est nettement différent des 12 milliards de dollars mentionnés à la section 4.1.





Comme il fallait s'y attendre, le graphique 1 montre clairement que la proportion de prêts directs augmente chaque année, alors que celle des prêts des régimes antérieurs diminue. Depuis 1998-1999, le montant total de prêts en voie d'être remboursés a progressé de 45 %. Le graphique montre toutefois que, depuis l'instauration du régime de prêts directs en 2000-2001, le montant des PCE en cours de remboursement est demeuré presque stable (affichant une hausse de 10 % depuis 2000-2001). Il faut signaler que le graphique 1 ne prend que partiellement en compte l'augmentation du montant maximal de prêt en 2005-2006 puisque de nombreux étudiants touchés par cette hausse n'avaient pas encore terminé leurs études en 2007-2008.

On s'attend à ce que le montant total des prêts en cours de remboursement continue d'augmenter au cours des prochaines années, surtout en raison des prêts plus élevés qui ont été consentis aux étudiants depuis l'augmentation du plafond maximal de prêt.

Comme il fallait s'y attendre, la dette moyenne par emprunteur (en termes nominaux) ayant commencé à rembourser s'est également accrue considérablement au cours de la période. La dette moyenne au moment de la consolidation s'établissait à 9 348 \$ en 1998-1999, par rapport à 10 263 \$ en 2002-2003 et à 12 881 \$ en 2007-2008. En 2007-2008, plus de 20 % des emprunteurs ayant commencé à rembourser leurs prêts devaient plus de 20 000 \$ au PCPE; de ce nombre, 6 % devaient plus de 30 000 \$.

Les chiffres de la dette moyenne ont été exprimés en dollars constants (tous les chiffres du tableau ayant été indexés aux prix de 2002) de manière à mesurer la croissance réelle au cours de la période (tableau 7). La dette moyenne en dollars constants s'établissait à 10 121 \$ en 2000-2001 et, en 2007-2008, elle était passée à 11 552 \$, comme le montre le tableau 7, ce qui représente une hausse de 14,1 % depuis l'instauration des prêts directs.

**Tableau 7**  
**Dettes moyennes auprès du PCPE au moment de la consolidation**  
**(en dollars de 2002) – de 2000-2001 à 2007-2008**

Année du prêt	Canada	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon
2000-2001	10 121	11 806	10 307	11 317	10 797	10 682	7 867	9 753	8 939	8 881	6 379
2001-2002	9 754	10 726	9 584	11 234	10 060	10 353	8 002	9 771	9 014	8 952	7 798
2002-2003	10 265	11 367	11 177	11 768	10 419	10 537	8 530	10 428	9 713	9 623	9 176
2003-2004	10 339	11 504	11 516	12 048	10 746	10 354	8 653	10 937	9 932	9 942	10 610
2004-2005	10 555	11 818	12 440	12 713	11 088	10 297	9 317	11 110	10 130	10 513	10 713
2005-2006	10 582	11 816	12 416	12 806	11 541	10 181	8 952	11 234	10 087	10 902	10 563
2006-2007	11 212	12 015	13 445	13 504	11 922	10 647	9 453	12 100	11 034	11 879	12 101
2007-2008	11 552	11 651	13 932	13 794	11 929	11 055	9 879	12 613	11 502	12 354	11 787
% de variation	14,1 %	-1,3 %	35,2 %	21,9 %	10,5 %	3,5 %	25,6 %	29,3 %	28,7 %	39,1 %	84,8 %

Sources : Rapports annuels sur les prêts canadiens aux étudiants et Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Lorsque l'on se penche sur les différents facteurs susceptibles d'expliquer l'augmentation du niveau moyen de dettes d'études, il semble que la province de résidence compte parmi les facteurs importants. Comme le montre le tableau 7, la croissance de la dette de l'emprunteur varie considérablement d'une province à l'autre (passant de -1,3 % à Terre-Neuve à plus de 39 % en Colombie-Britannique), ce qui s'explique probablement par la politique en matière de frais de scolarité de chaque province.

D'autres facteurs comme le sexe, le type d'établissement et l'âge semblent également avoir influé sur le niveau moyen d'endettement. À titre d'exemple, en 2007-2008, l'endettement moyen des emprunteuses dépassait de plus de 900 \$ celui des emprunteurs (il convient également de signaler que le taux de remboursement des femmes est supérieur)<sup>55</sup>. Au fil des ans, l'écart se creuse légèrement – sans doute en raison du plus grand nombre de femmes inscrites à l'université. De fait, le niveau d'endettement des emprunteurs inscrits à l'université tend à être supérieur (60 % de plus) à celui des emprunteurs inscrits à un collège ou à un collège privé, sans doute parce que les programmes universitaires durent plus longtemps et que les frais de scolarité y sont plus élevés. Une corrélation positive semble exister entre l'âge des emprunteurs et le niveau moyen de dettes d'études, bien que la tendance générale de l'âge n'ait pas changé depuis 2000-2001.

Les niveaux moyens de dette indiqués au tableau 7 tiennent compte du montant que les emprunteurs doivent lorsqu'ils commencent le remboursement, ce qui comprend les éventuels intérêts qui ont couru au cours des six mois entre la fin des études et la consolidation des prêts. Selon l'étude exécutée par le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation, 27 % des diplômés d'études postsecondaires de 2005 n'avaient pas terminé de rembourser leurs prêts étudiants de source gouvernementale deux ans après avoir obtenu leurs diplômes. À titre comparatif, 33 % des diplômés étaient dans la même situation en 2000.

<sup>55</sup> Pour en savoir davantage, consultez TNS (2010).

### 5.3.2 Délai de grâce

Au Canada, l'intérêt commence à courir sur un prêt étudiant dès que l'emprunteur a terminé ses études, mais aucun paiement n'est exigé avant la fin d'un délai de grâce de six mois. Dans le cas des prêts consentis avant août 1993, l'intérêt ne court pas pendant le délai de grâce<sup>56</sup>.

Presque tous les pays accordent un délai de grâce et, dans la plupart de ceux qui en accorde un, l'intérêt court pendant au moins une partie de cette période.

- La durée du délai de grâce varie d'un pays à l'autre, soit de six mois (Canada et États-Unis) à cinq ans (Allemagne). Comme il a été indiqué précédemment, d'autres pays (Australie, Nouvelle-Zélande, Angleterre et Suède) n'exigent le remboursement que lorsque le revenu de l'emprunteur atteint un certain seuil.
- Seulement deux des pays accordant un délai de grâce (les États-Unis et l'Allemagne) n'appliquent pas d'intérêt pendant cette période. La Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Norvège et le Danemark appliquent des intérêts pendant presque toute la durée du délai de grâce, mais pas forcément au cours du premier mois suivant la fin des études.

La grande majorité des informateurs clés provinciaux et fédéraux estiment que le délai de grâce de six mois est suffisant, et nombre d'entre eux sont d'avis que les étudiants devraient commencer à rembourser dans les plus brefs délais afin de renforcer les saines habitudes financières. Plusieurs informateurs provinciaux et fédéraux jugent le délai de six mois trop long, surtout parce que l'intérêt court pendant cette période. L'avis des autres groupes d'informateurs clés sur cette question se répartit de manière à peu près égale.

Quoi qu'ils pensent de la durée du délai de grâce, la plupart des informateurs clés estiment que l'intérêt ne devrait pas courir pendant cette période. En outre, la grande majorité d'entre eux sont d'avis que le vocable « délai de grâce » est source de confusion chez les emprunteurs parce que nombre d'entre eux ont l'impression qu'un délai de grâce désigne une période exempte d'intérêt. Bon nombre d'étudiants ayant pris part aux groupes de discussion ont confirmé ce point de vue. Ils ont indiqué qu'ils ne savaient pas que l'intérêt courait pendant le délai de grâce et qu'ils en avaient pris connaissance seulement lorsqu'ils avaient commencé à rembourser leur dette. De fait, certains ne l'ont appris que dans le cadre des discussions avec leurs groupes de discussion. De même, l'enquête sur le PCPE de 2007 a montré que seulement 35 % des emprunteurs savaient que l'intérêt courait pendant le délai de grâce. Une autre étude menée à l'égard de données extraites de l'Enquête auprès des étudiantes et étudiants du Canada a révélé que seulement 23 % des diplômés savaient que l'intérêt commençait à courir pendant le délai de grâce. Même la majorité de ceux qui connaissait l'existence du délai de grâce pensait que l'intérêt commençait à courir seulement après six mois<sup>57</sup>.

---

<sup>56</sup> Pour en savoir davantage, consultez le rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants, juillet 2001.

<sup>57</sup> Pour en savoir davantage, consultez Kramer, Rogers et Usher (2010).



## 5.4 Recours à l'allègement des intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement

La plupart des étudiants réussissent sans trop de difficulté à rembourser leurs dettes d'études. Toutefois, dans l'étude qu'ils ont menée, Bayard et Greenlee (2009) ont signalé que plus de 25 % des diplômés collégiaux et universitaires ayant une dette auprès du gouvernement à l'obtention du diplôme avaient éprouvé de la difficulté à rembourser leurs prêts. Le gouvernement offre à ceux qui ont de la difficulté à s'acquitter de leurs obligations une aide dans le cadre des programmes d'aide au remboursement des prêts (voir la section 2.2.3).

L'étude sur la raison d'être (RHDCC 2007) menée dans le cadre de la présente évaluation montre que les programmes d'aide au remboursement peuvent faire augmenter le taux de participation aux études postsecondaires, étant donné que la crainte de l'endettement et la crainte d'être incapable de rembourser une dette d'études peuvent empêcher le recours aux prêts étudiants et l'inscription à un établissement d'enseignement postsecondaire. Ce point de vue est corroboré par l'enquête menée auprès de ceux ayant refusé des prêts étudiants, dans le cadre de laquelle 8,7 % des répondants ont invoqué « la crainte de l'endettement et le désir de ne pas contracter de dettes » comme une des raisons principales expliquant le refus du prêt offert. Cela laisse supposer que la proportion de ceux qui refusent le prêt aurait été plus grande en l'absence des programmes d'aide au remboursement. En outre, les comparaisons internationales montrent que les programmes de prêts aux étudiants des autres pays s'accompagnent habituellement de mesures d'aide au remboursement des prêts. À titre d'exemple, plusieurs pays offrent des régimes de remboursement en fonction du revenu. La plupart des pays à l'étude fournissent de l'aide au chapitre des intérêts, une réduction partielle de la dette (p. ex., en raison de l'emploi, de la présence d'enfants et de difficultés financières) ou la radiation de la dette.

Au Canada, l'exemption d'intérêts et la réduction de la dette en cours de remboursement représentent les deux principaux programmes venant en aide aux emprunteurs ayant des difficultés à rembourser leurs prêts étudiants (avant l'instauration du Programme d'aide au remboursement en 2009). Comme il est mentionné à la section 2.2.3, l'exemption d'intérêts existait avant 1998, mais cette année-là, elle a été bonifiée, et on a instauré des mesures de réduction de la dette en cours de remboursement. Ces dispositions ont été prorogées par suite des modifications annoncées dans les budgets de 2003 et de 2004. Ainsi, dans le budget de 2004, le gouvernement a relevé le seuil du revenu pour l'admissibilité à l'exemption d'intérêts et augmenté le montant de la réduction de la dette en cours de remboursement.

Dans la présente section, nous verrons si les mesures d'exemption d'intérêts et de réduction de la dette en cours de remboursement ont effectivement encouragé les étudiants à réaliser des études postsecondaires en aidant les emprunteurs à faible revenu à la fin de leurs études et en réduisant le taux de défaut de remboursement des prêts. Nous traiterons plus précisément des sujets suivants :

- le profil des utilisateurs de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement;



- les données témoignant des effets des programmes d'aide au remboursement.

#### **5.4.1 Profil des utilisateurs de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement**

La disposition relative à l'exemption d'intérêts est le premier mécanisme auquel les emprunteurs admissibles peuvent recourir lorsqu'ils sont aux prises avec des difficultés financières temporaires. De 2001-2002 à 2007-2008, le nombre d'utilisateurs de l'exemption d'intérêts a reculé, passant d'environ 140 000 à près de 116 000. La dette des utilisateurs de l'exemption d'intérêts était en général supérieure (de 25 % à 30 %) à la dette d'études moyenne au moment de la consolidation. L'étude du Brondesbury Group a corroboré cette conclusion.

Le tableau 8 montre qu'une plus forte proportion de femmes que d'hommes utilise l'exemption d'intérêts, les femmes comptant pour près des deux tiers des utilisateurs en 2007-2008. Depuis l'instauration des prêts directs, cette proportion n'a cessé d'augmenter. Il se peut que ces résultats s'expliquent par le fait que la dette moyenne des femmes est légèrement supérieure à la dette moyenne des hommes (section 5.3.1). En outre, le plus grand recours à l'exemption d'intérêts par les femmes peut également expliquer le taux de défaut de remboursement plus faible de ces dernières.

Le tableau 8 montre également que le type d'établissement où étaient inscrits les utilisateurs de l'exemption d'intérêts a changé au cours de la période. En 2001-2002, 38,8 % de ces utilisateurs étaient inscrits à des collèges contre 34,1 % à des universités et 27,1 % à des établissements privés. En 2007-2008, toutefois, 46,3 % de ces utilisateurs étaient inscrits à des universités contre 37,7 % à des collèges et 16,1 % à des établissements privés. Ces nouveaux pourcentages semblent s'expliquer en partie par l'évolution de la répartition des participants au PCPE. La variation par province semble également liée à la participation au PCPE dans chaque province et pourrait aussi être liée à la dette cumulative moyenne (en raison des frais de scolarité différents dans les provinces).

L'étude du Brondesbury Group sur l'aide au remboursement des prêts du PCPE montre que la proportion des emprunteurs demandant l'exemption d'intérêts augmente avec l'âge, bien qu'elle soit essentiellement identique pour le groupe des 27 à 30 ans et pour le groupe des 31 ans et plus. Les groupes plus jeunes comptaient toujours une plus petite proportion d'utilisateurs de l'exemption d'intérêts, bien que l'écart entre les différentes proportions parmi les groupes d'âge se soit rétréci depuis 2001.

**Tableau 8**  
**Profil sociodémographique des participants au PCPE et des utilisateurs**  
**de l'exemption d'intérêts, de 2001-2002 à 2007-2008**

	2001-2002		2007-2008		% de variation	
	PCPE	EI	PCPE	EI	PCPE	EI
<b>Total</b>	343 588	140 461	352 888	116 530	2,7 %	-17,0 %
<b>Sexe</b>						
- Femme	57,4 %	63,3 %	59,9 %	66,1 %	7,0 %	-12,8 %
- Homme	42,6 %	36,7 %	40,1 %	33,9 %	-3,6 %	-23,1 %
<b>Type d'établissement</b>						
- Universités	51,4 %	34,1 %	59,3 %	46,3 %	18,5 %	14,0 %
- Collèges	35,3 %	38,8 %	31,0 %	37,7 %	-10,0 %	-18,4 %
- Privés	13,3 %	27,1 %	9,7 %	16,1 %	-25,1 %	-50,2 %
<b>Province</b>						
- T.-N.-L.	4,6 %	6,4 %	2,4 %	4,8 %	-46,3 %	-36,2 %
- Î.-P.-É.	0,9 %	0,8 %	0,9 %	1,1 %	8,2 %	13,1 %
- N.-É.	4,9 %	8,1 %	4,3 %	6,0 %	-9,4 %	-37,9 %
- N.-B.	4,6 %	6,4 %	4,4 %	6,2 %	-1,7 %	-17,3 %
- Ont.	46,1 %	44,7 %	58,9 %	55,1 %	31,2 %	4,0 %
- Man.	3,2 %	3,1 %	2,3 %	2,1 %	-24,4 %	-42,0 %
- Sask.	4,8 %	4,6 %	3,1 %	3,2 %	-32,8 %	-41,8 %
- Alb.	12,6 %	8,6 %	9,4 %	6,8 %	-23,4 %	-33,3 %
- C.-B.	18,3 %	17,2 %	14,2 %	14,7 %	-20,6 %	-27,8 %
- Yn	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	-20,7 %	-38,2 %

Source : Rapports annuels sur les prêts canadiens aux étudiants.

Remarque : En 2001-2002 et 2007-2008, l'abréviation « PCPE » renvoie au nombre de prêts consentis au cours de l'exercice, tandis que l'abréviation « EI » renvoie au nombre de bénéficiaires de l'exemption d'intérêts au cours de l'exercice.

Depuis 2004-2005, une part croissante d'emprunteurs à faible revenu utilisent chaque année l'exemption d'intérêts<sup>58</sup>. À ce stade, on ne peut expliquer clairement le motif de cette variation de la répartition. Une analyse statistique approfondie pourrait jeter plus de lumière sur ce point.

Il ressort d'une étude menée par Situ (2006) pour le compte de Statistique Canada qu'environ 35 % des emprunteurs en voie de rembourser leurs dettes en 2000 étaient réputés admissibles à l'exemption d'intérêts, mais que moins de 45 % d'entre eux ont tiré parti du Programme, d'où un taux d'utilisation de 16 % de l'exemption d'intérêts. En outre, le recours à l'exemption d'intérêts a été plus fort chez les emprunteurs qui en étaient à leur première année de remboursement, chez ceux qui étaient plus âgés, chez ceux qui venaient de la région de l'Atlantique et chez ceux qui avaient fait des études universitaires. De même, on a constaté un faible taux de recours chez des groupes aux prises avec de grandes difficultés financières, comme les emprunteurs bénéficiaires de l'aide sociale ou

<sup>58</sup> Voir les rapports annuels du PCPE.

ayant de grandes familles. L'analyse multivariée exécutée dans le cadre de l'étude du Brondesbury Group a confirmé que la probabilité de demander l'exemption d'intérêts augmentait en fonction du nombre d'années pendant lesquelles l'étudiant avait obtenu des prêts. L'étude a également corroboré la conclusion voulant que les étudiants présentant un plus fort risque de défaut de remboursement (à savoir, les chômeurs, les personnes handicapées ou ceux ayant besoin de services de garde d'enfants) avaient davantage tendance à recourir à l'exemption d'intérêts.

Les emprunteurs ayant épuisé leur droit à l'exemption d'intérêts et qui demeurent aux prises avec des difficultés financières exceptionnelles pour le remboursement de leurs prêts sont admissibles à la réduction de la dette en cours de remboursement. Depuis la mise en œuvre de cette réduction, le nombre de bénéficiaires est passé de 44 en 1998-1999 à 5 029 en 2004-2005, mais il a reculé à 2 808 en 2007-2008. La hausse marquée constatée au milieu de la décennie est attribuable à la grande vague d'emprunteurs ayant des prêts garantis ou à risques partagés qui avaient épuisé leur droit à l'exemption d'intérêts et étaient devenus admissibles à la réduction de la dette en cours de remboursement.

Le profil des utilisateurs de la réduction de la dette en cours de remboursement est très semblable à celui des utilisateurs de l'exemption d'intérêts. Le recours à cette réduction tend à augmenter avec l'âge, et il est plus élevé chez les femmes, chez ceux qui n'ont aucun revenu d'emploi et chez ceux dont la dette est considérable.

#### **5.4.2 Données témoignant des effets des programmes d'aide au remboursement**

L'analyse qui suit présente quelques données préliminaires témoignant des effets de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement sur le défaut de remboursement des prêts étudiants et sur les économies pour le gouvernement. Elle fait également valoir l'importance potentielle des séances de consultation préalables à la consolidation.

#### **Effets de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement**

Dans le cadre d'une étude exécutée aux fins de la présente évaluation, un modèle a été établi pour trois grandes séries de changements des programmes d'exemption d'intérêts et de réduction de la dette en cours de remboursement (soit celles instaurées en 1997, en 1998 et en 2003; voir la section 2.2.3) afin d'en mesurer les effets sur le coût du défaut de remboursement<sup>59</sup>. Il est ressorti de l'étude que les trois séries de changements du Programme avaient entraîné une réduction considérable – de 16 à 19 points de pourcentage – du taux de défaut de remboursement du PCPE. Ensemble, ces trois séries de changements ont réduit de 14 millions de dollars le coût du défaut de remboursement, le faisant passer à 39 millions de dollars (selon les conclusions de trois modèles statistiques distincts ayant contrôlé les effets du cycle économique). De plus, en réduisant le coût et le taux de défaut

---

<sup>59</sup> TNS Canadian Facts (2009), Analysis of the of the CSLP Default Rate: Program Level Data.

de remboursement, ces programmes ont sans doute réduit les frais de recouvrement pour le gouvernement.

Les résultats positifs de l'analyse ont été corroborés par les groupes de discussion et les informateurs clés. En général, les étudiants ayant participé aux groupes de discussion et les informateurs clés estiment que les mesures de gestion de la dette représentent des éléments importants du PCPE. Par exemple, les participants aux groupes de discussion qui avaient obtenu une exemption d'intérêts ont fait savoir que le Programme avait réussi à les empêcher de négliger leurs obligations de remboursement. De même, les informateurs clés étaient presque unanimes pour dire que les principaux avantages des mesures de gestion de la dette étaient le plus faible taux de défaut de remboursement et une plus grande proportion d'étudiants en mesure de rembourser intégralement leurs dettes. Certains informateurs clés ont prétendu que les mesures de gestion de la dette aidaient également les emprunteurs à ne pas avoir de mauvaises cotes de crédit. La plupart des informateurs clés étaient également d'avis que le gouvernement pourrait augmenter le taux d'utilisation s'il améliorait les communications et faisait mieux connaître le Programme.

L'analyse présentée dans le rapport annuel du PCPE de 2001 montre que les bénéficiaires de l'exemption d'intérêts affichaient un taux de défaut de remboursement de 22 %, ce qui est comparable à celui des emprunteurs en cours de remboursement. D'aucuns pourraient prétendre que, compte tenu du fait que les bénéficiaires de l'exemption d'intérêts ont davantage tendance à être aux prises avec des difficultés financières, un taux de défaut semblable au taux de défaut global prouve bien que la disposition relative à l'exemption d'intérêts aide bel et bien les emprunteurs à faible revenu qui ont fini leurs études.

Une mise en garde s'impose : selon une autre étude interne, les changements de la politique relative au PCPE instaurés en 2003 et en 2004 n'ont eu qu'une faible incidence sur le défaut de remboursement et ont réduit de seulement 0,5 % la probabilité de défaut<sup>60</sup>. De même, selon l'étude du Brondesbury Group, « *certaines indices montrent que le programme d'exemption d'intérêts a influé sur le défaut de remboursement, mais ce rapport est influencé par les conditions économiques. Tellement peu d'emprunteurs ont eu recours à la réduction de la dette qu'il est impossible d'évaluer l'incidence de cette mesure.* » Par conséquent, bien que les travaux exécutés dans le cadre de la présente évaluation aient fourni des conclusions préliminaires concernant les effets de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement sur le défaut de remboursement des dettes d'études et sur les économies pour le gouvernement, plus d'études techniques devront être menées pour obtenir d'autres indicateurs des effets de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement.

Le bilan documentaire américain sur le défaut de remboursement des dettes d'études a fourni d'autres données qui attestent que les programmes d'aide ont des effets positifs sur le remboursement des prêts et réduisent souvent le taux de défaut de remboursement des dettes d'études. Dans une étude, Woo (2002) montre que ceux qui ont recouru à un report ou à une abstention de paiement avaient moins de chance d'être en défaut de remboursement, peut-être parce que les emprunteurs qui étaient assez organisés pour demander des reports

---

<sup>60</sup> Pour en savoir davantage, consultez RHIDCC (2010), *Evaluation of the Impact of CSLP Policy Reforms on Student Loan Default*.



étaient également mieux en mesure de s'occuper du remboursement en général. Le recours au report pourrait constituer un moyen efficace à court terme permettant aux emprunteurs de reporter une situation de défaut de paiement. Or, on ne sait pas avec certitude si un tel programme a une incidence à long terme. Choy (2006) signale que la plupart des emprunteurs ayant demandé un report ou une période d'abstention étaient en mesure de se remettre financièrement et n'ont pas par la suite été en défaut de remboursement. En revanche, Meyer (1998) a montré que, sur une période de 6,5 ans, les emprunteurs ayant reporté le remboursement de leurs prêts avaient été en défaut de remboursement presque aussi souvent que ceux qui ne l'avaient pas reportés.

### ***Initiatives préalables à la consolidation***

Un autre volet de l'expérience américaine en matière de programmes d'aide au remboursement a trait à l'effet de la prestation de conseils financiers aux étudiants contractant des prêts. Seifert (2004) a fourni des données fiables sur les effets positifs qu'un programme d'intervention précoce peut avoir sur le comportement des étudiants emprunteurs en ce qui concerne le défaut de remboursement<sup>61</sup>. Dans son étude, il indique que le taux moyen de défaut de remboursement des personnes ayant été l'objet de l'intervention était nettement inférieur au taux moyen de la population de l'échantillon. Un effet important se faisait sentir sur le taux de défaut de remboursement, et ce, même deux années après l'intervention. Selon Steiner (2003 et 2005), la probabilité de défaut de remboursement des emprunteurs n'ayant pas bénéficié d'une séance de consultation de départ en personne était de 8 points de pourcentage supérieure à celle des emprunteurs qui en avaient eu une.

Le rapport annuel du PCPE de 2003-2004 annonçait le lancement d'un programme pilote, appelé le Programme de counseling préconsolidation (PCP), pour venir en aide aux emprunteurs à risque moyen et élevé des établissements publics. Des représentants du Centre de service national de prêts aux étudiants sont entrés en communication avec les emprunteurs avant l'échéance de leur premier paiement pour leur donner une séance de counseling téléphonique. Selon le rapport annuel du PCPE de 2004-2005, le PCP a réussi à réduire le taux de défaut de remboursement.

Pour sa part, le rapport annuel du PCPE de 2005-2006 signalait que le Ministère avait mis au point un modèle économétrique permettant de prévoir quels emprunteurs étaient susceptibles de ne pas effectuer leur premier paiement après le début de la période de remboursement. Les fournisseurs de services du Ministère téléphonaient à ces emprunteurs pour les informer de leurs obligations en matière de remboursement, de leurs options à cet égard ainsi que des autres programmes d'aide. Selon ce rapport, le taux de défaut de remboursement du premier paiement ne cesse de s'améliorer par suite de cette initiative. Or, une évaluation complète de cette initiative s'impose pour en déterminer l'efficacité.

En outre, une séance d'information de départ (qui dure de 15 à 20 minutes, mais qui n'est pas obligatoire) est offerte aux étudiants sur le site Web du Centre de service national de prêts aux étudiants. Certains informateurs clés proposent de nommer un spécialiste de la

---

<sup>61</sup> Le programme d'intervention consistait en une « unité-conseil » fournissant des renseignements sur les options de remboursement.

gestion de la dette qui conseillerait les étudiants sur leurs options avant de manquer à leurs obligations de remboursement. Pour leur part, les membres des groupes de discussion recommandent au gouvernement d'adopter une attitude plus proactive (à l'instar des institutions financières) en matière de détermination des obligations des emprunteurs et de présentation du processus de remboursement.

Dans l'ensemble, l'expérience américaine et l'expérience canadienne préliminaire sur les initiatives préalables à la consolidation semblent indiquer que le Ministère devrait examiner plus à fond les séances de consultation avant la consolidation pour faire comprendre aux emprunteurs les diverses mesures de gestion de la dette et contribuer à réduire les taux de défaut de remboursement.

## 5.5 Défaut de remboursement

Même si la majorité des bénéficiaires de prêts aux étudiants sont en mesure de rembourser leurs prêts avec ou sans l'aide du gouvernement, environ 16 % des emprunteurs ont manqué à leurs obligations à cet égard en 2007-2008<sup>62</sup>.

Le taux de défaut de remboursement est passé de 28,7 % pour la cohorte de 2002-2003 à 16 % pour les deux dernières cohortes en 2006-2007 et en 2007-2008 (voir le tableau 9). On constate une pointe de ce taux en 2001-2002 (qui s'établissait à 37,7 %) dans la foulée du passage au régime de prêts directs. En 2007-2008, l'Île-du-Prince-Édouard a affiché le taux de défaut de remboursement le plus élevé (28 %), suivi de la Nouvelle-Écosse (20 %), tandis que l'Alberta (11 %) et le Manitoba (13 %) ont affiché le taux le moins élevé.

**Tableau 9**  
Taux (en %) de défaut de remboursement sur une période de trois ans,  
par année et par province, de 2000-2001 à 2007-2008

Année du prêt	Canada	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
2000-2001	23,1	21,1	31,5	24,6	23,7	23,2	21,9	20,5	24,5	25,5
2001-2002	37,7	45,3	35,2	40,4	39,3	35,7	41,1	38,4	34,4	40,3
2002-2003	28,7	22,4	28,3	35,2	25,4	27,6	30,5	32,5	25,6	32,6
2003-2004	28,0	26,0	23,0	32,0	31,0	34,0	28,0	30,0	31,0	25,0
2004-2005	19,0	20,0	18,0	25,0	27,0	17,0	21,0	21,0	17,0	23,0
2005-2006	17,0	18,0	16,0	22,0	21,0	15,0	17,0	19,0	13,0	18,0
2006-2007P	16,0	18,0	14,0	21,0	22,0	15,0	15,0	19,0	12,0	17,0
2007-2008PR	16,0	18,0	28,0	20,0	19,0	16,0	13,0	16,0	11,0	17,0

Source : Rapports annuels sur les prêts canadiens aux étudiants.

Remarque : Les résultats de 2006-2007 sont préliminaires (P), tandis que ceux de 2007-2008 sont des prévisions (PR). Les versions antérieures des rapports annuels présentent les chiffres avec des décimales, tandis que les versions plus récentes présentent des chiffres arrondis.

<sup>62</sup> Le taux de défaut de remboursement de la cohorte sur trois ans est le principal indicateur retenu par RHIDCC : un emprunteur est réputé en défaut si ses paiements sont en souffrance depuis plus de 270 jours. Bien que le défaut de remboursement puisse survenir n'importe quand durant la période de remboursement, on a choisi de s'en tenir à trois ans parce que la plupart des défauts (plus de 75 %) surviennent dans les trois ans suivant la consolidation.

Les États-Unis définissent différemment le taux de défaut de remboursement des prêts aux étudiants, ce qui complique la comparaison des résultats canadiens aux résultats américains. Le taux de défaut de remboursement des cohortes américaines s'établissait à 6,7 % en 2007, mais la définition américaine de ce taux (à savoir que l'emprunteur est en défaut de remboursement lorsqu'il n'a pas fait de paiement depuis 270 jours ou plus dans un délai de deux ans) est plus restreinte que celle du PCPE<sup>63, 64</sup>.

### **5.5.1 Facteurs expliquant le taux de défaut de remboursement**

Dans le cadre d'un bilan documentaire américain exécuté aux fins de la présente évaluation, nous nous sommes penchés sur les facteurs et les indicateurs prévisionnels du défaut de remboursement des prêts aux étudiants. Nous avons examiné toute une série d'aspects, tels que les niveaux de dettes d'études, la réussite scolaire, l'achèvement du programme d'études, le revenu tiré d'un emploi, les caractéristiques de l'étudiant et les caractéristiques de l'établissement. D'après la plupart des études américaines, la réussite scolaire (emprunteurs ayant une moyenne pondérée cumulative élevée) et l'obtention du diplôme (achèvement du programme d'études) représentaient les deux facteurs les plus importants contribuant à faire diminuer le taux de défaut de remboursement. D'autres facteurs, comme le revenu tiré d'un emploi, le taux de chômage, le niveau d'endettement, l'attitude à l'égard des prêts, le sexe, l'âge et le nombre de prêts aux étudiants, avaient une incidence modeste sur le taux de défaut de remboursement. Parallèlement, d'après la plupart des études américaines, les caractéristiques de l'établissement d'enseignement postsecondaire avaient peu ou pas d'effet sur le défaut de remboursement.

Une étude interne à partir de données administratives sur le PCPE a permis de dresser une liste des facteurs déterminants du défaut de remboursement des prêts du PCPE.

- Selon cette étude, les hommes ont, dans une proportion d'environ cinq points de pourcentage, plus tendance que les femmes à manquer à leurs obligations et les emprunteurs mariés ont, dans une proportion d'environ cinq points de pourcentage, moins tendance que les emprunteurs célibataires à manquer à leurs obligations.
- D'autres facteurs, comme le type d'établissement, influent également sur le taux de défaut de remboursement. Les emprunteurs inscrits à des établissements privés avaient plus tendance (43,3 %) que les emprunteurs inscrits à des collèges (28 %) ou à des universités (16 %) à manquer à leurs obligations.
- Certains domaines d'études semblent également influencer sur la probabilité de défaut de remboursement. Ainsi, les emprunteurs faisant des études de médecine avaient moins tendance (7 %) à manquer à leurs obligations que ceux de tout autre domaine d'études, tandis que ceux inscrits à une école de métiers et ceux faisant des études en administration

---

<sup>63</sup> Pour en savoir davantage, consultez RHIDCC (2010), « *U.S. Literature Review: Taux de défaut de remboursement* ».

<sup>64</sup> Le Congrès américain a modifié la loi dite *Higher Education Opportunity Act of 2008* en faisant passer la période du défaut de remboursement des cohortes de deux ans (fin de l'exercice suivant) à trois ans (fin du deuxième exercice suivant). Cette modification devrait faire augmenter considérablement le taux de défaut de remboursement des cohortes (qui pourrait augmenter en moyenne de plus de 70 %).

(39 %) avaient plus tendance à manquer à leurs obligations que ceux de tout autre domaine d'études (29 %).

- Les emprunteurs ayant obtenu une maîtrise (9,3 %) avaient moins tendance à manquer à leurs obligations que ceux de tout autre programme, surtout que ceux ayant obtenu un diplôme ou un certificat (33,5 %).
- Les emprunteurs en défaut de remboursement étaient à peu près du même âge que ceux ayant remboursé leurs dettes (27 ans).
- L'étude a également examiné la corrélation entre le montant du prêt du PCPE et le taux de défaut de remboursement. Elle conclut que le montant du prêt augmente légèrement la probabilité de défaut de remboursement, résultat auquel il fallait s'attendre étant donné qu'une dette plus grande se traduit par un montant plus élevé à rembourser.

D'après une autre étude (Kapsalis 2006), le revenu des emprunteurs est un facteur contribuant davantage au défaut de remboursement que le montant du prêt<sup>65</sup>. Selon Kapsalis : *« Indépendamment du montant des emprunts, le pourcentage d'étudiants cessant de faire leurs paiements dans les trois ans diminue d'environ 1,2 point par tranche supplémentaire de 1 000 \$ de revenu propre. »* Il en conclut que : *« le choix du domaine d'études, les perspectives d'emploi des nouveaux venus sur le marché du travail et les tendances générales du revenu seront des déterminants fondamentaux de la capacité des étudiants de rembourser leurs emprunts. »*

Une étude appliquant les données publiées sur les taux de défaut de remboursement en Ontario également confirme que les caractéristiques de l'établissement ont une incidence sur ce taux. Elle a permis de constater que le taux de défaut de remboursement des étudiants de collèges privés était supérieur à celui des étudiants de collèges publics, tandis que celui des étudiants d'universités était inférieur. Elle indique également que le domaine d'études, l'emplacement de l'établissement d'enseignement postsecondaire, le nombre de prêts consentis aux étudiants par l'établissement d'enseignement postsecondaire, le nombre de programmes offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire et les conditions sur le marché du travail représentent d'autres facteurs susceptibles d'influer sur le taux de défaut de remboursement. Concernant les limites de son analyse, l'auteur de l'étude a mentionné que les caractéristiques des individus n'avaient pas été incluses dans le modèle puisqu'elles n'étaient pas disponibles.

Une autre étude (Data Probe 2008) s'est penchée sur les tendances de remboursement et le taux de défaut de remboursement<sup>66</sup>. D'après cette étude, les emprunteurs ayant un faible endettement (moins de 4 000 \$) et les emprunteurs inscrits à des universités affichaient le plus fort taux de remboursement. Après trois ans, ils avaient remboursé 37,1 % de leurs prêts et manqué à leurs obligations à l'égard de 7,8 % de leurs dettes initiales. En revanche, les emprunteurs auprès de sources privées, les emprunteurs inscrits à des collèges dans des programmes d'arts et de sciences, les emprunteurs des provinces de l'Atlantique ou

---

<sup>65</sup> Pour en savoir davantage, consultez Kapsalis (2006b).

<sup>66</sup> Pour en savoir davantage, consultez Data Probe (2008), *Repayment of CSLP Direct Loans*.



de la Saskatchewan et les emprunteurs divorcés ou séparés affichaient le plus faible taux de remboursement. Après trois ans, ils avaient remboursé 17,4 % de leurs prêts et manqué à leurs obligations à l'égard de 24,5 % de leurs dettes initiales.



## **6. Problèmes liés à l'exécution du Programme**

La présente évaluation sommative porte sur l'examen des résultats obtenus par le PCPE pour les clients, mais ne s'attarde pas à l'exécution du Programme. Or, certaines constatations fondamentales concernant l'exécution peuvent faciliter la compréhension du Programme. C'est pourquoi la présente section contient des constatations sur les points suivants :

- Sensibilisation et satisfaction de la clientèle
- Complexité de l'exécution de l'évaluation des besoins
- Rapports sur le rendement

### **6.1 Sensibilisation et satisfaction de la clientèle**

En général, le gouvernement du Canada réussit bien par rapport à celui d'autres pays en matière d'exécution des programmes et d'utilisation de la technologie<sup>67</sup>.

Comme il est indiqué à la section 2.2.4, le PCPE a demandé la collaboration des provinces pour apporter quelques changements au Programme. Depuis 2001, le gouvernement du Canada a conclu des ententes d'intégration distinctes avec l'Ontario, la Saskatchewan, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick. Ces ententes visent à appliquer une série commune de règles et de principes de fonctionnement ainsi que de mesures d'aide aux programmes fédéraux et provinciaux de prêts aux étudiants, de sorte que les étudiants reçoivent l'aide financière sous forme d'un seul produit de prêt.

D'après les résultats de l'enquête omnibus de 2007 (réalisée auprès d'un échantillon aléatoire de 1 205 personnes de 17 à 30 ans), 43 % des répondants connaissaient le PCPE, ce qui comprend ceux qui n'étaient pas inscrits à un établissement d'enseignement postsecondaire. Les niveaux de connaissance du PCPE dans les provinces ayant conclu une entente d'intégration étaient semblables à ceux que l'on trouvait dans les provinces qui n'avaient pas conclu de telles ententes. Ce faible résultat s'explique probablement simplement par des lacunes au chapitre de la promotion de l'image de marque du gouvernement fédéral et ne témoigne pas nécessairement d'un problème global de connaissance des prêts aux étudiants. À titre d'exemple, en Ontario, les étudiants qui connaissent le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) ne savent peut-être pas qu'en présentant une demande de prêt à ce régime, leur admissibilité à un prêt du PCPE est évaluée d'office.

Il est ressorti du Sondage sur la satisfaction de la clientèle du PCPE de 2007 (qui portait sur un échantillon aléatoire de 1 010 emprunteurs aux études, en cours de remboursement et en délai de grâce et de 400 emprunteurs visés par des mesures de recouvrement) que près de 70 % des emprunteurs ayant communiqué avec le PCPE au cours des six mois

<sup>67</sup> Pour en savoir davantage, consultez Accenture (2005), *Leadership in Customer Service – Building the Trust*.

précédents étaient satisfaits du service qu'ils avaient reçu. Le niveau de satisfaction des répondants visés par des mesures de recouvrement était nettement inférieur et s'établissait à 44 %.

Il convient de signaler que les étudiants qui se sont vu refuser un prêt ont été exclus du Sondage sur la satisfaction de la clientèle ainsi que ceux qui ont demandé des renseignements sans présenter de demande de prêts. L'inclusion des membres du premier groupe aurait sans doute réduit le niveau global de satisfaction. C'est pourquoi les taux de satisfaction de l'enquête omnibus, qui englobait les personnes n'ayant pas contracté d'emprunts et celles qui s'étaient vu refuser un prêt, sont beaucoup moins élevés (40 % des répondants s'étant déclarés satisfaits). Il n'est donc pas étonnant que le niveau de satisfaction des répondants s'étant vu refuser un prêt soit nettement inférieur (15 %) à celui des répondants en ayant obtenu un (44 %)<sup>68</sup>.

Exception faite de l'état de l'emprunteur (ayant ou non obtenu un prêt), l'analyse statistique de l'enquête omnibus et du Sondage sur la satisfaction de la clientèle montre que le niveau de satisfaction ne varie pas selon les groupes (sexe, état civil, présence d'enfants, région urbaine ou rurale, revenu). Aucune différence marquée n'a non plus été décelée au chapitre de la satisfaction de la clientèle entre les provinces ayant des prêts intégrés et celles n'ayant pas de prêts intégrés.

Le degré de satisfaction à l'égard du Programme est modéré chez tous les membres des groupes de discussion, mais il avait tendance à être inférieur chez ceux qui avaient contracté des prêts en vertu du régime à risques partagés. Les membres des groupes de discussion ayant eu de la difficulté à rembourser leurs prêts avaient également plus tendance à se dire moins satisfaits à l'égard du Programme.

Dans le cadre du Sondage sur la satisfaction de la clientèle du PCPE, le PCPE a obtenu un degré de satisfaction (70 %) inférieur à celui enregistré par les sept programmes visés par l'Enquête de 2008 de Service Canada sur la satisfaction de la clientèle; dans cette dernière enquête, le degré de satisfaction variait en effet de 72 % chez les clients de la Subvention incitative aux apprentis à 90 % chez les clients du service 1-800 O-Canada.

Près de 70 % des répondants estimaient que les options de remboursement étaient claires pour eux au moment de la consolidation du prêt, et 79 % des répondants savaient clairement à combien s'élevait leur dette totale. Toutefois, le pourcentage d'emprunteurs visés par des mesures de recouvrement ayant indiqué que les options étaient claires était nettement inférieur (55 %) à celui des emprunteurs visés par le délai de grâce ou en cours de remboursement (72 %).

Or, selon le sondage, le niveau de connaissance des emprunteurs par rapport à leurs obligations relatives aux PCE était moins élevé. Plus précisément, 57 % des emprunteurs savaient bien combien d'années il leur faudrait pour rembourser leurs prêts, 59 %

---

<sup>68</sup> La prudence est de mise au moment d'interpréter le taux de satisfaction des emprunteurs selon l'enquête omnibus étant donné que les échantillons des deux sondages sont nettement différents en ce qui concerne l'état de l'emprunteur, la province et l'âge. Par exemple, seulement 219 des 1 205 personnes sondées avaient obtenu un prêt, et une part importante des sondés (17 %) résidait au Québec. À titre comparatif, seulement 1 % des répondants de l'échantillon du Sondage sur la satisfaction de la clientèle résidaient au Québec.



savaient bien quel était leur taux d'intérêt et 53 % savaient bien quelles options leur étaient offertes s'ils n'étaient pas en mesure de faire les versements sur leurs prêts. Chose inattendue, ce dernier pourcentage est nettement inférieur chez les emprunteurs visés par des mesures de recouvrement (36 %). Les femmes, les emprunteurs à faible revenu et les emprunteurs visés par des mesures de recouvrement avaient, sur le plan statistique, moins tendance à bien savoir quelles étaient leurs obligations.

Au titre des relations avec les clients, les responsables du PCPE ont la responsabilité d'informer les bénéficiaires de PCE, les demandeurs éventuels et le grand public canadien en général. Le site Web Ciblétudes a été lancé en 1999 afin d'améliorer les communications avec les emprunteurs et les demandeurs éventuels. Par exemple, ce site contient des renseignements sur les façons d'économiser en vue des études postsecondaires, de planifier ces études et de les payer, ainsi que des renseignements sur le site Web du Centre de service national de prêts aux étudiants. Le niveau de satisfaction à l'égard des sites Web du PCPE était relativement faible (53 %) comparativement à celui à l'égard des sites Web provinciaux (69 %), ce qui laisse supposer que l'on pourrait trouver sur ces sites des moyens d'améliorer la prestation des services.

La majorité des membres des groupes de discussion ont fait savoir que les étudiants ne comprenaient pas assez bien leurs obligations en tant qu'emprunteurs. Un prêt étudiant consenti par le gouvernement représente, pour la plupart des étudiants, la première transaction financière d'importance. Nombre des étudiants ont admis qu'ils n'avaient pas complètement saisi l'importance de leurs obligations en vertu de ce contrat ni les incidences pour eux sur le plan financier à l'avenir. Leur degré de frustration semble le plus élevé lorsqu'il s'agit de remplir la paperasse et de la retourner au bureau. Le recours aux outils du site Ciblétudes semble s'assortir d'un niveau modéré de satisfaction, certains utilisateurs ayant signalé qu'ils y avaient trouvé les renseignements qu'ils cherchaient, tandis que d'autres se montraient plus critiques au sujet de l'aménagement du site.

## **6.2 Complexité de l'exécution de l'évaluation des besoins**

Comme il en a été question précédemment, l'exécution du PCPE repose sur l'évaluation des besoins de l'étudiant. Essentiellement, il s'agit d'arriver à un compromis entre offrir un processus simple et facile à comprendre (qui tient toutefois uniquement compte d'un petit nombre de détails sur la situation de l'étudiant) et offrir un processus qui tient compte d'un grand nombre de détails particuliers, mais qui est plus complexe pour les étudiants.

Les étudiants doivent remplir un long formulaire de demande et ils ont passablement de difficulté à comprendre comment un changement des variables (p. ex., leurs propres gains) influe sur le montant du prêt. Les étudiants à temps plein peuvent toutefois se servir de l'estimateur de prêt aux étudiants sur le site Ciblétudes pour estimer le prêt aux étudiants total qui leur sera consenti et le montant qu'ils pourraient recevoir du PCPE et des autorités provinciales de financement.

En général, la plupart des informateurs clés sont d'avis que le processus d'évaluation des besoins actuel est trop compliqué. Ils estiment qu'il conviendrait de simplifier le Programme et de le rendre plus universel. Certains proposent d'instaurer des catégories d'admissibilité, de sorte qu'il ne serait plus nécessaire de recueillir autant de détails auprès des emprunteurs. En outre, plusieurs informateurs clés ont ajouté qu'un mécanisme devrait être prévu pour composer avec les circonstances exceptionnelles. Ces propos ont également été repris par les groupes de discussion, qui ont mentionné que la connaissance du processus de réévaluation chez les emprunteurs variait d'un emplacement à l'autre.

## 6.3 Rapports sur le rendement

Dans le cadre de la présente évaluation sommative, on a également réalisé un examen de la mesure du rendement et des rapports sur les résultats du Programme.

La plupart des renseignements sur le rendement du PCPE sont indiqués dans le Rapport ministériel sur le rendement (RMR) et dans les rapports annuels du PCPE. Dans sa version actuelle, le RMR ne fournit que peu d'indicateurs de haut niveau sur le rendement du PCPE. On trouve notamment des renseignements de base comme le nombre d'étudiants ayant obtenu un prêt et le taux de défaut de remboursement. Autrement, la plupart des renseignements se trouvent dans les rapports annuels du PCPE. Si le rapport annuel décrit bien le Programme, il ne fait pas état des résultats obtenus par tous les indicateurs de rendement énumérés dans le Cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats (CGRR) du Programme.

Dans le Sondage sur la satisfaction de la clientèle de 2007, la majorité des répondants ont dit avoir obtenu leurs prêts à temps pour payer leurs frais de scolarité sans pénalité. Toutefois, tel n'est pas le cas de 27 % des emprunteurs (peu de différence existait entre les prêts intégrés et les prêts non intégrés). Ce résultat est nettement inférieur à la cible établie dans le CGRR, soit « temps de réponse dans le 90<sup>e</sup> percentile ».

### 6.3.1 Améliorations possibles

Dans une étude, Jones (2007) s'est penché sur les indicateurs de rendement énumérés dans le CGRR et a formulé un certain nombre de suggestions globales pour améliorer les indicateurs de rendement du Programme de même que des recommandations particulières concernant certains d'entre eux<sup>69</sup>.

- L'auteur de l'étude a fait remarquer qu'il est difficile de créer un système de mesure du rendement étant donné que certains des objectifs du Programme peuvent être contradictoires. À titre d'exemple, l'objectif d'améliorer l'accès aux études post-secondaires peut être incompatible avec celui de réduire le taux de défaut de remboursement, puisqu'il se peut que des personnes moins solvables obtiennent un prêt.

---

<sup>69</sup> Jones, Stephen (2007), « *Comments on the Performance Measurement Strategy of the Canada Student Loans Program* ».

- Certains indicateurs sont présentés en chiffres absolus, de sorte qu'il peut être difficile de déterminer si les valeurs élevées de l'indicateur sont positives ou négatives. Les indicateurs devraient donc être présentés en tant que pourcentage de la population en question.
- Certains des indicateurs énumérés dans le CGRR sont perçus comme étant inutiles ou non mesurables, par exemple « maintenir des liens avec les provinces, les territoires et les fournisseurs de services » et « rapports de recherche et d'analyse en cours ». S'il importe de maintenir des liens, il n'existe aucun moyen concret de quantifier la mesure dans laquelle le Programme réussit à atteindre cet objectif. De même, la mesure du nombre de rapports produits n'est pas un bon indicateur de la qualité de la recherche exécutée.
- L'auteur a également fait valoir qu'un autre indicateur devrait être ajouté. Ce dernier, qui servirait de complément naturel à la mesure du « *pourcentage d'étudiants qui n'auraient pas fait d'études en l'absence d'un PCE* », devrait mesurer le « *pourcentage de personnes qui auraient fait des études postsecondaires si elles avaient pu obtenir un PCE* ». À l'heure actuelle, le CGRR contient l'indicateur suivant « *le pourcentage des 17 à 24 ans qui ne sont pas inscrits à des établissements postsecondaires en raison de difficultés financières* », mais il a été établi qu'il n'y a pas toujours de lien entre les difficultés financières et la non-obtention d'un PCE.





## **7. Conclusions et recommandations**

L'évaluation sommative du PCPE, qui s'est étalée sur les cinq dernières années, a été réalisée selon la nouvelle approche, qui consiste à exécuter 32 petites études au cours de cette période. Dans l'ensemble, les travaux entrepris aux fins de l'évaluation sommative mènent à la constatation que la raison d'être du PCPE demeure valide. L'évaluation a également montré clairement que le Programme atteignait ses objectifs en réduisant les obstacles financiers et en améliorant l'accès aux études postsecondaires. Il semble ressortir des résultats macroéconomiques que le PCPE applique la bonne approche en ce qui concerne les effets généraux (p. ex., le PIB et l'équité) en augmentant les plafonds de prêt et en élaborant des politiques qui aident les emprunteurs à la fin de leurs études postsecondaires. D'ailleurs, l'évaluation montre que les principaux changements apportés aux programmes de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement ont généralement réduit le taux de défaut de remboursement. Par ailleurs, des améliorations demeurent possibles et certaines des caractéristiques du Programme pourraient être modifiées.

### **7.1 Recommandations**

- 1) Trouver des moyens de simplifier le processus d'évaluation des besoins en vue d'aider les étudiants à mieux le comprendre.
- 2) Informer davantage les étudiants du soutien qui leur est offert à l'étape de la consolidation de leurs prêts.
- 3) Envisager la possibilité de changer l'appellation « délai de grâce », parce qu'elle porte à confusion et que les étudiants ne savent pas si l'intérêt court pendant cette période de six mois.
- 4) Il faut rendre le programme de prêts pour les études à temps partiel plus facile à comprendre et, éventuellement, apporter des changements, compte tenu de la participation très limitée (le nombre de participants a chuté de 50 % depuis 2000). La raison d'être du Programme, par exemple, n'est pas très claire et ne semble pas adaptée à la situation des étudiants qui font leurs études à temps partiel.
- 5) Même si le système d'évaluation des besoins semble bien fonctionner, il reste qu'il faudrait repenser les allocations de subsistance provinciales uniformes compte tenu du fait que certaines dépenses (en particulier le logement) sont beaucoup plus élevées dans les grands centres urbains que ce qui est prévu dans les dépenses provinciales moyennes.
- 6) La contribution des parents a déjà été désignée comme une question problématique dans les évaluations menées en 1997 et en 2004. Même si RHDCC a modifié certaines règles relatives à la contribution des parents, les données factuelles recueillies dans le cadre de l'évaluation courante indiquent que quelques autres ajustements devraient être apportés aux règles régissant cette contribution.

- 7) Il conviendrait de mener une étude sur les politiques concernant le taux de défaut optimal qui prendrait en considération les coûts des Programmes d'aide au remboursement. Par exemple, la recherche pourrait déterminer s'il est toujours avantageux pour le gouvernement d'accroître l'aide par le truchement du Programme d'aide au remboursement en vue de réduire le taux de défaut de remboursement des étudiants. Dans le même ordre d'idées, le Ministère pourrait envisager d'adopter une approche de consultation préalable à la consolidation plus proactive en vue d'aider les emprunteurs à comprendre les mesures de gestion de leur dette et de réduire le taux de défaut de remboursement.

## *Bibliographie*

- CAPONI, Vincenzo, (2007), *The General Equilibrium Long-Term Effects of Canadian Education Policies*.
- DATA PROBE, (2008A), *Analysis of the Canada Student Loans Program (CSLP): Does the Expected Parental Contribution Affect the Marginal Tax Rate in a Reasonable Way?*
- DATA PROBE, (2008B), *Estimating the Impact of Student Financial Aid on Post-Secondary Enrolments: Trends*.
- DATA PROBE, (2009), *Impact of Students Loans and Grants on University Enrolment: Evidence from Aggregate Data*.
- DATA PROBE, (2010), *The Generosity of Student Financial Aid Programs in Canada and their University Enrolment Effects*.
- EDUCATIONAL POLICY INSTITUTE, (2008), *Does the Calculation of Total Need Include All Relevant Factors?*
- EDUCATIONAL POLICY INSTITUTE, (2009), *International Comparison – Student Financial Aid and Population Education*.
- EKOS, (2008), *Focus Groups for the Summative Evaluation of the Canada Student Loans Program (CSLP)*.
- FINNIE, HANGO et WISMER, (2010), *Do Increases in Student Loan Limits Increase Access to Post-Secondary Education?*
- FLEISHMAN Hillard, (2007), *Expert Interviews for the Evaluation of the Canada Student Loans Program*.
- GRAY et McDONALD, (2011), *Burden of Repaying*, à paraître.
- JONES, Stephen, (2007), *Comments on the Performance Measurement Strategy of the Canada Student Loans Program*.
- MALATEST, (2009), *Survey of the Canada Student Loans Program (CSLP) – Applicants who were Approved for a Government Student Loan but Declined their Loan*.
- RHDCC, (2006A), *Evaluation Framework for the Summative Evaluation of the Canada Student Loans Program*.
- RHDCC, (2006B), *An Assessment of the Data in the CSLP DARS Files*.
- RHDCC, (2007A), *Summative Evaluation of the Canada Student Loans Program: Interim Synthesis Report 2006/07*.
- RHDCC, (2007B), *Trends in Post-Secondary Education and Canada Student Loans Use*.

- RHDCC, (2007C), *International Comparison of Direct Financial Assistance to Post-Secondary Students*.
- RHDCC, (2007D) *A Discussion of the Rationale of the Student Loans Program*.
- RHDCC, (2008A), *Post-Secondary Access and Student Financial Aid*.
- RHDCC, (2008B), *An Assessment of the Data in the CSLP Needs Assessment Reports*.
- RHDCC, (2008C), *An Assessment of the Data in the CSLP Disbursement Files*.
- RHDCC, (2008D), *An Assessment of the Data in the CSLP Repayment Files*.
- RHDCC, (2008E), *Post-Secondary Access and Student Financial Aid: A Historical Overview and Literature Review*.
- RHDCC, (2008F), *In-Depth Study of the Canada Student Loans Program Needs Assessment Reports (NARS)*.
- RHDCC, (2009), *Estimation of the Impact of CSLP Generosity on PSE Participation*.
- RHDCC, (2010A), *Analysis of 2007 Canada Student Loans Program (CSLP) Public Opinion Surveys*.
- RHDCC, (2010B), *Additional Statistical Analysis for the Impact of Students Loans and Grants on University Enrolment: Evidence from Aggregate Data*.
- RHDCC, (2010C), *U.S. Literature Review: Default Rates*.
- RHDCC, (2010D), *The Impact of Student Loan Denial*.
- RHDCC, (2010E), *Internal Statistical Analysis of the Impact of Ontario Educational Institutions on Default Rates: Aggregate Data*.
- RHDCC, (2010F), *Evaluation of the Impact of CSLP Policy Reforms on Student Loan Default*.
- SP CONSULTING, (2008), *Technical Report: Analysis of the Canada Student Loans Program (CSLP): Does the Needs Assessment Reflect the Geographic Differences in Living Costs?*
- THE BRONDESBURY GROUP, (2010), *Examination of Extended Interest Relief (IR) and Debt Reduction in Repayment (DRR)*.
- TNS CANADIAN FACTS, (2010), *Analysis of the CSLP Default Rate: Program Level Data*.
- TNS CANADIAN FACTS, (2011), *Analysis of the CSLP Default Rate: Personal Level Data, à paraître*.



## **Autres études**

ACCENTURE (2005), *Leadership in Customer Service – Building the Trust*.

BAYARD et GREENLEE (2009), *L'obtention d'un diplôme au Canada : profil, situation sur le marché du travail et endettement des diplômés de la promotion de 2005*, Statistique Canada, 81-595.

BERGER, MOTTE et PARKIN, (2009), *Le prix du savoir : l'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*, 4<sup>e</sup> édition, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

BUREAU DE L'ACTUAIRE EN CHEF, (2001-2009) *Rapport actuariel sur le Programme canadien de prêts aux étudiants*, Bureau du surintendant des institutions financières au Canada, BSIF.

CANADIAN STUDENT SURVEY (2010), *Next Steps: Upper-Year Canadian PSE Students' Future Plans and Debt*, mars 2010.

CANADIAN UNIVERSITY CONSORTIUM REPORT /Rapport du Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires (2009), *Graduating Students Survey: June 2009*.

CARMICHAEL et FINNIE (2007), *Grants or Loans: Theoretical Issues regarding Access and Persistence in Post-Secondary Education*, document de travail produit dans le cadre du projet MEAFE.

CHOY et coll. (2006), *Dealing with Debt: 1992-93 Bachelor's Degree Recipients 10 Years Later*, département de l'Éducation des États-Unis, National Center for Education Statistics.

COELLI, M. (2004), *Tuition Increases and Inequality in Post-Secondary Education Attendance in Canada*, Université de la Colombie-Britannique.

DATA PROBE (2008C), *Repayment of CSLP Direct Loans*.

DBRS, *Residential Mortgage and Securitization in Canada: Overview of the Mortgage Market*, mai 2007.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA, 1997, *Évaluation du Programme canadien de prêts aux étudiants*.

DREWES, (2006), *Rendement des études collégiales : Preuves tirées des Enquêtes nationales auprès des diplômés de 1990, 1995 et 2000*, RHDCC.

DROLET, M. (2005), *Participation aux études postsecondaires au Canada: le rôle du revenu et du niveau de scolarité des parents a-t-il évolué au cours des années 1990?* Statistique Canada.

DYNARSKI, Susan M. (2003) *Loans, Liquidity, and Schooling Decisions* Working Paper, Harvard University, Kennedy School of Government and NBER, août 2003.

FINNIE, USHER et VOSENSTEYN, (2004) *Meeting the Need: A New Architecture for Canada's Student Aid System*, IRPP.

FINNIE, Ross (2005), *A Simple Model of Access and Capacity for Post-Secondary Schooling in Canada*, École des études sur les politiques publiques de l'université Queen's, document de travail n° 40, (février).

FRENETTE, M. (2005) *L'incidence des frais de scolarité sur l'accès à l'université: résultats de la vaste déréglementation des frais de scolarité des programmes professionnels*, Statistique Canada n° de catalogue 11F0019MIF.

FRENETTE, M. (2006) *Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université? Analyse fondée sur les aptitudes aux études, l'influence des parents et les contraintes financières*, Statistique Canada n° de catalogue 11F0019MIF.

KAPSALIS, Costa (2006) *Qui reçoit le prêt étudiant?*, Perspectives, Statistique Canada n° de catalogue 75-001-XIF, mars.

KAPSALIS, Costa (2006b), *Facteurs influant sur le remboursement des prêts aux étudiants*, Statistique Canada n° de catalogue 81-595-MIF, mars 2006.

KRAMER, ROGERS et USHER, (2010), *The Illiteracy of the Literate: The Lack of Financial Aid Knowledge among Canadian Post-Secondary Students*, Alliance canadienne des associations étudiantes.

LAMBERT et al., (2004), *Qui poursuit des études postsecondaires, qui les abandonne et pourquoi: résultats provenant de l'Enquête auprès des jeunes en transition*, Statistique Canada.

LAVALLE et BACKUS (2007), *Impact of CMSF Bursaries on PSE Persistence, Completion, and Debt Levels*, Vestimetra International Inc.

MEYER, D. et A. ARNOLD, (1998), *Student Loan Defaults in Texas: Yesterday, Today and Tomorrow*, Austin, TX: Texas Guaranteed Student Loan Corporation.

MUELLER, R. et D. ROCKERBIE, (2005), *Determining Demand for University Education in Ontario by Type of Student*, Economics of Education Review, 24, 469-483.

NEILL, C. (2006) *Tuition Fees and the Demand for University Places*, Waterloo, Ontario: Université Wilfrid Laurier, juillet 2006.

NEILL, C. (2008) *Can We Say Whether the Canada Millennium Scholarship Bursaries Have Affected Post-Secondary Enrolments?* Université Wilfrid Laurier.

NEILL, C. (2009) *Tuition Fees and the Demand for University Places*, Economics of Education Review, 28(5): p. 561-570.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES CANADA, 2004, *Évaluation formative du Programme canadien de prêts aux étudiants*.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES  
CANADA, 2001-2002 à 2007-2008, *Rapports annuels du Programme canadien de prêts aux étudiants*, RHDCC.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES  
CANADA, 1998-1999 à 2000-2001, *Examen des programmes d'aide financière aux étudiants du gouvernement du Canada*, RHDCC.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES  
CANADA, *Rapport sur le rendement 2005-2006*, RHDCC.

RIDDELL Craig W. (2006), *The Impact of Education on Economic and Social Outcomes: An Overview of Recent Advances in Economics*, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.

SAGE RESEARCH CORPORATION, (2007), *Programme canadien de prêt aux étudiants : recherche au sujet de la documentation sur la consolidation*.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT, (1981), *Rapport du Groupe d'étude fédéral-provincial sur l'aide aux étudiants*, Ministre des Approvisionnements et Services Canada.

SITU Jerry, (2006), *Aide au remboursement des prêts étudiants du Canada, les gens qui se prévalent du Programme d'exemption d'intérêts et ceux qui ne l'utilisent pas* Statistique Canada, juillet 2006, n° 81-595 au catalogue.

STATISTIQUE CANADA, *Tendances des effectifs étudiants au postsecondaire jusqu'en 2031*, n° 81-595-MIF au catalogue, novembre 2007.

STATISTIQUE CANADA, *Indicateurs de l'éducation au Canada: Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation*, n° 81-582 au catalogue, décembre 2007.

STEINER, M. et N. TESZLER, (2003), *The Characteristics Associated with Student Loan Default at Texas A&M University*, Texas Guaranteed Student Loan Corporation.

STEINER, M. et N. TESZLER, (2005), *Multivariate Analysis of Student Loan Defaulters at Texas A&M University*, Austin, TX: Texas Guaranteed Student Loan Corporation.

SWAIL, W. et D. HELLER, (2004), *Changes in Tuition Policy: Natural Policy Experiments in Five Countries*, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

WOO, Jennie H. (2002), *Factors Affecting the Probability of Default: Student Loans in California*, Journal of Student Financial Aid 32 (2): 5-25.





## *Annexe 1 – Questions d'évaluation*

	Section du présent rapport (ou « RT » si la question est abordée dans le rapport technique)	Documentation source
<b>Justification</b>		
1. Est-il nécessaire que le gouvernement facilite l'accès aux études postsecondaires?	2.1.1	RHDCC 2008E RHDCC 2007D
2. L'octroi de prêts aux étudiants représente-t-il un moyen sensé d'encourager les études postsecondaires?	2.1.2	RHDCC 2008E RHDCC 2007C Informateurs clés
a. La raison d'être est-elle également valable pour tous les types d'établissement et de programmes d'enseignement?	RT	RHDCC 2007D
b. La raison d'être est-elle valable pour tous les types d'aide?	2.1.2	RHDCC 2008E Informateurs clés
c. S'agit-il d'une intervention adéquate du gouvernement fédéral?	2.1.3	RHDCC 2008E Comparaisons internationales RHDCC 2007D Informateurs clés
3. Quel serait un bon dosage de prêts et de bourses?	2.1.2	RHDCC 2007D Informateurs clés
4. Est-il sensé de réserver le programme de prêts aux étudiants qui ont des besoins financiers reconnus?	3.3	Comparaisons internationales Informateurs clés Groupes de discussion
a. La définition de « besoins financiers reconnus » a-t-elle du sens?	3.3.1	Groupes de discussion Frais des étudiants, IPE 2008
b. La définition est-elle appliquée uniformément partout au Canada?	3.3.2	Informateurs clés Coût de la vie Frais des étudiants, IPE 2008
c. La cible des bourses est-elle convenable? Le but des bourses devrait-il être de fournir un accès égal ou une approche plus ciblée?	2.3.1, 2.3.2	Informateurs clés
d. Dans quelle mesure l'exigence relative à la contribution parentale appuie-t-elle ou nuit-elle à l'accès aux études postsecondaires?	3.3.3	Groupes de discussion Informateurs clés
5. Quel devrait être le degré de détails de l'évaluation des besoins au chapitre des résultats et des coûts?	Sans objet	Sans objet

	Section du présent rapport (ou « RT » si la question est abordée dans le rapport technique)	Documentation source
6. Est-il justifié de faire plus qu'appliquer la pratique standard de recouvrement des prêts (c.-à-d., subventions pendant les études; réduction de la dette en cours de remboursement, exemption d'intérêt, etc.)? Quel devrait être le rôle de la gestion de la dette?	2.3.3	Informateurs clés
7. Convient-il d'accorder une période de report des paiements (délai de grâce)? La durée de cette période devrait-elle varier en fonction des besoins financiers?	5.3.2	Comparaisons internationales Informateurs clés
a. Les intérêts devraient-ils courir pendant cette période?	5.3.2	Informateurs clés Groupes de discussion
b. Cette période procure-t-elle un allègement réel au titre du remboursement?	Sans objet	Sans objet
8. Est-il sensé d'appliquer un programme distinct pour les étudiants à temps partiel?	2.3.1, 3.2	RHDCC 2007D Informateurs clés
a. Est-il sensé d'exiger des étudiants à temps partiel qu'ils paient de l'intérêt sur leurs prêts pendant qu'ils sont aux études?	Sans objet	Sans objet
b. Est-il sensé que le programme de prêt à temps plein soit limité aux exigences actuelles relatives à la durée des cours?	Sans objet	Sans objet
9. Le Programme devrait-il comprendre d'autres éléments qui motiveraient plus les étudiants à terminer leurs programmes, à obtenir plus rapidement leurs diplômes et à terminer avec de bons résultats scolaires?	2.3.1 RT	Informateurs clés Groupes de discussion
<b>Objectifs et réalisations</b>		
10. Quel est le profil détaillé des bénéficiaires du PCPE et de la SCE?	3.1	Brondesbury Group RHDCC 2007B Rapports annuels du PCPE
a. Par région, sexe, âge, domaine d'études, type d'établissement, etc.	3.1.1 à 3.1.4	Kapsalis (2006) Brondesbury Group RHDCC 2007B
b. D'autres segments seraient-ils utiles pour décrire la population des emprunteurs?	Sans objet	Sans objet

	Section du présent rapport (ou « RT » si la question est abordée dans le rapport technique)	Documentation source
11. Quel pourcentage d'étudiants admissibles au PCPE n'obtiennent pas de prêts? a. Quelles sont les caractéristiques de ces étudiants? b. Poursuivent-ils quand même des études postsecondaires?	3.3  RT  3.4.1, 3.4.3	Informateurs clés RHDCC 2010D RHDCC 2010D  RHDCC 2010D
12. Quel pourcentage des bénéficiaires du PCPE n'avaient pas besoin d'un prêt? Quels facteurs expliquent qu'ils n'avaient pas besoin d'un prêt du PCPE?	3.4.3	Sondage auprès des étudiants ayant refusé un prêt du PCPE Le PCPE facilite l'accès aux études postsecondaires? – Finnie
13. Existe-t-il des personnes qui ont besoin d'aide pour faire des études post-secondaires, mais qui ne sont pas admissibles au PCPE?	3.1, 3.4.3	Informateurs clés Sondage auprès des étudiants ayant refusé un prêt du PCPE RHDCC 2010D
14. Quelles sont les tendances à long terme de la participation aux études postsecondaires et au PCPE? Dans quelle mesure les changements peuvent-ils être attribués aux divers changements de programmes et non à des influences externes? a. Quelles sont les tendances relatives au niveau d'aide?	3.4.3  RT	Data Probe 2008B  Data Probe 2008B
15. L'évaluation des besoins tient-elle dûment compte des besoins financiers des étudiants (coûts moins ressources) pendant l'année scolaire? a. L'évaluation reposant sur le coût de la vie dans la province est-elle assez souple pour que les étudiants vivant dans des régions où le coût de la vie est élevé ne soient pas défavorisés? b. Le montant maximal de prêt suffit-il à couvrir les coûts? c. Existe-t-il des secteurs de coûts non couverts ou non reconnus par le PCPE? d. L'évaluation du revenu parental est-elle sensée? L'étudiant obtient-il véritablement la contribution parentale?	3.3  3.3.2  RT  3.3.1  3.3.3	Informateurs clés Groupes de discussion Frais des étudiants, IPE 2008  Informateurs clés Frais des étudiants, IPE 2008 Coût de la vie, considérations spéciales  Groupes de discussion Frais des étudiants, IPE 2008 Informateurs clés Groupes de discussion Frais des étudiants, IPE 2008 Informateurs clés Groupes de discussion
16. Les plafonds du revenu sont-ils raisonnables dans le cas des exemptions d'intérêt prolongées?	RT	Groupes de discussion

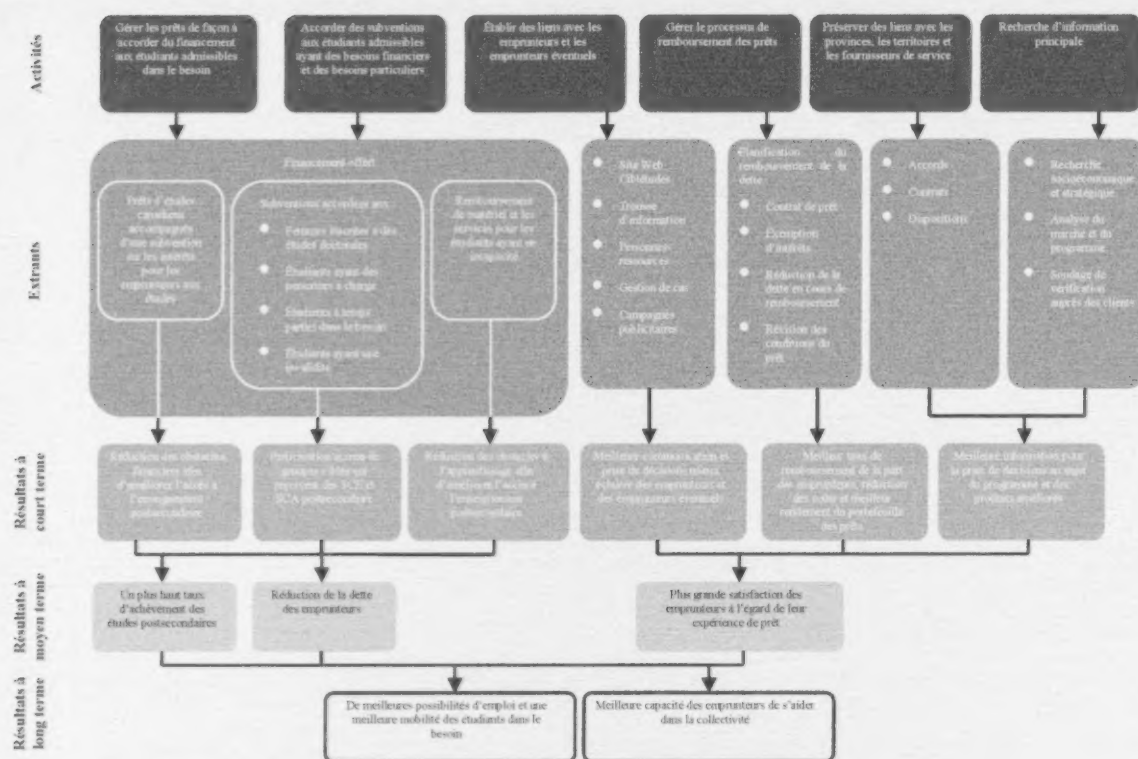
	Section du présent rapport (ou « RT » si la question est abordée dans le rapport technique)	Documentation source
17. Les structures de remboursement sont-elles raisonnables?	2.3.3, 5.4	Informateurs clés Évaluation comparative des programmes étrangers
<b>Impacts et effets du Programme</b>		
18. Le PCPE, ce qui comprend les Subventions canadiennes pour études et les Subventions canadiennes d'accès, a-t-il facilité l'accès aux études postsecondaires des étudiants ayant démontré des besoins financiers?	3.4.3	RHDCC 2008E Data Probe 2009 Data Probe 2010
a. Est-il plus probable que le PCPE facilite l'accès aux familles et aux étudiants à faible revenu?	3.4.3	RHDCC 2010B RHDCC 2009
19. Quelles sont les répercussions macroéconomiques du PCPE?	5.1	Caponi (2007)
a. Quelle est l'impact du PCPE sur la productivité nationale?	5.1	Caponi (2007)
b. Quelle est l'impact du PCPE sur la répartition du revenu?	5.1	Caponi (2007)
20. Dans quelle mesure les étudiants pourraient-ils obtenir des prêts auprès de sources privées ou bénéficier d'autres sources de financement en l'absence du PCPE?	3.4.2 RT	RHDCC 2010A RHDCC 2010D
a. En l'absence du PCPE, quel pourcentage des clients du PCPE auraient quand même fait des études postsecondaires? Comment ces étudiants auraient-ils financé leurs études? Auraient-ils pu suivre les mêmes programmes?	3.4.2	RHDCC 2010A Data Probe 2008B RHDCC 2010D
b. Comment le PCPE interagit-il avec les autres programmes visant à augmenter l'accès, comme les programmes provinciaux, les subventions du millénaire et le PCEE?	5.2	RHDCC 2007D
21. Les bénéficiaires du PCPE restent-ils aux études plus longtemps?	3.4.3	Enquête auprès des étudiants ayant refusé un prêt du PCPE, Malatest 2009 RHDCC 2010A
22. Les bénéficiaires du PCPE ont-ils plus ou moins tendance à travailler à temps partiel pendant l'année scolaire? Ce travail affecte-t-il les résultats scolaires?	3.4.2	RHDCC 2010A Data Probe (2008)



	Section du présent rapport (ou « RT » si la question est abordée dans le rapport technique)	Documentation source
23. Les mesures de gestion de la dette comme l'exemption d'intérêts, la réduction de la dette en cours de remboursement et la révision des modalités fonctionnent-elles comme prévu? Dans quelle mesure réduisent-elles le taux de défaut de remboursement?	5.4, 5.4.2	Enquête auprès des étudiants ayant refusé un prêt du PCPE, Malatest 2009 Brondesbury Group Bilan documentaire américaine TNS Canadian Facts 2010 RHDCC 2010F
<b>Rapport coût-efficacité et solutions de rechange au Programme</b>		
24. Quel est le coût global du PCPE et de ses diverses composantes?	4.1	Rapports annuels du PCPE
a. Quels sont les frais administratifs des différents régimes?	4.2	Rapports annuels du PCPE
b. Quels facteurs de coûts sont propres aux prêts directs ou aux récents changements apportés au Programme?	4.3	Rapports annuels du PCPE
25. Le PCPE actuel est-il efficace sur le plan des coûts (par rapport aux régimes antérieurs)? Existe-t-il des solutions de rechange plus économiques?	4.4	Comparaisons internationales
26. Dans quelle mesure les étudiants recourent-ils aux autres sources de financement?	3.4.2	RHDCC 2010A RHDCC 2007B
27. Quels sont les coûts des dispositions relatives à l'exemption d'intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement?	4.1	Rapports annuels du PCPE
28. Quels emprunteurs se prévalent de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement?	5.4.1	The Brondesbury Group
29. Quelles sont les tendances à long terme du taux de défaut de remboursement? Dans quelle mesure sont-elles attribuables à des changements apportés au Programme?	5.5, 5.5.1	Rapports annuels du PCPE RHDCC 2010C RHDCC 2010F
30. Quelles sont les caractéristiques des emprunteurs en défaut de remboursement?	5.5.1	RHDCC 2010F RHDCC 2010C RHDCC 2010E
<b>Problèmes liés à l'exécution du Programme/Communications</b>		
31. Quel est le niveau de satisfaction de la clientèle?	6.1	RHDCC 2010A
a. Comment ce niveau se compare-t-il à celui des autres régimes?	6.1	RHDCC 2010A Groupes de discussion
b. À celui des autres programmes?	6.1	RHDCC 2010A

	Section du présent rapport (ou « RT » si la question est abordée dans le rapport technique)	Documentation source
32. Le Programme a-t-il entretenu des communications efficaces avec les clients et les intervenants depuis l'instauration des prêts directs?	Sans objet	Sans objet
33. Dans quelle mesure les éventuels étudiants de niveau postsecondaire connaissent-ils le PCPE ainsi que ses règles et exigences? a. Dans quelle mesure les étudiants et les parents peuvent-ils prédire le montant des prêts aux étudiants qui seront obtenus?	Sans objet  6.2	Sans objet  Groupes de discussion Informateurs clés
34. Les prêts intégrés ont-ils amélioré la satisfaction de la clientèle?	6.1	RHDCC 2010A
35. Le PCPE est-il doté d'une stratégie satisfaisante de mesure du rendement et de présentation de rapports sur le sujet? Quels éléments de cette stratégie pourraient être améliorés?	6.3.1	Jones, 2007
36. Les demandeurs de prêts jugent-ils le processus compréhensible?	RT	Groupes de discussion
37. Les demandeurs de prêts sont-ils au courant de l'existence du processus de réévaluation?	RT	Groupes de discussion
38. Les étudiants reçoivent-ils leurs prêts ou subventions en temps opportun?	6.3	RHDCC 2010A
39. Les demandeurs de l'exemption d'intérêt prolongée jugent-ils le processus simple?	Sans objet	Sans objet
40. Les étudiants sont-ils bien informés de leurs obligations en matière de remboursement? a. Dans quelle mesure les emprunteurs comprennent-ils que l'intérêt court pendant le délai de grâce?	6.1/RT  5.3.2	Informateurs clés RHDCC 2010A Groupes de discussion Informateurs clés RHDCC 2010A

## Annexe 2 – Modèle logique (CGRR)







## ***Annexe 3 – Méthodologie – Résumé des rapports techniques***

### **1. RHDC, 2006, « *An Assessment of the Data in the CSLP DARS Files* »**

Le rapport porte sur l'examen de la base de données des défauts de remboursement et du système de recouvrement du Système ministériel de comptes débiteurs (SMCD) – les fichiers de données administratives du PCPE – afin de déterminer dans quelle mesure elle pourrait être utilisée pour répondre aux questions élaborées dans le cadre d'évaluation. La base de données, qui contient des renseignements sur les emprunteurs qui ont manqué à leurs obligations de remboursement des prêts, comprend des renseignements sur le montant actuel de la dette, le montant de la dette au manquement des obligations et le montant total de la dette (principal et intérêts).

Selon le rapport, les chiffres extraits de la base de données du SMCD semblent, en général, être raisonnables. Toutefois, le rapport conclut que, des 34 variables de cette base de données, 11 ne sont pas utiles aux fins d'analyse soit parce que les données ne changent pas (p. ex., ne contiennent que des 0), soit parce que la variable est la copie d'une autre. Il pourrait exister un fort degré de variation dans nombre d'observations d'une année à l'autre, mais il est impossible de le confirmer avec certitude. La conclusion la plus importante du point de vue de l'évaluation est que, en raison de sa nature (base de données administratives), la base de données du SMCD n'est pas d'une grande utilité pour répondre aux questions d'évaluation.

### **2. RHDC, 2007, « *Trends in Post-Secondary Education and Canada Student Loans Use* »**

L'étude, qui porte sur l'accès aux études postsecondaires, se penche sur le PCPE et les niveaux de scolarité de la population avec le temps. Elle décrit les récentes tendances de l'enseignement postsecondaire et le profil démographique des étudiants inscrits aux universités et aux collèges en se servant de l'Enquête sur la population active d'octobre, du Recensement de 2001 et des fichiers administratifs du PCPE, de 1998-1999 à 2005-2006.

Il ressort de l'analyse que la plupart des étudiants de niveau postsecondaire étaient inscrits à une université (53,2 %), avaient 29 ans ou moins (74,9 %), étaient des femmes (56,1 %), étaient célibataires (63 %) et faisaient des études à temps plein (72,6 %). À titre comparatif, les étudiants à temps plein ayant des prêts canadiens aux étudiants étaient plus jeunes et avaient davantage tendance à être célibataires que la moyenne des membres de la population d'étudiants de niveau postsecondaire. L'analyse a également révélé que le niveau de scolarité et le revenu des parents avaient une incidence sur la participation aux études postsecondaires et que, comme il fallait s'y attendre, le recours aux prêts canadiens aux étudiants diminuait en fonction du revenu parental. Au cours de la période, la proportion de bénéficiaires de PCE qui étaient inscrits à l'université a augmenté considérablement, tout comme la proportion des bénéficiaires âgés de 29 ans et moins.

### **3. RHDC, 2007, « *International Comparison of Direct Financial Assistance to Post-Secondary Students* »**

Ce bilan documentaire compare l'aide financière aux études postsecondaires dans 16 pays et cible les programmes de prêts et de bourses. Le rapport se penche sur les caractéristiques de ces programmes, les exigences relatives à l'admissibilité, la couverture, les droits maximaux et le traitement du remboursement des dettes.

La plupart des pays offraient à la fois des programmes de prêts et des programmes de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire, sauf l'Irlande et l'Autriche. Quoi qu'il en soit, les caractéristiques des programmes variaient en ce qui a trait aux exigences d'admissibilité (p. ex., citoyenneté, résidence, etc.) et à la population visée (variation en fonction de l'âge et du revenu). La plupart des pays avaient également instauré des régimes de remboursement des dettes (en fonction du revenu ou prévoyant des versements semblables aux remboursements de prêts hypothécaires) et des programmes d'aide au remboursement pour les étudiants. Les caractéristiques des régimes de remboursement diffèrent souvent d'un pays à l'autre.

### **4. RHDC, 2007, « *A Discussion of the Rationale of the Canada Student Loans Program* »**

Le document de discussion permet de mieux comprendre la raison d'être du PCPE et de ses diverses composantes. Il se penche sur la théorie derrière l'intervention gouvernementale pour encourager les études postsecondaires et le rôle théorique du PCPE. Il examine en outre la justification de certains des détails du PCPE, comme les Subventions canadiennes d'accès et les Subventions canadiennes pour études.

La raison d'être globale du PCPE demeure solide en dépit du très fort taux de participation aux études postsecondaires au Canada, car certains étudiants font face à des contraintes d'emprunt (p. ex., familles à faible revenu). La raison d'être d'autres caractéristiques du PCPE pourrait devoir être révisée, comme dans le cas des bourses aux étudiants à temps partiel. Le document fait également savoir que les bourses offertes par la Fondation du millénaire ont eu une incidence limitée sur les études postsecondaires, et ce, même si elles ont réduit, dans la plupart des cas, la dette des étudiants.

### **5. RHDC, 2008, « *An Assessment of the Data in the CSLP Needs Assessment Reports* »**

Le rapport décrit les fichiers du Système de rapport d'évaluation des besoins (SREB) de la base de données administratives du PCPE. Les provinces et territoires participants créent ces fichiers, qui contiennent de l'information sur l'évaluation des besoins menée à l'égard de chaque étudiant présentant une demande au PCPE. Le rapport examine la mesure dans laquelle l'information des fichiers est conforme à celle des rapports publiés, de manière à assurer l'exactitude des analyses recourant à ces fichiers.

Selon le rapport, la majorité des variables des fichiers ont été jugées inutiles en raison du grand nombre de valeurs manquantes, de variations étranges entre les fichiers ou du manque de concordance avec les chiffres publiés. Les fichiers du SREB ne peuvent pas

être utilisés pour produire des statistiques sur la plupart des caractéristiques socio-économiques liées à l'accès à l'enseignement postsecondaire et ne permettent pas de faire des analyses approfondies des procédures d'évaluation des besoins. Par conséquent, l'utilité des fichiers du SREB est limitée du point de vue de l'évaluation.

#### **6. RHDCC, 2008, « *An Assessment of the Data in the CSLP Disbursement Files* »**

Le rapport examine trois fichiers de données administratives du PCPE qui se rapportent à l'octroi de prêts aux étudiants. Il se penche sur la mesure dans laquelle les chiffres de la base de données sont conformes à ceux des rapports publiés. Il conclut que deux des trois bases de données contenaient de bons renseignements sur les prêts octroyés à des étudiants à temps plein et à des étudiants à temps partiel. Par conséquent, toutes les statistiques dérivées de ces bases de données ont été jugées conformes aux chiffres publiés dans les rapports annuels du PCPE, notamment le nombre de prêts et d'emprunteurs, le montant des prêts et diverses caractéristiques sociodémographiques des emprunteurs. La qualité de la troisième base de données, qui contient des données sur les prêts autorisés depuis 1970-1971, a été jugée inférieure puisque tous les renseignements qu'elle contient ne sont pas fiables avant 1993-1994.

En conclusion, les fichiers sur l'octroi sont relativement utiles aux fins de l'évaluation parce qu'ils peuvent servir à produire un profil des bénéficiaires de prêt, à calculer le pourcentage et les caractéristiques des étudiants autorisés et non autorisés à recevoir un PCE et à examiner les tendances de la participation au PCPE ainsi que le niveau de l'aide du PCPE.

#### **7. RHDCC, 2008, « *An Assessment of the Data in the CSLP Repayment Files* »**

L'étude cible les trois bases de données sur les remboursements. Le rapport se penche sur la mesure dans laquelle les chiffres de la base de données reprennent ceux des rapports publiés. L'information du fichier contenant des renseignements sur les emprunteurs inscrits à des établissements publics a été jugée complète et peu d'écarts ont été relevés. Le fichier des prêts consentis aux emprunteurs inscrits à des établissements privés est encore au stade de la mise à l'essai et contient de nombreux écarts. On a constaté que le fichier contenant des renseignements sur les emprunteurs qui ont demandé ou obtenu une exemption d'intérêts contenait un grand nombre de valeurs manquantes et des observations aberrantes ou n'était pas cohérent au fil des ans ni avec les autres variables. En revanche, l'information du fichier contenant des renseignements sur les emprunteurs ayant profité de la réduction de la dette en cours de remboursement est uniforme et fiable.

En conclusion, le rapport indique que les fichiers sur les remboursements sont d'une certaine utilité aux fins de l'évaluation étant donné qu'il serait possible de répondre en partie à certaines des questions indiquées dans le cadre d'évaluation du PCPE en se servant de ces fichiers de données.



#### **8. RHDC, 2008, « *Post-Secondary Access and Student Financial Aid: A Historical Overview and Literature Review* »**

On a revu la documentation sur la raison d'être des programmes d'aide financière aux étudiants, dont les buts sont d'augmenter l'accès aux études postsecondaires. L'examen a également porté sur la mesure dans laquelle ces programmes facilitent l'accès aux études postsecondaires en supprimant les obstacles financiers.

Selon le bilan documentaire, les effets de l'aide aux étudiants sur l'inscription varient en fonction de l'aide obtenue. Les effets sur l'inscription à des établissements d'enseignement postsecondaire associés à l'aide sous forme de bourses ont été jugés ambigus dans les ouvrages recensés. On a également conclu à l'ambiguïté de l'impact des prêts aux étudiants sur l'inscription. Il semble que l'aide fondée sur le mérite ait produit des effets positifs sur l'inscription, tout en ayant augmenté les disparités au chapitre du revenu chez les étudiants inscrits à des établissements postsecondaires.

#### **9. RHDC, 2008, « *In-Depth Study of the Canada Student Loans Program Needs Assessment Reports (NARS)* »**

Cette étude examine en profondeur les fichiers du SREB dans le but de déterminer si la qualité des données qu'ils contiennent est assez bonne pour reproduire l'évaluation des besoins effectuée par les provinces. Malgré la concordance perçue entre les données de ces rapports et la plupart des caractéristiques personnelles principales servant à calculer les besoins, les variables des coûts et des ressources ont été jugées moins fiables. Nombre de ces variables ne contenaient pas de valeurs positives pour certaines provinces.

Dans le cas d'un nombre important d'évaluations, la somme de tous les éléments évalués ne correspondait pas au total comme elle aurait dû le faire. Ces problèmes relatifs aux données expliquent pourquoi il est difficile de reproduire les évaluations des besoins. De fait, les évaluations des besoins n'ont pu être reproduites que dans le cas de 5 % des évaluations signalées dans la base de données du SREB de 2005-2006. Dans 95 % des évaluations, les besoins de l'étudiant évalués par suite de l'application des règles du PCPE aux données du SREB ne correspondaient pas aux besoins de l'étudiant signalés par les provinces (avec une marge d'erreur de 5 %).

#### **10. RHDC, 2008, « *Analysis of 2007 Canada Student Loan Program (CSLP) Client Satisfaction Surveys* »**

RHDC mène chaque année deux sondages de l'opinion publique pour déceler les éventuels problèmes liés à l'exécution. Le rapport en question contient les résultats de deux sondages : le Sondage sur la satisfaction de la clientèle de 2007 et l'enquête omnibus de 2007. Le Sondage sur la satisfaction de la clientèle cible les clients du PCPE, tandis que la portée de l'enquête omnibus est plus vaste puisqu'elle cible une population de Canadiens âgés de 17 à 30 ans qui peuvent ou non être des étudiants de niveau postsecondaire et/ou des clients du PCPE.



Les principales conclusions montrent que le taux de satisfaction à l'égard des sites Web du PCPE est relativement faible (53 %) comparativement à celui à l'égard des sites Web provinciaux (69 %); que 27 % des étudiants n'ont pas reçu leur prêt à temps pour payer leurs frais de scolarité sans pénalité; que seulement 35 % des emprunteurs savaient que l'intérêt courait pendant le délai de grâce; et que 46 % des clients ne connaissaient pas vraiment les options en matière de remboursement qui leur étaient offertes s'ils ne pouvaient effectuer les remboursements prévus.

#### **11. RHDCC, 2009, « *Estimation of the Impact of CSLP Generosity on PSE Participation* »**

L'étude cherche à estimer l'incidence de la générosité du PCPE sur la participation aux études postsecondaires en déterminant si le PCPE lève les contraintes financières que connaissent les étudiants ayant de problèmes de crédit. L'étude utilise des données extraites d'une base de données fusionnée du PCPE-BDAL et traite de la période comprise entre 1999 et 2006. Pour déterminer l'incidence, un modèle logit par panel non équilibré a été estimé.

Il ressort de l'étude que le PCPE exerce une incidence faible mais significative sur le plan statistique sur le taux de participation aux études postsecondaires. Chaque augmentation de 1 000 \$ de l'aide totale aux étudiants se traduit par une augmentation d'environ 1 point de pourcentage du taux de participation aux études postsecondaires dans le quartile inférieur du revenu parental.

#### **12. RHDCC, 2010, « *Additional Statistical Analysis for the Impact of Students Loans and Grants on University Enrolment: Evidence from Aggregate Data* »**

Le rapport se penche sur l'incidence du PCPE sur le taux d'inscription à l'université des étudiants issus de familles à faible revenu en appliquant des méthodes d'analyse statistique (analyses statistiques transversales regroupées). Il s'agit d'une analyse complémentaire au rapport intitulé « *Impact of Students Loans and Grants on University Enrolment* ». Les données agrégées du fichier PCPE-BDAL pour la période de 1998 à 2006 ont été utilisées.

L'étude montre que les prêts ont un impact positif important sur le niveau d'inscription à l'université des étudiants dont le revenu parental est peu élevé. Elle signale aussi que les prêts et les bourses ne sont pas des facteurs importants pour le niveau d'inscription des étudiants issus de familles dont le revenu parental est moyen et élevé. Elle montre que les frais de scolarité moyens des universités ont un effet négatif sur le taux d'inscription des étudiants dont le revenu parental est peu élevé.

#### **13. RHDCC, 2010, « *U.S. Literature Review: Default Rates* »**

Le rapport présente un examen approfondi de nombreuses études américaines sur le taux de défaut de remboursement des prêts aux étudiants afin de fournir une idée générale des facteurs influant sur les taux de remboursement et de défaut. Il confère à la plupart des

études essentiellement la même pondération parce qu'il ne tente pas d'en évaluer la qualité, même si certains rapports n'ont pas mesuré la causalité de leurs résultats. Le but ultime de ce bilan documentaire est plutôt d'arriver à un consensus dans la littérature américaine sur les facteurs influant sur les taux de remboursement et de défaut.

Selon le rapport, certains facteurs comme l'obtention du diplôme, la réussite scolaire, le revenu et le taux de chômage ont plus d'incidence sur le taux de défaut de remboursement que, par exemple, l'établissement d'enseignement et le domaine d'études. D'autres facteurs, dont le niveau d'endettement, les attitudes à l'égard des prêts, le sexe, l'âge et le nombre de prêts étudiants avaient une incidence modeste sur le taux de défaut de remboursement. Le rapport montre également que le counseling financier et la consolidation influent sur la réduction du taux de défaut de remboursement, tandis que les programmes de report avaient une incidence à court terme qui tendait à disparaître après plusieurs années.

#### **14. RHDCC, 2010, « *The Impact of Student Loan Denial* »**

L'étude utilise un échantillon de demandeurs de prêts aux étudiants du gouvernement pour le troisième cycle de l'Enquête auprès des jeunes en transition, cohorte A (EJT-A) afin de savoir si le fait de s'être vu refuser un prêt influe sur l'inscription à des établissements d'enseignement postsecondaire. Un modèle des choix de s'inscrire ou non à des établissements d'enseignement postsecondaire a été établi au moyen d'une régression logistique multinomiale. Le modèle utilisé dans ce rapport comprend un test normalisé pour contrôler les capacités des étudiants, ceci afin de corriger une erreur de spécification critique de la recherche antérieure sur l'incidence de l'aide financière aux étudiants sur l'accès à l'enseignement postsecondaire.

Selon cette étude, il existe une corrélation étroite entre le résultat de la demande de prêt et la participation aux études postsecondaires : les probabilités de s'inscrire à un établissement d'enseignement postsecondaire étaient respectivement de 67 % et de 63 % inférieures dans le cas des jeunes dont la demande avait été rejetée contre ceux dont la demande avait été approuvée. En termes de probabilités, le refus du prêt réduit la probabilité de s'inscrire à un type quelconque d'établissement d'enseignement postsecondaire de près de 10 points de pourcentage (en baisse de 93,6 % à 83,9 %). Par conséquent, les résultats de l'étude semblent montrer que les contraintes d'emprunt existent et que les prêts aux étudiants contribuent pour beaucoup à l'élimination des obstacles financiers aux études postsecondaires.

#### **15. RHDCC, 2010, « *Internal Statistical Analysis of the Impact of Ontario Educational Institutions on Default Rates: Aggregate Data* »**

Le rapport se penche sur l'incidence que les caractéristiques de l'établissement d'enseignement postsecondaire et le domaine d'étude choisi ont sur le taux de défaut de remboursement des prêts aux étudiants en Ontario. Cette province a été choisie aux fins de l'étude parce qu'elle a publié des données chronologiques sur ce taux, de 1998 à 2008. Une base de données contenant 715 659 prêts consentis par le gouvernement ontarien répartis par établissement et par domaine d'études a été créée à partir de ces renseignements aux fins de la réalisation d'analyses statistiques.

L'étude présente quelques données témoignant de l'incidence que les caractéristiques de l'établissement d'enseignement postsecondaire et du domaine d'études exercent sur le taux de défaut de remboursement en Ontario. Les différents types d'établissements semblent influencer sur le taux de défaut de remboursement. L'étude montre également que le manque de possibilités d'emploi pour les récents diplômés augmente la difficulté que connaissent les étudiants à rembourser leurs prêts d'études.

#### **16. RHDCC, 2010, « *Evaluation of the Impact of CSLP Policy Reforms on Student Loan Default* »**

L'étude évalue l'efficacité des améliorations à l'exemption d'intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement, instaurées en 2004 et en 2005, qui visent à réduire le taux de défaut de remboursement des prêts étudiants. On s'est servi, à cet effet, des données administratives du PCPE de janvier 2001 à octobre 2008 pour élaborer un modèle appliquant une méthode des écarts entre les différences afin de mesurer l'incidence des améliorations ainsi que de déceler les facteurs influant sur le taux de défaut de remboursement des prêts consentis par le PCPE.

L'étude montre que les améliorations à l'exemption d'intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement ont eu une incidence faible mais significative sur le taux de défaut de remboursement et ont réduit de 0,5 % la probabilité de défaut de remboursement. Elle signale également que le montant du prêt consenti par le PCPE augmente légèrement la probabilité de défaut de remboursement. De plus, elle énumère les facteurs influant sur le taux de défaut de remboursement. Par exemple, les hommes ont plus tendance à manquer à leurs obligations de remboursement que les femmes, tout comme les emprunteurs inscrits à des établissements privés par rapport à ceux qui sont inscrits à des collèges publics ou à des universités. En revanche, les emprunteurs mariés ont moins tendance à ne pas respecter leurs obligations de remboursement que les autres types d'emprunteurs, et les étudiants inscrits à un programme de maîtrise ont moins tendance à manquer à leurs obligations à ce chapitre que ceux inscrits à d'autres programmes.

#### **17. Caponi, Vincenzo, 2007, « *The General Equilibrium Long-Term Effects of Canadian Education Policies* »**

L'étude recourt au modèle d'équilibre général de l'économie élaboré par la Direction de la recherche en politiques et coordination de RHDCC pour examiner les incidences théoriques d'un programme de prêts aux étudiants sur l'économie. Les services d'un expert universitaire ont été retenus pour créer le modèle de sorte qu'il comprenne l'analyse des prêts aux étudiants. Le modèle examine théoriquement la manière dont des changements apportés au programme de prêts influeraient sur la participation à des études postsecondaires ainsi que leurs effets sur la productivité (PIB) de l'économie et sur l'inégalité des revenus (répartition des gains).

L'étude compare l'effet de cinq politiques gouvernementales. Elle conclut principalement que les effets sur le cadre d'équilibre général de l'ensemble des politiques sont minimes; qu'en termes de productivité et d'inégalité, il est préférable d'augmenter le montant maximal des prêts aux étudiants que de réduire les frais de scolarité; et que, de nouveau



en termes de productivité et d'inégalité, une politique contenant un habile dosage de bourses fondées sur les besoins et de bourses fondées sur le mérite (ou contenant uniquement des bourses fondées sur les besoins) est préférable à une politique contenant uniquement des bourses fondées sur le mérite.

**18. Data Probe, 2008, « *Analysis of the Canada Student Loans Program (CSLP): Does the expected parental contribution affect the marginal tax rate in a reasonable way?* »**

L'étude se sert de la base des données du SREB (2005-2006) pour examiner l'incidence que les contributions parentales prévues par le Programme exercent sur le taux d'imposition marginal des parents et la variation de cette incidence d'une province à l'autre. Le montant d'impôt sur le revenu parental a été calculé au moyen d'une calculatrice de l'impôt sur le revenu des particuliers. L'étude montre que les contributions parentales prévues par le PCPE peuvent avoir une incidence importante sur le taux marginal d'imposition du revenu. Dans le cas des familles dont le revenu est supérieur à 100 000 \$, l'augmentation du taux d'imposition marginal peut frôler les 18 points de pourcentage, ce qui s'ajoute au taux marginal d'imposition du revenu. Toutefois, moins de 5 000 étudiants ont signalé un revenu parental supérieur à 100 000 \$ (soit environ 1 % des emprunteurs du PCPE).

**19. Data Probe, 2008, « *Estimating the Impact of Student Financial Aid on Post-Secondary Enrolments: Trends* »**

Cette étude vise à évaluer l'incidence des changements apportés aux prêts et aux bourses sur le taux de participation aux études postsecondaires, surtout chez les jeunes issus de familles à faible revenu. Elle compare les données de la BDAL aux tendances de la population signalées par l'Enquête sur la population active et à l'inscription à temps plein à des établissements d'enseignement postsecondaire pour la période comprise entre 1998 et 2006.

En se fondant sur la littérature publiée et sur une analyse exploratrice, les auteurs du rapport signalent que l'offre d'études postsecondaires n'est pas élastique et qu'elle est dominée par des facteurs de l'offre. Si l'offre demeure stable, une aide financière plus élevée aux étudiants a tendance à avoir un effet marginal sur l'inscription globale aux établissements d'enseignement postsecondaire. Par conséquent, si le but est d'augmenter le taux global d'inscription sans égard au revenu familial, le gouvernement devrait augmenter l'offre en fournissant plus de ressources financières.

**20. Data Probe, 2009, « *Impact of Students Loans and Grants on University Enrolment: Evidence from Aggregate Data* »**

L'étude estime l'incidence du PCPE sur le taux d'inscription aux universités selon le niveau de revenu familial en se concentrant sur les étudiants issus de familles dont le revenu parental est faible. Elle se sert de la BDAL pour la période comprise entre 1998 et 2006 pour estimer l'effet du PCPE.



Selon cette étude, chaque tranche supplémentaire de 1 000 \$ d'aide financière aux étudiants fait augmenter d'un demi-point de pourcentage le taux d'inscription à l'université chez les jeunes du tiers inférieur du revenu parental, mais n'a aucun effet sur les jeunes du tiers médian du revenu parental. Les analyses de sensibilité qui ont été menées n'ont pas changé les conclusions principales.

## **21. Data Probe, 2010, « *The Generosity of Student Financial Aid Programs in Canada and their University Enrolment Effects* »**

Cette étude vise principalement à estimer l'effet des prêts aux étudiants sur les taux d'inscription à l'université. Elle se base sur deux méthodes pour évaluer les effets du PCPE. La première estime la variation du taux d'inscription selon la modification du montant maximal de prêt, en fonction de l'agencement province/année, tandis que la seconde tient compte des changements apportés à la générosité du Programme pour les étudiants du spectre complet du revenu familial. La base de données liée du PCPE-BDAL pour la période comprise entre 1999 et 2005 a été utilisée pour estimer cette incidence.

Selon les résultats obtenus, le PCPE a réussi à atteindre son objectif de soutenir l'inscription des étudiants issus de milieux à faible revenu. Une hausse de 1 000 \$ du montant maximal de prêt fait augmenter le taux d'inscription d'environ 0,4 point de pourcentage dans le cas des hommes à faible revenu et de 0,8 point de pourcentage dans celui des femmes à faible revenu. Une hausse de 1 000 \$ de la « générosité » globale du prêt consenti par le PCPE fait augmenter le taux d'inscription de 0,85 point de pourcentage dans le cas des femmes à faible revenu, mais n'a aucune incidence apparente sur le taux d'inscription des hommes à faible revenu.

## **22. Educational Policy Institute, 2008, « *Does the Calculation of Total Need Include All Relevant Factors?* »**

Des recherches ont été menées afin de déterminer si le processus d'évaluation des besoins du PCPE tient compte de toutes les dépenses pertinentes des étudiants de niveau post-secondaire. L'étude établit une comparaison entre des échantillons appariés de la base de données administratives du PCPE et de l'enquête canadienne sur les finances des étudiants de niveau postsecondaire.

Dans l'ensemble, l'étude montre que les allocations courantes suffisent à combler les dépenses mensuelles moyennes des étudiants et qu'il existe peu de divergences flagrantes entre les dépenses des étudiants et les allocations du Programme. Dans la plupart des cas, les dépenses des étudiants mariés et des chefs de famille monoparentale ont été correctement évaluées, mais tel n'est pas le cas des étudiants célibataires en raison principalement des frais d'hébergement et de transport (dépenses liées à une voiture personnelle). L'étude conclut qu'un nombre important d'étudiants possèdent ou louent une voiture et, par conséquent, ont des frais de transport considérables. C'est souvent ce qui se produit dans le cas des étudiants vivant dans des collectivités rurales n'offrant pas de transport en commun.

**23. Educational Policy Institute, 2009, « *International Comparison – Student Financial Aid and Population Education* »**

Cette étude propose une comparaison entre 17 pays pour déterminer s'il existe un lien entre la générosité des programmes d'aide financière aux étudiants et le pourcentage de la population qui est inscrit à un établissement d'enseignement postsecondaire. Pour atteindre cet objectif, les auteurs ont également produit des analyses qualitatives et quantitatives pour comparer les principales caractéristiques de ces programmes. L'étude présente amplement d'information sur les principaux aspects des systèmes d'aide aux étudiants (prêts, bourses, remboursements, aide au remboursement) dans la plupart des 17 pays. Cette comparaison entre les pays illustre les principales différences et caractéristiques communes de l'aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire.

**24. EKOS, 2008, « *Focus Groups for the Summative Evaluation of the Canada Student Loans Program (CSLP)* »**

En tout, les responsables de cette étude ont rencontré à l'échelle du Canada 16 groupes de discussion constitués de quatre types d'emprunteurs du PCPE : les emprunteurs en cours d'études ou ayant obtenu leur diplôme récemment, les emprunteurs ayant consolidé leurs prêts et n'ayant jamais recouru à des mesures de gestion de la dette (et n'ayant jamais manqué à leurs obligations de remboursement), les emprunteurs bénéficiant ou ayant bénéficié d'une exemption d'intérêts et les emprunteurs ayant manqué à leurs obligations de remboursement de leurs prêts. Les groupes de discussion se sont principalement penchés sur les questions liées au processus d'évaluation des besoins, au remboursement, à l'exécution du Programme et à la satisfaction de la clientèle.

Dans l'ensemble, le processus d'évaluation des besoins était raisonnablement clair pour les emprunteurs. En général, les participants estimaient que les catégories globales de dépenses et les ressources attribuées étaient acceptables, sauf les contributions parentales. La plupart des participants étaient d'avis que, d'entrée de jeu, les étudiants ne comprenaient pas suffisamment leurs obligations en tant qu'emprunteur. Ils estimaient que trop peu d'information sur les obligations en matière de remboursement était mise à la disposition des emprunteurs. De plus, des éléments clés du processus de remboursement n'étaient pas bien compris, notamment le montant total de la dette, le taux d'intérêt et la mensualité prévue. Dans l'ensemble, la satisfaction à l'égard du Programme était modérée et tendait à être moins grande chez les répondants ayant par la suite éprouvé de la difficulté à rembourser leurs dettes d'études.

**25. Fleishman Hillard, 2007, « *Expert Interviews for the Evaluation of the Canada Student Loans Program* »**

Les services d'un expert-conseil ont été retenus pour mener 45 entrevues auprès d'administrateurs de programmes (fédéraux et provinciaux, et dans des établissements d'enseignement), de représentants d'associations d'étudiants et d'experts universitaires. Les entrevues ont porté principalement sur des questions liées à la justification du Programme et sur des questions entourant le processus d'évaluation des besoins.

En général, les informateurs clés étaient d'avis qu'un programme fédéral était nécessaire pour aider les principaux groupes ciblés à avoir accès aux études postsecondaires; que tant le gouvernement fédéral que les gouvernements provinciaux avaient un rôle à jouer dans le financement de l'enseignement postsecondaire; que les étudiants et leurs familles devraient également contribuer aux études postsecondaires de l'étudiant; que l'aide non remboursable pourrait être augmentée; que les étudiants à revenu moyen pourraient être mal servis par le PCPE en raison des contributions attendues des parents; et que le terme « délai de grâce » devrait être changé parce qu'il est source de confusion chez les étudiants.

**26. Jones, Stephen, 2007, « *Comments on the Performance Measurement Strategy of the Canada Student Loans Program* »**

Les services d'un expert universitaire de l'extérieur ont été retenus pour fournir des commentaires concernant les indicateurs de rendement décrits dans le CGRR du Programme. L'étude qu'il a menée comporte un examen et une évaluation des indicateurs de rendement du PCPE ainsi qu'un certain nombre de suggestions pour les améliorer et quelques recommandations relatives à des indicateurs particuliers.

L'étude fait état de la difficulté de créer un système de mesure du rendement étant donné que quelques-uns des buts du PCPE pourraient être contradictoires, par exemple, l'accroissement de l'accès aux études postsecondaire et la réduction du taux de défaut de remboursement. L'étude propose de recourir au pourcentage de la population pour les indicateurs de rendement plutôt qu'aux chiffres absolus (population), puisqu'il est plus difficile de comprendre les changements en se servant de chiffres absolus. Selon l'étude, certaines des mesures énumérées dans le CGRR sont jugées soit inutiles soit non mesurables. Elle propose de recourir à un autre indicateur pour mieux mesurer le pourcentage d'étudiants n'ayant pas contracté de PCE et qui auraient fait des études postsecondaires s'ils avaient pu obtenir un PCE.

**27. Malatest, 2009, « *Survey of Canada Student Loans Program (CSLP) – Applicants who were Approved for a Government Student Loan but Declined their Loan* »**

Chaque année, des personnes se voient offrir des PCE mais les refusent. Afin de se faire une idée des facteurs qui influent sur ce phénomène, un sondage téléphonique a été mené auprès de 1 582 demandeurs de PCE. Pour établir si le profil des personnes ayant refusé le prêt étudiant différait de celui des personnes ayant accepté le prêt, les résultats obtenus lors du sondage téléphonique ont été comparés à la base de données administratives du PCPE.

Il ressort principalement de la comparaison des profils que les étudiants ne résidant pas en Ontario avaient beaucoup moins tendance à refuser le prêt étudiant que ceux résidant en Ontario et que la probabilité de refus des prêts étudiants de moins de 3 000 \$ était plus grande. Le sondage montre que les principales raisons suivantes ont été invoquées pour refuser le PCE : capacité de gérer les études postsecondaires sans prêt, décision de ne pas s'inscrire à un établissement d'enseignement postsecondaire et montant du PCE jugé insuffisant. L'étude a également montré que la majorité de ceux qui ont refusé le PCE offert avaient tout de même fait des études postsecondaires et que la plupart des autres



prévoient en faire un jour. Pour faire leurs études, ils ont compté un peu plus que prévu au départ sur le revenu tiré d'un emploi, les économies personnelles, l'aide financière de membres de la famille ainsi que des prêts bancaires ou des cartes de crédit.

**28. SP Consulting, 2008, « *Technical Report: Analysis of the Canada Student Loans Program (CSLP): Does the needs assessment reflects the geographic differences in living costs?* »**

Le document cherche à savoir si la méthodologie d'évaluation des besoins actuellement utilisée est assez souple pour bien tenir compte des divergences sur le plan des frais de subsistance dans les diverses régions du Canada et si elle aplanit véritablement ces disparités. Le rapport compare les données sur les dépenses recueillies par Statistique Canada dans l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) de 2005 aux allocations de subsistance des étudiants consenties par le PCPE en 2005-2006.

Le document conclut que la méthodologie d'évaluation des besoins ne tient pas adéquatement compte des divergences sur le plan des frais de subsistance associées à la taille du centre urbain dans lequel réside l'étudiant. Dans chaque province, les estimations du coût moyen pour les étudiants ne correspondent pas exactement aux allocations du PCPE au titre de ces coûts pour aucun des types d'étudiants. Dans la plupart des cas, les estimations des coûts des résidents de grands centres urbains dépassaient de 11 % les moyennes provinciales. C'est principalement le coût supérieur du logement dans les grands centres urbains qui explique ces divergences.

**29. TNS Canadian Facts, 2010, « *Analysis of the CSLP Default Rate: Program Level Data* »**

Le rapport fournit une analyse du taux de défaut de remboursement des PCE au moyen de données agrégées au niveau du PCPE. L'étude se sert de données annuelles extraites des bases de données du PCPE et de renseignements de Statistique Canada sur les indicateurs économiques agrégés (p. ex., le taux de chômage). L'approche analytique, qui repose sur des modèles de régression multivariée, cherche à évaluer les effets des changements apportés en 1997, 1998 et 2003 à l'exemption d'intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement sur le taux de défaut de remboursement.

Dans l'étude, l'effet cumulatif des changements de l'exemption d'intérêts et de la réduction de la dette en cours de remboursement était important sur le plan statistique et réduisait le taux de défaut de remboursement et le coût lié au défaut de remboursement. Le modèle montre que l'effet cumulatif des changements se traduit par une réduction de plus de 14 millions de dollars du coût du défaut de remboursement. D'autres modèles (ajout du taux d'inflation ou du taux d'inflation de référence) font état d'un effet cumulatif plus important sur la réduction du coût du défaut de remboursement. Il convient de signaler que l'effet de chaque changement varie considérablement d'un modèle à l'autre.

**30. D.M. Gray et J.T. McDonald, 2011, « *Burden of Repaying* »**

À paraître.



### **31. The Brondesbury Group, 2010, « *Examination of EIR and DRR* »**

L'étude se penche sur le recours aux dispositions relatives à l'exemption d'intérêts et à la réduction de la dette en cours de remboursement. Elle contient une analyse descriptive de même qu'une analyse multivariée. L'étude tente d'évaluer si la souplesse accrue au chapitre du remboursement que procurent l'exemption d'intérêts et la réduction de la dette en cours de remboursement influe sur le défaut de remboursement du prêt en se servant de la base de données liée BDAL-PCPE pour la période comprise entre 1990 et 2007.

Il ressort de l'étude que le recours à l'exemption d'intérêts augmente avec l'âge, avec le fait d'être une femme et avec le fait d'avoir des enfants. Elle montre que la taille du prêt a un effet minime sur le recours à l'exemption d'intérêts comparativement aux autres variables. Au chapitre de l'incidence du Programme sur le taux de défaut de remboursement, l'étude montre qu'il existe effectivement un lien entre les changements apportés à l'exemption d'intérêts et ce taux, mais elle précise que ce lien est sujet aux conditions économiques. En ce qui a trait à la réduction de la dette en cours de remboursement, rien ne prouve que le Programme ait eu une incidence. De fait, l'incidence de cette réduction est si faible qu'elle peut difficilement être associée aux changements.

### **32. TNS Canadian Facts, 2011, « *Analysis of the CSLP Default Rate: Personal Level* »**

À paraître.

### **33. Finnie, Hango et Wismer, 2010, « *Do Increases in Student Loan Limits Increase Access to Post-Secondary Education?* »**

L'étude cherche à mesurer les effets du PCPE et des prêts aux étudiants provinciaux sur la participation aux études postsecondaires pour les étudiants issus de familles dont le revenu parental est faible. Plus précisément, elle tente de mesurer l'effet d'une augmentation du plafond des prêts aux étudiants qui a été instaurée en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard en 2001 sur les taux de participation dans ces provinces par rapport aux taux de participation à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick, où de telles augmentations n'ont pas été instaurées. Une série de modèles ont été mis au point, qui reposent sur la méthode des écarts dans les différences et qui utilisent les données de la BDAL pour la période comprise entre 1999 et 2006.

L'étude n'a pas montré que les changements apportés en 2001 à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse avaient eu une incidence importante sur le taux de participation aux études postsecondaires des jeunes issus de familles à faible revenu dans ces provinces par rapport au taux de participation aux études postsecondaires à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick.